

Défense de l'Occident

Vingt-cinq ans

contre

l'imposture

Positions • Propositions

Extraits • Fragments

de

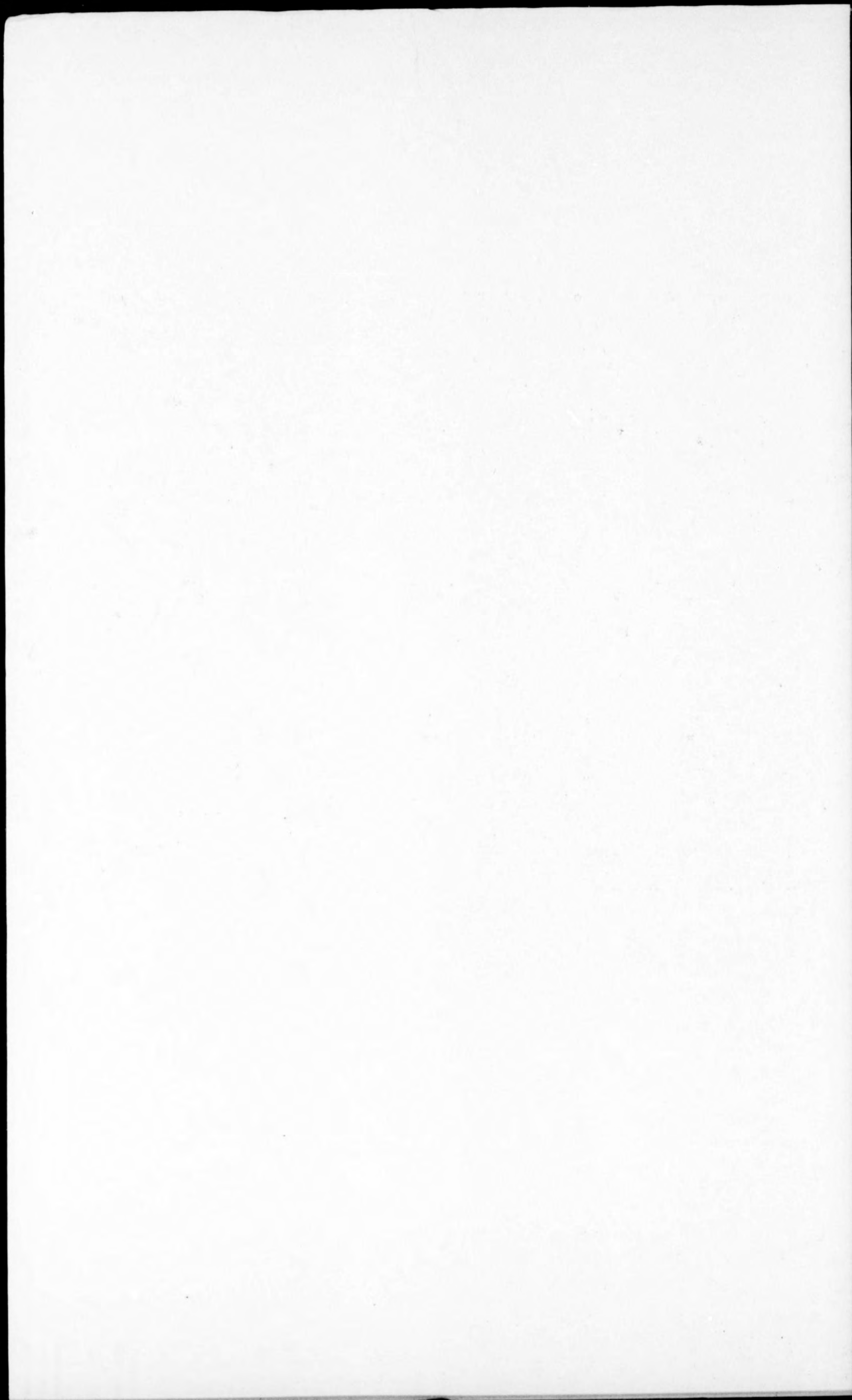
DÉFENSE DE L'OCCIDENT

1952 - 1977

Décembre 1977
Janvier 1978

NUMÉRO SPÉCIAL

N° 153-154
F. 18



Défense de l'Occident

Revue Mensuelle — Nouvelle Série — 26^e Année

DECEMBRE 1977 - JANVIER 1978

N° 153 - 154

SOMMAIRE

— <i>Petite histoire de « Défense de l'Occident »</i>	3
— <i>Positions, Propositions, Extraits et Fragments de « Défense de l'Occident »</i>	
I — <i>L'Europe réelle</i>	12
II — <i>L'histoire telle qu'elle est</i>	33
III — <i>Le drame algérien</i>	43
IV — <i>De la IV^{ème} à la V^{ème} République</i>	51
V — <i>Survol de l'hémisphère capitaliste</i>	70
VI — <i>La dissolution des démocraties</i>	80
VII — <i>Réflexions sur le fascisme</i>	97
— <i>La Captivité de Babylone</i>	124
— <i>Enquêtes et documents de « Défense de l'Occident »</i>	128
— <i>Numéros spéciaux de « Défense de l'Occident »</i>	130

NOUVELLE ADRESSE :

B. P. 97, 75962 Paris - Cedex 20 - C. C. P. 65 35 65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement
à votre REVUE DEFENSE DE L'OCCIDENT

à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix du numéro	8 F.
Abonnements — 1 an (10 numéros)	70 F.
Etranger — 1 an (10 numéros)	75 F.
<i>Abonnement spécial étudiants, lycéens, travailleurs sans emploi</i>	35 F.
Abonnement de soutien	100 F.

Paiement par mandat, chèque bancaire ou virement postal
adressé à « *Défense de l'Occident* »

B. P. 97, 75962 PARIS CEDEX 20

C. C. P. 65-35-65 PARIS

PETITE HISTOIRE DE « DÉFENSE DE L'OCCIDENT »

Sous ce titre que je reproduis sans changement, notre cher ami Jacques Poillot qui fut le premier rédacteur en chef de **Défense de l'Occident** de 1952 à 1960, a raconté les débuts de notre revue. La plupart de nos abonnés et de nos lecteurs d'aujourd'hui n'ont pas connu cette période de son existence. J'ai pensé que cette évocation pourrait les intéresser. Le nom de Jacques Poillot a rarement figuré dans nos sommaires, mais on y trouve souvent le nom de Jacques Mayenne, pseudonyme dont il signait ses articles. Il n'apparaît pas non plus sur la couverture où mon nom n'est pas mentionné également, ni celui de ceux qui ont eu le dévouement et l'amitié de m'assister après lui, avec la même fonction. J'ai voulu garder ainsi à **Défense de l'Occident** son caractère d'œuvre collective : les collaborateurs de **Défense de l'Occident** sont tous au même rang des défenseurs des mêmes principes et des mêmes vérités.

Je n'en trouve pas moins nécessaire de rendre hommage aujourd'hui, en cette vingt-cinquième année de notre publication, à ceux qui après Jacques Poillot, trop tôt disparu, m'ont aidé dans ma tâche : Bernard Vorge avec lequel commença en 1960 la 2^{ème} série de **Défense de l'Occident** et qui sut attirer à la revue une brillante collaboration, après lui Jean Lesieur, puis François d'Orcival et Fabrice Laroche, puis François Duprat qui fut à l'origine d'un bon nombre de nos numéros spéciaux, puis Pascal Gauchon qui renouvela l'équipe rédactionnelle de **Défense de l'Occident** en y amenant de jeunes universitaires qui furent de précieux collaborateurs, ensuite, dans les années les plus récentes Georges Gondinet, Guillaume de Ferette et Jean-Claude Jacquard qui assument actuellement ces fonctions. Tous ces noms sont familiers aujourd'hui à ceux qui s'intéressent à l'action des groupes et des publications qui refusent les principes et les hommes du régime actuel. Ils représentent des générations différentes qui se sont associées dans le même refus du mensonge, de l'imposture et de l'injustice.

Voici maintenant l'historique des premières années de **Défense de l'Occident** tel que Jacques Poillot l'écrivit dans le n° 29 de notre première série qui parut en décembre 1955.

*
**

Il y a trois ans paraissait le premier numéro de « Défense de l'Occident ».

Nous ne nous donnerons pas le ridicule de prendre un ton solennel pour saluer cet anniversaire. D'ailleurs, il n'est guère d'usage pour

4 PETITE HISTOIRE DE « DÉFENSE DE L'OCCIDENT »

une revue de rappeler sa date de naissance avant qu'elle ait atteint le demi-siècle. Nous ne savons pas si notre « Défense de l'Occident » parviendra à un âge aussi respectable. Nous savons au contraire que, malgré nos efforts et des progrès incontestables dans sa présentation et sa diffusion, elle est encore une très petite revue dont l'influence, en raison de l'insuffisance et de la précarité de nos moyens est loin d'être aussi étendue que nous le souhaiterions.

Ce que nous voudrions simplement, c'est associer plus étroitement nos lecteurs à notre vie, en leur racontant familièrement notre histoire, en leur disant très franchement ce qu'ont été nos difficultés et en faisant avec eux le bilan de trois années d'efforts.

La naissance de « Défense de l'Occident » en décembre 1952 fut sans éclat et passa à peu près complètement inaperçue. Pas de champagne, ni de discours pour saluer l'événement, mais seulement quelques camarades réunis un soir en fin de semaine dans une petite salle poussiéreuse et mal éclairée des « Sociétés Savantes ».

Un tirage très faible, conséquence de notre pauvreté, ne nous permettait en outre d'envisager aucune diffusion commerciale.

D'ailleurs, notre intention première n'était pas, à proprement parler, de faire une revue politique et nous ne cherchions pas un succès commercial. Le modeste bulletin de trente-deux pages qu'était alors « Défense de l'Occident » ne prétendait ni à cette dignité, ni à ce succès. Nous voulions seulement donner un moyen d'expression au Mouvement Populaire Européen dont, pour donner une suite pratique aux entretiens que nous avons eus à Rome et à Malmô avec les représentants des divers groupements européens se réclamant du socialisme national, nous proposons alors la création.

C'est dans cet intention que nous avons consacré l'essentiel de notre premier numéro à la reproduction d'un manifeste où étaient exposés les principes d'action et les objectifs du mouvement. « Défense de l'Occident » devait essentiellement avoir pour tâche, dans notre esprit, de diffuser parmi les militants, la doctrine et les mots d'ordre du Mouvement. Comme nous étions dépourvus d'argent, nous ne pouvions envisager de leur en faire gratuitement le service et nous leur demandions de s'y abonner, mais nous ne projetions pas de la faire distribuer par les messageries.

Le nombre très restreint de réactions positives provoquées par la diffusion pourtant limitée de notre manifeste devait, malheureusement, nous amener assez rapidement à conclure que la création du Mouvement Populaire Européen était un peu prématurée. En outre, il nous apparut très vite comme certain que nous ne pourrions pas, à supposer même que ces réactions deviennent plus nombreuses, réunir

dans des délais raisonnables, les moyens matériels indispensables à l'organisation et à l'administration du Mouvement. Sans argent, nous ne pouvions avoir ni bureau, ni personnel de secrétariat régulièrement appointé. Aucun de nos camarades, ne pouvait au surplus, assumer bénévolement les charges d'un secrétariat permanent. Fallait-il, dans ce conditions, renoncer à la publication de « Défense de l'Occident » les circonstances nous obligent à renoncer à la fondation du Mouvement dont elle devait être l'organe intérieur ? Nous ne le pensâmes pas. D'une part, nous avons recueilli, en deux mois, près d'une centaine d'abonnements et il nous était moralement difficile de décevoir ainsi ceux qui nous avaient fait confiance dès le départ, d'autre part, si nous renoncions à cette publication, nous n'aurions plus aucun moyen d'exprimer et de faire connaître des idées que certains considéraient comme les plus originales et les plus neuves qui se soient jusqu'alors manifestées dans l'opposition au régime et qu'au surplus nous étions les seuls à défendre.

En maintenant au contraire la publication de notre revue et en reportant sur elle le gros de notre effort, nous estimions, et seul l'avenir nous dira si nous avons eu tort ou raison, conserver les chances d'avenir d'un mouvement animé par les principes de notre manifeste de 1952.

En mars 1953, nous décidions donc d'augmenter le tirage de « Défense de l'Occident », d'accroître le nombre de ses pages de trente-deux à quarante-huit sans augmenter son prix de vente, et de la diffuser commercialement par les Messageries de Presse.

Les six premiers mois de l'existence de « Défense de l'Occident » s'écoulèrent sous le signe de la plus totale pauvreté et dans une atmosphère de camaraderie tout à fait plaisante. Nous ne disposions d'aucun local à nous et nous nous réunissions là où l'on voulait bien nous offrir l'hospitalité. Très vite cependant, nos camarades Bonifacio et Philip de Lus mirent à notre disposition au journal « La Victoire », dont ils s'occupaient à cette époque, deux petites pièces où nous nous retrouvions deux soirs par semaine pour préparer l'envoi de nos exemplaires de propagande.

Cette besogne, il faut bien l'avouer, assez fastidieuse, s'effectuait dans des conditions tout à fait « artisanales » qui n'évoquaient en rien celles des entreprises parisiennes de « routage ». Il fallait découper les bandes d'envoi, écrire à la main plusieurs centaines d'adresses, plier autant d'exemplaires, les mettre sous bande, les timbrer et les poster. Une dizaine de camarades nous apportèrent régulièrement leur concours dans cette tâche ingrate, et ils nous aidèrent ainsi très efficacement à surmonter les difficultés de nos débuts. Quant à la rédaction et à la fabrication de la revue, elles soulevaient, en rai-

son de notre impécuniosité, les problèmes les plus épineux. Nos moyens ne nous permettaient pas, et ils ne nous permettent toujours pas, est-il besoin de le dire, d'avoir un budget de rédaction. Nous ne pouvions avoir dans ces conditions, aucun collaborateur régulier et d'un renom suffisant pour attirer vers notre revue des lecteurs non prévenus. Nous ne pouvions guère compter, de temps à autre, que sur les collaborations bénévoles d'amis acceptant d'écrire un article pour une petite publication d'assez pauvre mine et n'ayant que quelques centaines de lecteurs.

Maurice Bardèche, sur qui reposaient pratiquement à cette époque toutes les responsabilités rédactionnelles, en fut souvent réduit, il ne m'en voudra pas, je l'espère, de le dire aujourd'hui, à remplir à lui tout seul les quarante-huit pages de nos premiers numéros. Il en écrivait l'éditorial, bien entendu, mais il en rédigeait également les échos et devait la plupart du temps traduire lui-même les articles ou études que nous empruntions à la presse étrangère faute d'articles originaux. Une improvisation inévitable et qu'il était le premier à déplorer présida bien souvent à l'élaboration de nos six premiers numéros.

La question du choix de l'imprimerie ne fut pas facile non plus à résoudre. Nous dûmes, pour des raisons financières, renoncer dès le troisième numéro, à faire imprimer « Défense de l'Occident » à Paris et nous « replier » sur une imprimerie de province. Celle-ci étant située à plus de cinq cents kilomètres de Paris, notre tâche, on s'en doute, n'en fut pas facilitée.

Pourtant le nombre de nos abonnés augmentait et quand arriva l'été 1953, nous pouvions nous dire, non pas, certes, que la partie était gagnée et l'avenir de la revue assuré, il ne l'est toujours pas, mais que, sans aucun doute, la période la plus dure était franchie.

Seuls les amis les plus fidèles, et ils étaient peu nombreux, étaient restés, mais nous savions que nous pouvions compter sur eux. Il y avait Jean Lesieur, qui se montrait rarement parmi nous, mais dont l'amitié était efficace, il y avait Maurice Mestat, bref et précis, et ponctuel, accomplissant avec discrétion un travail souvent ingrat, il y avait, notre excellente amie Madame Bouyssou, à la gentillesse et au dévouement également inépuisables.

Les vacances interrompirent pour trois mois la publication de « Défense de l'Occident », car notre petite équipe était trop réduite pour assurer dans l'inévitable dispersion des mois d'été la parution régulière de la revue.

La rentrée d'octobre nous retrouva sans toit, « La Victoire » ayant cessé de paraître, et le bureau de Maurice Bardèche, le petit appar-

tement qu'anime encore le souvenir de Robert Brasillach, se transforma alternativement, plusieurs fois par mois, en salle de rédaction et en arrière-boutique d'éditeur. C'est là que nous avons cessé depuis de nous réunir ; c'est dans cette petite pièce claire et gaie dont la fenêtre s'ouvre sur une calme cour ornée d'un arbre élégant et mélancolique que depuis deux ans nous préparons chaque numéro de « Défense de l'Occident ». Je peux le dire, parce que c'est vrai, nous y avons toujours travaillé dans la gaieté et dans un climat d'amitié que nous n'oublierons jamais. La maison est pleine d'enfants, de leurs rires et de leurs cris et notre travail fit bon ménage avec leurs jeux. Très vite d'ailleurs ils voulurent jouer à « Défense de l'Occident », ce jeu des grandes personnes et nous apportèrent un renfort inattendu. On vit Jacques confectionner des bandes et Pierre-Philippe coller des timbres ; tous les espoirs nous étaient permis puisque la jeune génération était avec nous.

A la fin de l'année, encouragés par la progression lente mais régulière des abonnements, nous prenions la décision de développer à nouveau la revue et le premier numéro de 1954 parut avec soixante-quatre pages. Un nouveau collaborateur, dont la fidélité ne s'est pas, depuis, démentie, nous arrivait en la personne de Pierre Fontaine, journaliste chevronné, parfait connaisseur des problèmes d'Afrique du Nord, dont nous aimions l'étonnante liberté de jugement à l'égard des hommes et des événements. Pour « aérer » un peu la revue à laquelle on reprochait parfois, avec raison, sa sécheresse, Maurice Bardèche décidait de publier les souvenirs de guerre inédits de Robert Brasillach, le « Journal d'un homme occupé ». On y retrouvait avec une joie mêlée de regret le goût de l'amitié, l'amour de la vie et ce ton à la fois grave et léger qui avait enchanté les lecteurs de « Notre avant-guerre ».

Sur le plan matériel, nous avons décidé à l'automne précédent, dans l'espoir de faciliter notre travail, d'imprimer de nouveau la revue à Paris. Nous nous souviendrons longtemps de la petite imprimerie de Vaugirard à laquelle nous nous étions adressés. Le matériel y était vieux et perpétuellement en panne, le personnel mal et irrégulièrement payé. Le chef d'atelier, brave homme s'il en fut, mais un peu brouillon, semblait toujours dépassé par les événements. La composition et le tirage de « Défense de l'Occident » en subissaient l'inévitable contre-coup. Nous nous désespérions de voir tant de mastics et de coquilles défigurer de nombreux articles dont nous croyions pourtant avoir corrigé avec soin les épreuves. Que de couvertures marbrées ou délavées, malgré les frais supplémentaires que nous avons estimés nécessaires de faire en achetant un beau papier glacé !

Ces imperfections qui nous désolaient ne décourageaient pourtant pas de nouveaux lecteurs de s'abonner ou de nouveaux collaborateurs de venir à nous. Dans le numéro d'août, paraissait le premier article de Pierre Hofstetter, correspondant à Londres de plusieurs journaux suisses. En octobre, Georges Ollivier, auquel la maçonnerie avait fait payer en 1944 les études remarquables qu'il avait publiées sur les responsabilités dans le déclenchement de la deuxième guerre mondiale, acceptait de nous donner chaque mois une chronique principalement consacrée à la vie politique américaine. A la fin de décembre, c'était au tour du Général Perré, analyste perspicace des grandes tendances de la stratégie contemporaine, de nous rejoindre.

L'intérêt que manifestaient de manière aussi tangible à notre action des journalistes auxquels nous ne pouvions pourtant offrir aucune rémunération, nous récompensait largement du travail, souvent ingrat, que nous avons accompli depuis 1952. Il nous consolait aussi, dans une certaine mesure, de l'espoir déçu que nous eûmes vers la fin de l'année de surmonter les difficultés financières qui avaient jusqu'alors freiné le développement de la revue.

Cet espoir pourtant, pour imprudent qu'il ait été, nous fît faire un grand pas en avant et métamorphosa complètement « Défense de l'Occident ». En janvier 1955, en effet, la revue passait de soixante-quatre à quatre-vingts pages, doublait son tirage, s'enrichissait de nouvelles rubriques et avait, il faut le dire, assez bonne mine sous son originale couverture dessinée par un peintre de nos amis. Nous avons parallèlement mis sur pied une nouvelle organisation qui avait pour but d'alléger au maximum pour notre petite équipe le travail de prospection que le pari que nous faisons ainsi sur l'avenir nous faisait une nécessité absolue d'intensifier.

Certes, « Défense de l'Occident » est loin d'être la grande revue qui manque à l'opposition au régime. La formule qui nous est encore actuellement imposée par les conditions matérielles dans lesquelles nous paraissions ne nous permet que très rarement de nous évader du commentaire de l'actualité et de nous confronter aux idées aussi souvent qu'aux faits. Il nous faudrait un format plus important et plus de pages pour publier les articles de doctrine, les analyses économiques et sociales et les textes littéraires qui seuls pourraient faire de « Défense de l'Occident » une revue d'idées exerçant sur la jeunesse nationaliste une influence comparable à celle des « Temps modernes » sur la jeunesse de gauche.

Pour faire une telle revue, il faudrait, hélas, beaucoup d'argent, c'est-à-dire beaucoup plus d'abonnés que nous n'en avons actuellement. Notre avenir est donc entre les mains de nos amis ; c'est à eux

de nous dire s'ils veulent nous donner les moyens qu'implique la réalisation de tels projets.

Pour le passé, nous n'en tirons nulle vanité, mais nous pouvons dire que sans bureau, sans administration (« Défense de l'Occident » n'a pas, comme le croient certains lecteurs, de « Service des abonnements »). Ce sont les mêmes camarades qui en assurent bénévolement les tâches, qui participent au comité de rédaction et qui s'occupent du montage et de l'habillage de chaque numéro), sans aucun budget de rédaction, nous avons réussi à faire paraître avec une régularité convenable une petite revue dont les positions essentielles ont toujours été tenues avec fermeté et les idées développées avec continuité, clarté et rigueur. Autant que nous l'avons pu, nous avons mené une opposition sans faille et sans complaisance.

Nous savons d'ailleurs, car beaucoup nous le disent, que c'est cette rigueur de nos positions politiques que nos lecteurs apprécient dans « Défense de l'Occident » et que c'est à cause d'elle qu'ils nous ont fait confiance.

Nous leur demandons d'excuser nos imperfections nombreuses, nos dates tardives de parution que nous essaierons d'améliorer, les légères bavures qu'on peut reprocher à un mécanisme administratif bénévole. Nous voudrions simplement que nos lecteurs sachent combien de patience, de dévouement, de camaraderie représente une revue sans argent et sans acquis. Nous voudrions qu'ils comprennent aussi que chacun de nos numéros, encore maintenant (bien que nous essayions que cela ne soit pas visible) exige souvent un véritable tour de force. L'avenir seul dira si notre revue a rempli la mission que nous lui avons assignée d'assurer la persistance d'une idée dans des circonstances défavorables. Mais elle aura donné, en tout cas, un exemple de courage et de désintéressement. Ce n'est pas si fréquent dans l'époque actuelle. »

Jacques POILLOT.

*
**

La situation n'a guère changé depuis ce temps. Les conditions matérielles de l'expédition et de l'administration se sont un peu améliorées, mais **Défense de l'Occident** reste une revue pauvre dont l'existence n'est assurée que par le désintéressement de ses collaborateurs. Ce qu'on appelle le « routage », c'est-à-dire l'expédition des numéros fut bientôt confié, à nos imprimeurs, mais les adresses furent longtemps écrites à la main. Le soin de les rédiger et la tenue du fichier étaient assurés par une collaboratrice bénévole, Madame

Charlotte Buffet, dont j'ai plaisir à publier le nom, car elle nous a soulagés d'une partie pénible de notre tâche pendant de longues années : elle est morte à quatre-vingt quatre ans, au début de l'année 1977, perte qui a jeté un certain trouble, dont je m'excuse, dans la vie administrative de la revue dont j'ai dû m'occuper depuis cette date.

Pour le reste, la situation décrite par Jacques Poillot n'a pas changé. Nous n'avons toujours pas de « bureaux », apparat dont une revue se passe fort bien, mais nous n'avons toujours pas de budget rédactionnel, lacune plus ennuyeuse. Cette situation nous procure, toutefois, la fierté d'être l'exemple unique dans l'histoire de la petite presse politique d'une revue qui a pu subsister pendant vingt-cinq ans sans contribution d'un parti ou d'un éditeur, sans mécène, sans financement occulte, sans autre ressource que ses abonnements et ses ventes, et qui a trouvé pendant tout ce temps des collaborateurs assez attachés à leurs idées et à notre œuvre commune pour en assurer la rédaction sans que nous puissions leur offrir en échange aucune rétribution.

Ce résultat est rassurant pour la vitalité de nos idées. Mais cette circonstance a des inconvénients. En revoyant la collection de **Défense de l'Occident**, je me dis qu'il y a bien des lacunes dans notre information et notre commentaire et que **Défense de l'Occident** est bien loin d'être la « revue » méthodique des faits et des idées sur lesquels nous devrions prendre position. J'en suis en grande partie responsable, parce que je n'ai jamais pu consacrer assez de temps à la préparation des numéros, à la recherche des documents et des collaborateurs, à la planification des matières que nous devrions traiter. Je ne crois pas non plus avoir les qualités d'« animateur », ni l'entregent, ni le goût (et le temps) d'entretenir des relations nombreuses, toutes choses qui sont indispensables à un directeur de revue. Je me reproche surtout de n'avoir pas su donner à la partie culturelle de la revue l'ampleur et le dynamisme qu'elle pourrait avoir. Dans quelques mois, mes besognes littéraires étant moins pressantes, je pourrai peut-être penser à cette amélioration.

Ce n'est pas seulement l'avenir « matériel » de **Défense de l'Occident** qui me préoccupe, c'est son utilité réelle. Les réflexions que je devais faire inévitablement en sélectionnant ces « morceaux choisis » de **Défense de l'Occident** m'ont convaincu plus clairement que jamais de notre isolement sur le clavier des idées politiques et du caractère abstrait et pour ainsi dire **intemporel** du schéma politique dont nous rêvons. Non seulement l'équilibre du monde et la restauration de l'Europe que nous souhaitons ne font aucun progrès, mais ils s'éloignent dans un avenir chimérique et ce que nous voyons

se développer et qui risque d'être notre avenir est une partition de la puissance à laquelle il n'est pas en notre pouvoir d'échapper. Il en est de même des principes auxquels nous sommes attachés. Ils nous paraissent des vérités évidentes, mais ils sont niés partout, brisés, pulvérisés, anéantis, ils ne ressuscitent en aucun point du globe : au contraire, ce sont les modes divers de la décadence ou les solutions autoritaires de l'esclavage qui l'emportent partout. Le mensonge historique et l'imposture se portent tout aussi bien. Ils forment un bruit de fond répercuté par les échos multipliés du cinéma, de la télévision, de la presse auquel aucun troglodyte ne réussit à échapper. En somme, **Défense de l'Occident** est étranger à la politique de notre temps, à sa morale, à son fond culturel. Alors faut-il continuer cette entreprise, triplement marginale par ses moyens, par ses méthodes et par ses positions ?

Je n'ai aucune raison de terminer, comme je devrais le faire, par un couplet de bravoure, disant que, malgré tout, nous sommes l'avenir, qu'en tous cas **Défense de l'Occident** est un témoignage, une protestation nécessaire, peut-être un répertoire de suggestions et de discussions qui sera utile quelque jour, ou simplement le feu d'une patrouille perdue, ce feu que les hommes des cavernes entretenaient précieusement dans un petit pot de terre, pour les hommes des autres tribus, pour leurs enfants. Je n'en sais rien. J'ai continué pour quelques-uns dont les témoignages de confiance et d'amitié, dont la fidélité me touchent. J'ai voulu rester parmi eux. Si, un jour, quelque contrainte ou quelque impossibilité me force à interrompre la publication de **Défense de l'Occident**, sans que j'aie pu trouver un successeur, j'aurai la consolation d'avoir représenté quelque temps ceux qui n'acceptaient pas de se taire, d'avoir été le soldat inconnu qui a tiré dans son coin les dernières cartouches de son vieux fusil.

Il y a sans doute de l'orgueil et de l'entêtement dans cette persistance. Mais, après tout, avec quoi fait-on une vie ? Nos défauts nous servent à nous tenir debout autant que nos qualités. Nous ne vivons tous que par l'imagination, c'est-à-dire sans doute par des chimères. Mais quand nos chimères nous paraissent le visage même de la vérité, c'est notre raison d'être que nous maintenons en leur restant fidèle. Elles sont l'ancre qui nous retient contre les vents du non-espoir. Lâcher cette ancre, c'est devenir un épave humaine qui regarde d'un œil mort un monde absurde.

Maurice BARDECHE.

L'EUROPE REELLE

La Communauté européenne

A l'Europe tributaire de Strasbourg, nous opposons la notion fondamentale d'une Europe indépendante. Ceci veut dire pour nous que l'Europe occidentale ne doit pas être un ensemble d'Etats satellites de Washington opposés à une Europe orientale groupant des Etats satellites de Moscou. L'Europe que nous voulons faire doit être une Europe absolument libre : elle doit être libre de choisir sa propre politique, libre de diriger comme elle le voudra son économie, et finalement, si une troisième guerre mondiale éclatait, une Europe devenue forte devrait avoir la liberté de déterminer elle-même et seule, si elle participera ou non au conflit. En dehors de ces conditions, il n'est pas de liberté véritable.

Nous refusons de considérer la communauté européenne comme un réservoir de mercenaires. Nous nous déclarons hostiles à l'idée d'une communauté atlantique qui équivaut, en réalité, à une absorption de l'Europe occidentale dans un ensemble stratégique dirigé par Washington. Nous pensons que cette évolution progressive vers une direction unique de l'hémisphère occidentale est une menace contre notre indépendance et risque en même temps de nous entraîner dans une guerre sans que nous soyons consultés. Ces notions nouvelles qui apparaissent peu à peu dans la politique mondiale, dépassent de loin la notion habituelle d'alliance. La notion d'indépendance européenne nous écarte au contraire de ces conceptions confuses et captieuses.

Nous exigeons pour une Europe nationale, les conditions qui étaient faites autrefois aux Etats nationaux souverains. Cette volonté d'indépendance ne préjuge pas des alliances que la communauté européenne, en tant que telle, pourra être amenée, à conclure. Mais elle implique que la communauté européenne, une fois constituée, aura à reconsidérer les conditions qui ont été acceptées, avant sa naissance, par des Etats européens isolés et qui ont eu pour conséquence une situation fautive, favorable à des tentatives d'ingérence dans nos affaires nationales.

Une alliance avec les Etats-Unis, si le principe en était maintenu par une Europe nationale, ne saurait être pour elle qu'une alliance défensive, de type classique, librement discutée entre la communauté européenne d'une part, et les Etats-Unis d'autre part, alliance comportant des droits réellement égaux de la part de tous les participants et une égale liberté de décision. Seule cette forme de contrat peut convenir à une Europe indépendante, si celle-ci la juge conforme à son intérêt.

L'existence d'une Europe indépendante d'autre part, ne pourrait avoir que d'heureux effets sur le plan international. Elle contribuerait à détendre la situation internationale, elle diminuerait la psychose de guerre et d'encerclement. Elle permettrait peut-être de trouver des solutions à des situations de fait issues de la guerre que l'intégration de l'Europe au système atlantique rend pratiquement insolubles. Si l'on ne considère pas la guerre comme inévitable, l'existence d'une communauté européenne indépendante est, en définitive, souhaitable pour tout le monde. Elle serait la meilleure garantie de la paix dans le monde.

Les solutions nationales de l'Europe ne doivent donc prendre en considération que l'intérêt de l'Europe et l'intérêt de nos propres nations. En particulier, au point de vue stratégique, la communauté européenne doit se donner pour objectif essentiel la défense effective des territoires européens. C'est pour notre sol, pour nos villes, pour notre liberté que nous voulons nous unir et nous défendre. Nous devons réhabiliter l'idée européenne en montrant qu'elle n'est rien d'autre que le prolongement et la transposition de notre volonté inconditionnelle de servir notre pays.

*
**

Le nouvel idéal national européen met au premier plan la volonté de créer et de servir, l'enthousiasme, le sentiment d'être associé à une tâche grandiose et féconde. Ce nouvel idéal refuse radicalement les hiérarchies fondées sur l'argent. Il propose des hiérarchies nouvelles fondées sur le travail, c'est-à-dire sur l'apport effectif de chacun aux réalisations communes, ainsi que sur la volonté de servir, le désintéressement et le courage. La civilisation actuelle n'a su constituer que des élites techniques. Un des buts de l'idéal national européen est de constituer une élite morale, à laquelle sera confiée la tâche de réaliser le véritable socialisme européen.

Cette élite, dont les qualités essentielles seront l'abnégation et la discipline, doit montrer la route vers une conception virile et saine de la vie. La conception sociale d'une communauté nationale européenne comporte en première ligne la revendication de la justice sociale, et, en outre, l'affirmation des principes suivants : respect de toutes les libertés individuelles, remise en honneur des valeurs traditionnelles dévalorisées par les idéologies actuelles, l'honnêteté, le loyalisme, la discipline, le sens du devoir, la santé morale. Le but d'une communauté nationale européenne est de faire vivre dans une Europe forte et indépendante une race d'hommes moralement et physiquement saine et disposant des immenses moyens que la technique moderne met à notre disposition pour le bonheur de chaque famille et l'épanouissement complet de chaque individu.

La réalisation de telles tâches ne peut être attendue de régimes faibles, prisonniers des influences ou des intrigues de l'étranger, ou minés par des partis inféodés à l'étranger. Elle ne peut pas être attendue davantage d'organismes de techniciens faibles par eux-mêmes et inévitablement soumis aux pressions. Seuls des Etats nationaux, disposant d'un pouvoir exécutif stable peuvent entreprendre une pareille tâche.

(1ère série, n° 1, décembre 1952).

Pourquoi l'Europe, comment l'Europe ?

Le premier acte de **Défense de l'Occident** a été publier un Manifeste qu'on peut trouver dans notre numéro un. Ce Manifeste rédigé en commun contient les propositions que je résume succinctement ici :

— Les unités nationales ne sont plus en mesure de faire face aux tâches économiques et militaire du monde moderne. La communauté européenne est une nécessité ;

— La communauté européenne doit respecter autant que possible les structures nationales. Elle doit se réaliser pour une coalition des différentes forces nationales qui prendra progressivement la forme d'une Confédération, puis d'un Etat fédéral. L'Armée européenne, par exemple, doit être une coalition des armées nationales sous un commandement européen.

— La communauté européenne doit être **indépendante**. Elle doit décider seule de son organisation militaire et de sa position diplomatique. Elle ne doit pas se trouver entraînée

dans une guerre mondiale par une décision ou par une pression d'un Gouvernement étranger, mais elle doit être en mesure de décider seule de son attitude en cas de guerre mondiale.

— La communauté européenne doit constituer un ensemble économique nationales en une seule économie planifiée. Les matières premières ou l'outillage qui ne se trouvent pas en quantité suffisante dans l'espace eurafricain doivent faire l'objet d'échanges avec des produits de l'économie européenne

— La production doit être la base de l'économie européenne autonome qui sera soustraite par là aux manipulations monétaires imposées par le mouvement des prix et des capitaux à l'étranger. La planification de l'économie européenne et la fixation d'objectifs échelonnés doivent permettre d'intéresser tous les travailleurs à la réalisation d'une production massive des biens de consommation qui conditionne l'augmentation du pouvoir d'achat.

— Tous les travailleurs doivent être associés à la production européenne, d'une part, comme réalisateurs et bénéficiaires des objectifs à atteindre en un temps donné, d'autre part par une participation effective directe dans leur entreprise aux plus-values résultant d'une meilleure organisation ou d'un accroissement de la production. Les éléments parasites de l'économie doivent disparaître.

— Pour que la communauté européenne devienne une force politiquement saine, les éléments communistes ou crypto-communistes doivent être éliminés de la politique européenne, ainsi que tous les agents d'infiltration d'intérêts politiques ou stratégiques non-européens. L'Europe ne doit pas appartenir à un camp idéologique, mais elle doit constituer une troisième force politique et militaire au service de la paix.

— Les traités et pactes actuels qui lient individuellement les différents pays européens devront être remplacés par des traités signés par l'Europe en tant que Confédération avec d'autres Etats ou Confédérations pour garantir son territoire contre le danger d'agression. La Communauté européenne doit s'interdire dans ces traités de participer à aucune agression contre un Etat non-européen.

— La loyauté totale et la complète égalité de droit et de situation entre la France et l'Allemagne sont des conditions indispensables de cette communauté européenne. Nous devons

travailler les uns et les autres à oublier les mauvais souvenirs de la guerre. Nous ne devons maintenir aucune discrimination ou méfiance soit à l'égard d'un peuple, soit à l'égard d'une partie de ce peuple. L'institution d'une communauté européenne doit commencer par une amnistie totale et véritable dans toute l'Europe.

(1ère série, N° 4, avril 1953).

*
**

Nous croyons **indispensable** l'idée d'une communauté européenne. Nos nations ne sont plus à la taille du monde actuel. Elles ne peuvent jouer dans le monde nouveau qui s'est créé qu'un rôle de nations secondaires qui risque de devenir rapidement un rôle de nations satellites. Ni leur économie, ni leurs moyens militaires, ni leur population ne leur permet de traiter d'égal à égal avec les Etats champignons du XX^e siècle. Elles n'ont plus d'avenir de grandeur. Leur indépendance même est menacée par leur faiblesse. Au contraire, la communauté des nations d'Europe, même si on réduit l'Europe à ce qu'elle est actuellement, se place par son potentiel économique, par sa population et par son potentiel militaire sur le même rang que l'U. R. S. S. et les U. S. A. On ne le sait pas assez, les chiffres de la production et de la population de l'Europe occidentale actuelle font d'elle une puissance supérieure en moyens à l'Union Soviétique. La communauté européenne pourrait donc devenir un partenaire à rang égal de l'U. R. S. S. et des Etats-Unis. Sa puissance assurerait notre indépendance. Appuyée sur les ressources de l'Afrique, elle a un avenir de grandeur qu'aucune de nos nations ne possède plus.

Mais il est indispensable également, pour que ces perspectives aient une signification, que cette communauté européenne soit **indépendante**. On comprend très bien que, pour des raisons politiques impérieuses, les pays d'Europe aient recherché l'appui des Etats-Unis pour les protéger contre les dangers de la politique soviétique. L'alliance américaine est nécessaire actuellement à l'Europe et sera nécessaire tant que l'Europe ne possèdera pas une force militaire propre. Mais cet appui des Etats-Unis ne doit pas être acheté à n'importe quel prix.

(1^e série, n° 20, janvier 1955)

Communauté européenne et communauté atlantique

Nous avons maintes fois répété ici qu'il y a une contradiction fondamentale entre la communauté européenne et la communauté atlantique. Cela ne veut pas dire qu'il y ait opposition entre les intérêts de l'Europe et ceux des Etats-Unis : au contraire, l'Europe et les Etats-Unis peuvent avoir intérêt à s'aider matériellement. Mais il y a contradiction en ce sens qu'on réalise l'une ou l'autre communauté et qu'on ne peut pas réaliser les deux à la fois. Réaliser la communauté européenne, c'est essentiellement créer une union organique des Etats d'Europe et lui assurer une vie politique, militaire et économique autonome. Réaliser la communauté atlantique, ne fût-ce que sous la forme exclusivement militaire, c'est intégrer les armées des Etats d'Europe à un bloc militaire et politique nécessairement dirigé de Washington et nécessairement destiné à être l'instrument de la politique de Washington : c'est donc faire de façon permanente de l'Europe une marche militaire et économique de l'empire américain sans lui ouvrir aucun débouché sur une indépendance.

Un tel dispositif à l'avantage de rassurer les esprits timorés, car il ne change rien à ce qui existe. Il ne touche pas à la situation actuelle de l'armée française, par exemple. Mais ce grand motif de satisfaction se résume, en définitif à ceci : qu'il y aura dans l'avenir aussi peu d'armée française qu'il y en a aujourd'hui, c'est-à-dire que la France sera éternellement incapable de mener une politique indépendante. Tributaire de Washington pour ses fournitures, pour sa logistique, pour le niveau même de son armée, elle ne pourra se dégager de cette sujétion qu'en prenant l'attitude d'un satellite révolté, situation qui en fait aussitôt, qu'elle le veuille ou non, et en raison de sa faiblesse même, le protégé du bloc soviétique et finalement un pion dans le jeu soviétique.

(1ère série, n° 17, octobre 1954).

Budapest : impuissance de l'Europe

Si nous avons la honte et la profonde douleur d'avoir assisté sans pouvoir faire un geste à l'écrasement des ouvriers, des soldats et des étudiants hongrois soulevés contre le communisme, essayons au moins d'en tirer les leçons qui permettent que cela ne se reproduise pas.

La première évidence est que le communisme n'est pas le parti des ouvriers et des paysans, pas davantage celui des opprimés. Le communisme est devenu et se démasque comme l'instrument de l'impérialisme russe. Il n'est plus rien d'autre qu'un appareil militaire et policier d'une formidable puissance qui réduit les peuples au silence. Les partis communistes nationaux ne sont que les outils d'infiltration de cette puissance. Il est clair qu'ils ne sont que des appareils de trahison et qu'ils doivent être enfin traités comme tels.

Et pourtant, dans cette défaillance même c'est le caractère indispensable de l'alliance américaine qui se dégage avec évidence. L'impuissance des Etats-Unis devant cette crise se combine avec cette terrible évidence qu'il n'y a rien en Europe, rien dans le monde qu'on puisse opposer aux armes russes sinon les armes des Etats-Unis. Nos affaires ont été menées depuis dix ans avec une telle légèreté, avec une telle folie que l'Europe est aujourd'hui un espace vide, une terre sans armée, une cité sans murs, une proie sans défense, sans autre défense que ces fusées et ces bombes dont Washington seul peut presser les boutons.

Là est la force des Etats-Unis, là est aussi leur impuissance, disons mieux, leur infériorité devant les Soviétiques : ils ne peuvent faire qu'un seul geste, presser sur une détente qui met le feu au monde ; les Soviétiques peuvent faire plusieurs gestes, toute une gamme de geste. Tout est là.

(1^e série, n° 37, Novembre 1956)

L'Europe de 1970

Nous devons nous persuader que ce que nous appelons l'Europe n'est pas cette tache rose qui était autrefois l'un des pétales de l'immense orchidée des trois continents, mais qu'elle n'est plus qu'une étroite bande de territoire, une étroite bande verticale de soleil et de lumière que la nuit n'a pas encore recouverte, mais qu'elle peut recouvrir un jour. Cette fragilité géographique de l'Europe, elle doit désormais remplacer dans notre pensée et notre imagination la carte de l'Europe d'autrefois, c'est avec elle que nous devons habiter désormais. Et elle doit nous convaincre de la fragilité de toute solution européenne et en même temps de sa nécessité si nous voulons survivre.

Enfin, la troisième déception est peut-être la plus grave de toutes. En 1951, nous nous étions imaginé que le génie européen était abattu, mais qu'il n'était pas mort. Nous pensions que l'Europe pourrait, non pas nécessairement, ressusciter les idées qui nous étaient chères, mais en engendrer de nouvelles qui emprunteraient leur force et leur sève au même tronc dont l'histoire et la grandeur de toute l'Europe étaient sorties. Or, la démission intellectuelle de l'Europe a été l'événement majeur de ces vingt dernières années. Beaucoup plus inexcusable, beaucoup moins prévisible que l'inertie de l'Europe dans le domaine stratégique ou son impuissance à ramener à elle les pays qu'elle avait perdus, cette démission a eu des conséquences capitales et qui commandent toutes les autres. Si l'Europe n'a pas trouvé la force d'être pour l'avenir une Europe armée, si elle n'a pas été un pôle d'attraction suffisant pour détacher les Etats qui avaient été annexés par l'Union Soviétique, c'est essentiellement parce que l'Europe était un énorme corps mort, un corps sans âme dont tout le redressement fut essentiellement économique et qui ne se donna aucun autre but et aucune autre mission que d'être une nouvelle unité économique. En acceptant l'idée propagée par le vainqueur, l'Europe perdait toute personnalité intellectuelle, elle abdiquait son rôle traditionnel dans la civilisation. Elle ne pouvait pas être et elle n'a été en effet qu'un ensemble d'Etats satellites des Etats-Unis, exactement comme de l'autre côté du rideau de fer il y a un ensemble d'Etats satellites de la Russie Soviétique. Il ne pouvait pas en être autrement à partir du moment où les idéaux démocratiques et les mécanismes démocratiques qui sont représentés à l'échelle mondiale par les Etats-Unis étaient adoptés par les grands Etats européens comme leur propres idéaux et leurs propres mécanismes. Dès lors, on n'avait plus besoin de l'Europe puisque l'Europe n'apportait rien.

Le Marché Commun fut l'image même de cette situation. Notre Europe mercantile, comptoir de l'immense empire mercantile des Etats-Unis, n'accoucha que d'une unité bâtarde qui ne contenait aucun dynamisme et qui ne promettait que des profits ; aujourd'hui, elle se trouve avec ce jouet dérisoire être les mains, déçue et découragée par la figure de boutiquier à laquelle on l'a réduite.

Quand on nous parle de « faire l'Europe », qu'est-ce que cela signifie donc aujourd'hui ? Rien d'autre que de construire une Europe-Amérique, c'est-à-dire de l'autre côté de l'Atlantique une sorte de cinquante et unième Etat américain. Il n'est

pas étonnant que, dans ces conditions l'élan qu'avait il y a quinze ans l'idée européenne soit aujourd'hui brisé.

Cette Europe-Américaine, en dehors de sa puissance mercantile, quel est son avenir en cas de crise ? Si l'on pose la question dans les termes de l'histoire traditionnelle, son avenir n'est pas incertain, il est dramatique. Si les guerres de demain doivent être ce qu'étaient les guerres d'hier, l'idée Europe-Amérique est une idée-suicide. L'Europe telle qu'elle est conçue aujourd'hui par les hommes d'Etat européens ne peut être qu'une tête de pont pour l'armée américaine ou un glacis nécessaire pour la protection soviétique. Elle n'a à choisir qu'entre ces deux situations. Ou elle participe à la guerre et elle n'est pas autre chose que l'arrière des unités d'opération américaines avec le destin que cela suppose le jour où on en arrive à l'emploi des armes atomiques. Ou elle réussit à ne pas être entraînée dans la guerre et à proclamer sa neutralité : à ce moment-là, il est inévitable que l'état-major soviétique exige que l'ensemble du continent européen, même si les Etats européens se sont proclamés neutres, soit occupé par les troupes soviétiques pour assurer la sécurité du dispositif soviétique sur la fenêtre atlantique. Il n'y a pas d'autre alternative. Tout le reste est rêveries. La seule raison qui nous permette d'espérer, c'est qu'il est probable que l'ère de la politique traditionnelle et des guerres déclarées, telles que nous en avons connues jusqu'à présent dans notre passé et dans l'histoire, est une époque révolue. La seule chance de survie de l'Europe, c'est qu'elle est maintenant un continent imprévu dans un monde également imprévu.

Quand nous parlons aujourd'hui de faire une Europe indépendante de Washington et de Moscou, qu'est-ce que cela signifie donc ? Cela ne signifie qu'une chose : travailler obstinément à faire naître dans notre jeunesse une âme nouvelle qui refuse à la fois l'hypocrisie démocratique et l'hypocrisie communiste, une âme nouvelle assez vigoureuse pour qu'elle renverse la morale politique que l'idéologie démocratique et mercantile prétend lui imposer et pour qu'elle invente des rapports nouveaux entre la communauté et les hommes.

(2ème série, n° 85, novembre 1969)

Indépendance ou « finlandisation » de l'Europe

Il faut avouer que les dialogues des hommes d'Etat ont quelque chose d'enfantin. A force de ne pas vouloir reconnaître la vérité, ils se battent entre eux sur un théâtre d'ombres avec des sabres de bois. Le porte-parole du gouvernement français fait la déclaration suivante le 21 juin, à la sortie du Conseil des Ministres : « Le président de la République a dit à plusieurs reprises que l'Europe devait être européenne et que dès lors l'évolution de ses rapports avec les Etats-Unis devait se faire dans le sens de l'indépendance ». C'est une phrase qui nous paraît fort raisonnable puisqu'on en trouve l'équivalent une cinquantaine de fois dans **Défense de l'Occident** depuis vingt ans. Le même jour, le ministre néerlandais lui répond en disant : « L'Europe, privée de la solidarité atlantique et de la protection militaire américaine n'est ni crédible ni en sécurité en face d'une Union Soviétique qui, par la nature même de son idéologie, ne saurait abdiquer ses ambitions hégémoniques ». Cette mise en garde ne nous est pas moins familière que le principe précédent, nous l'avons maintes fois exprimée également. Mais où est la **réponse** ? Où est la **contradiction** ? Il est clair que si le but lointain de l'Europe ne peut être que l'autonomie, la liberté et l'indépendance, sa situation **actuelle** ne lui permet pas de se passer de la protection militaire américaine qui implique la solidarité atlantique.

Si nos pays n'avaient pas été gouvernés depuis vingt-cinq ans par des imbéciles, et le nôtre tout particulièrement pendant dix ans par un guignol grandiloquent et vaniteux, nous aurions pu, pendant ce temps faire de l'ensemble des pays d'Europe une citadelle militaire et politique qui permettrait à nos hommes d'Etat de parler au présent, ou tout au moins au futur proche qui existe dans certaines langues, de l'indépendance et de la neutralité de l'Europe. Mais nous nos hommes d'Etat n'ont su nous protéger ni militairement ni politiquement contre une entreprise soviétique : et, dans ces conditions, les sages perspectives du président Pompidou risquent de ne pas être chose qu'une pieuse espérance.

Ainsi le choix sur lequel disputent nos hommes d'Etat comme des enfants qui ne s'entendent pas sur leur cadeau de Noël, risque d'être fait pas d'autres qu'eux. Cette perspective donne raison, à longue échéance, à la position française : il importe que les pays d'Europe soient protégés contre une volte-face de la politique américaine, ou contre une paralysie

de la politique américaine qui peut naître de toute crise intérieure grave. Mais ce coup de théâtre, s'il se produisait demain, a l'inconvénient de ne pas respecter le calendrier. Après le départ de l'armée américaine, que ferions-nous contre un putsch communiste appuyé par les chars soviétiques ? L'« indépendance » de M. Pompidou risque de voler en éclats dans cette affaire en même temps que la « protection militaire américaine » de son interlocuteur hollandais.

Mais déjà mijote sur le feu une autre marmite que d'attentifs cuisiniers surveillent depuis plusieurs années. « L'Europe de l'Atlantique à l'Oural » de notre guignol verbeux, l'« Ostpolitik » du résistant Brandt qui renseignait si bien les Soviétiques pendant que les jeunes Allemands se faisaient tuer, la « coexistence pacifique » vendue par le Kremlin, achat couplé avec la « main tendue aux catholiques », tous ces slogans vaporeux et énigmatiques, sont soudain touchés par un rayon de lumière qui leur donne du relief et de la clarté. Car enfin, n'y a-t-il pas un exemple, dont on parle fort peu, qui prouve qu'on peut être un « petit pays » voisin de la Russie Soviétique, sans être pour cela une « démocratie populaire », tout en conservant une liberté formelle » conforme au « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » **à la haute condition de ne jamais se trouver, sous aucun prétexte dans le camp des ennemis de la Russie Soviétique ?**

« En 1484, la Bourgogne était heureuse » dit-on dans **La Tour de Nesle**. La Finlande n'est pas malheureuse non plus, assurent nos bons apôtres. Il ne lui est refusé aucune liberté, sinon celle de choisir son destin. Elle est tolérée, elle est même « indépendante » comme dit Pompidou, **pourvu qu'elle soit impuissante**. Est-ce que ce n'est pas la solution à laquelle certains espèrent nous conduire tout doucement par la main ? Une situation qui convient si bien aux peuples fatigués, aux peuples trop chargés d'histoire, écrasés par ce double fardeau de l'histoire qu'ils portent et de celle qu'ils ont à faire ? Abdiquer, enfin abdiquer, quelle douceur, quelle paix... Abdiquer et se fier à la bonne parole d'un honnête grand frère ! Laisser aux autres l'arme atomique et les responsabilités et les soucis et les choix dramatiques, être une Suisse enfin, une grande Suisse bien sage, bien dodue ! Quel beau référendum on pourrait faire là-dessus et quelle large majorité on obtiendrait de la lâcheté ! Et si un matin, on se réveillait avec les cosaques dans les rues, qu'est-ce que cela pourrait faire, en somme, puisque cela ne terrifierait que les méchants qui seront restés, dans

leur cœur, les ennemis d'une « démocratie avancée » et du beau régime soviétique ?

L'indépendance de l'Europe, répétons-le, est inséparable d'une conception de la politique et d'une conception de la vie propre à l'Europe et sur laquelle personne n'ait droit de regard et de contrôle. Nous devons être en Europe comme dans une ville dont les murailles sont bonnes et dont les échevins sont choisis par nous. C'est cette définition de l'Europe, et non quelque forme organique ou des abandons de souveraineté, qui constitue ce qu'on appelle le **nationalisme européen**. Mais c'est justement ce que ne veulent pas ceux qui souhaitent que les pays d'Europe soient autant de jardins sans clôture où tous les Romanichels auraient le droit de camper.

(2ème Série, n° 105, juin - juillet 1972).

La fin de l'après-guerre

Aucun traité de paix n'avait pu être signé jusqu'ici pour mettre fin à la seconde guerre mondiale. Un tel traité ne pouvait être signé parce que les Alliés occidentaux considéraient la main-mise de l'U. R. S. S. sur les pays satellites comme une situation **précaire** qu'ils refusaient de ratifier. Aujourd'hui, un tel traité de paix peut être signé, si l'on veut, du jour au lendemain, parce que les Alliés occidentaux reconnaissent l'annexion de l'Allemagne de l'Est et des pays satellites. Ainsi par la pusillanimité et l'inertie des Etats-Unis, une ligne de démarcation qui n'était que la ligne sur laquelle s'étaient arrêtées des armées en marche est devenue une frontière diplomatique, acceptée, intangible, définitive. Sans combat, et même sans débat. Il n'y a d'exemple semblable de capitulation et d'impéritie dans l'histoire d'aucun peuple.

Nixon, en échange d'un mot « la paix », a accepté le principe d'une unification géographique, qui, en effet, ne se justifie plus à partir du moment où les Etats-Unis ne veulent plus être le « gendarme » du Monde libre. Il est impossible qu'il n'en soit pas finalement de même pour l'Europe. Les Etats-Unis ne maintiendront pas éternellement en Allemagne des divisions américaines qui peuvent les entraîner dans une guerre que la nouvelle politique de Nixon cherche à éviter par tous les moyens et sur tous les fronts. Ils les évacueront un jour ou l'autre, en échange d'une déclaration, d'un « chiffon de papier », comme celui qu'ils mettent au point à grand renfort de

grimaces et de simagrées, pour quitter le Vietnam du Sud. Et ce jour-là, l'Europe laissée à ses propres forces en face du matériel politique et militaire dont l'U. R. S. S. dispose pour l'envahir n'aura pas plus de chance de résister que le Vietnam du Sud dont on aura glorieusement proclamé l'indépendance.

L'Ost politik de Brandt n'est que le premier pas de la « désescalade » qui doit se terminer par le départ des divisions américaines. L'accord sur le soi-disant désarmement bilatéral doit être le second. Après quoi, on nous dira : « Vous voyez bien que tout s'arrange très bien, que l'atmosphère est excellente, qu'il n'y a plus de menaces sur vous », et on s'en ira. Car, en somme, pourquoi rester ? Pourquoi être plus royaliste que le roi ? Puisque les Français crient avec De Gaulle « USA go home » et que les Allemands déclarent avec Willy Brandt « Tout est bien qui finit bien », pourquoi assurer aux Européens une sécurité dont ils ne sentent plus la nécessité ?

La grande faiblesse des Etats-Unis en face de l'U.R.S.S., c'est en effet que l'U.R.S.S. dispose d'une arme que les Etats-Unis ne possèdent pas, et qui est, par excellence, l'arme des guerres modernes.

Dans chaque pays du monde, par les partis communistes locaux, l'U.R.S.S. dispose d'un corps expéditionnaire qui lui permet de créer des situations de fait, des bouleversements politiques, éventuellement des sabotages, des sécessions, des coups d'Etat ou des guerres civiles grâce auxquels elle peut faire passer sous son contrôle des Etats tout entier, sans **intervention militaire**. Les Etats-Unis n'ont rien d'analogue. Ils peuvent fournir du matériel et des conseillers aux Etats qui s'opposent à un **putsch** communiste, mais ils ne peuvent rien si ce **putsch** réussit du premier coup. Et ils ne peuvent nulle part, dans aucun Etat communiste, entretenir une force subversive analogue, capable de faire basculer un Etat communiste dans le camp non-communiste.

Toute stratégie défensive à l'égard de l'U.R.S.S. doit donc commencer par la neutralisation du corps d'opération communiste implanté dans chacun de nos pays. Il n'est pas sûr que, pour prendre le contrôle de l'Europe occidentale, l'Etat-Major russe profite d'un moment de tension pour risquer une opération militaire qui lui paraîtrait devoir être rapide et payante. Au lieu de prendre un tel risque, il est bien plus vraisemblable que l'U.R.S.S. se servira de son corps expéditionnaire communiste qu'il lui suffit d'installer au pouvoir. Et cette installation

peut se faire soit directement par la constitution illégale d'un gouvernement communiste minoritaire, soit, de préférence, indirectement par la participation de communistes à un gouvernement de Front Populaire dans lequel ils détiendraient quelques-uns des ministères-clés, Intérieur, Défense Nationale, Affaires Etrangères, ou encore par la présence d'un crypto-communiste à la tête du gouvernement comme en Allemagne avec Willy Brandt.

Mais nous devons savoir aussi que la présence de ce corps expéditionnaire politique ouvre à l'U.R.S.S. une gamme de solutions très variées. Un **putsch** communiste est une solution dangereuse qui comporte l'éventualité d'une réaction au dénouement imprévisible. Le contrôle du pouvoir par la participation au Front Populaire est une solution déjà beaucoup plus habile, qui peut également toutefois entraîner des réactions imprévues par suite de l'impossibilité de contrôler les partenaires indispensables à cette opérations. Mais le contrôle d'un pays par le corps expéditionnaire communiste n'est pas lui-même indispensable. Il suffit que le gouvernement soviétique ait la certitude que rien ne peut être entrepris contre lui dans le secteur européen : en d'autres termes qu'il ait des « partenaires européens » qui ne seraient pas nécessairement communistes, mais qui se trouveraient dans l'impossibilité de prendre aucune initiative, quelle qu'elle soit, qui puisse être désagréable à l'Union Soviétique. C'est ce que nous avons appelé dans un de nos numéros de cet été la « finlandisation » de l'Europe. Or, cette « finlandisation » n'exige même pas un gouvernement de Front Populaire. Evidemment, elle est rendue plus facile avec un gouvernement de Front Populaire qui prend pour devise « Pas d'ennemis à gauche ». Mais elle est possible aussi avec un gouvernement du centre ou même avec un pseudo-gouvernement de droite, pourvu que deux conditions soient réalisées : pas de dissolution du parti communiste ou d'entrave sévère à son action, pas de structure européenne forte, cohérente, décidée, anticommuniste, susceptible de former un bloc difficile à désintégrer. Or, il est évident que cette dernière formule a déjà été expérimentée en France. La « finlandisation » de l'Europe, c'est tout simplement la politique gaulliste. Cette « Finlandisation », elle n'est donc pas dans l'avenir, comme on le croit généralement : elle est commencée, elle est en bonne voie. Il a été prouvé qu'elle était viable : et même qu'elle passait inaperçue. La plupart, satisfaits des trémollos de De Gaulle et de ses affirmations sybillines, ont

cru qu'il mettait en œuvre une politique de mauvaise humeur et d'indépendance, alors qu'il se procurait la tranquillité intérieure par une politique de chien couchant camouflée en politique de mauvaise humeur et d'indépendance. Et si Pompidou donne peu de satisfaction aux employeurs du Kremlin, c'est parce qu'il regimbe devant cette pré-finlandisation dont il n'accepte pas sans inventaire toutes les nécessaires prémices.

Cette « finlandisation » est au fond acceptée par presque tout le monde parce qu'elle apparaît comme le seul rôle réaliste qui puisse aujourd'hui être laissé à des Etats vaincus et diminués par la Seconde Guerre Mondiale, privés des possessions impériales qui leur donneraient une autre dimension, devenue en somme de petit Etats qui ne peuvent pas avoir beaucoup de prétentions dans un monde qui n'a plus rien de commun avec celui dans lequel s'était développée leur hégémonie. Et alors, il suffit de faire un pas de plus dans le septicisme et le « réalisme » pour arriver à dire comme De Gaulle : « Après tout, puisque nous ne pouvons plus être qu'une Finlande, pourquoi serions-nous nécessairement celle des Etats-Unis ? » Ce beau raisonnement ne fait pas de place malheureusement à un facteur d'aggravation qui condamne la « finlandisation » droitière à n'être qu'une phrase transitoire. Si l'on réfléchit aux perspectives qui sont laissées aujourd'hui à l'Europe, on découvre vite que le système de la « finlandisation » n'est solide que dans la mesure où il n'est pas une option politique révocable, mais qu'il s'appuie sur un assentiment général. Or, cet assentiment général nous l'avons vu naître et nous le voyons se développer chaque jour devant nous : il a pour fondement la mise en accusation systématique du régime capitaliste et son refus au nom des analyses marxistes. Car c'est seulement une Europe pénétrée de la religion marxiste, dénonçant le capitalisme comme la cause de tous les maux du monde moderne qui devient une Europe « sûre », c'est-à-dire une Europe dont on ne pourra pas craindre qu'elle ne se dise l'inverse de ce que s'était dit De Gaulle et ne se laisser aller à conclure : « Puisque nous ne pouvons plus être qu'une Finlande, pourquoi serions-nous nécessairement celle de l'Union Soviétique ? ».

Cette évolution est d'autant plus probable qu'elle est, elle aussi, une des conséquences que les experts « réalistes » sont amenés à tirer de l'issue de la Seconde Guerre Mondiale. Ce qui a été détruit en 1945, ce n'est pas seulement « l'Europe de grand-père », c'est aussi ce qu'on pourrait appeler « l'équilibre européen idéologique ». La contestation du capi-

talisme, ou, du moins, des excès du capitalisme était assurée avant la guerre par une opposition idéologique constructive de droite qui faisait contrepoids à l'idéologie destructive de l'extrême gauche. La destruction de cette aile idéologique qui formait un contrepoids efficace au communisme condamne aujourd'hui toute politique d'entente de la droite avec l'U.R.S.S. à n'être que temporaire, c'est-à-dire à ne reposer que sur les conceptions personnelles d'un seul homme d'Etat. L'U.R.S.S. a donc intérêt à remplacer ces fondations fragiles de sa tranquillité par des instruments qui aient pour origine eux aussi la situation de fait créée à la fin de la Seconde Guerre Mondiale. L'un de ces instruments est, tout naturellement, la « bonne entente » qui devrait s'établir un jour entre les pays socialistes (au sens marxiste) du pacte de Varsovie et les pays socialistes (au sens sentimental) de l'Europe des Six. Là encore, les douze coups de minuit ont sonné à Berlin et l'Ost Politik de Brandt ouvre la voie à cette consolidation future de la « finlandisation ».

Nous allons à grands pas, avec la bénédiction des deux « grands », vers une Europe des « démocraties socialistes » qui sera un état transitoire avant l'Europe des « démocraties populaires ».

(2ème Série, n° 108, janv. 1973).

Les Etats-Unis avec leur immense puissance économique et leur avance technologique, se sont portés au secours des défaillances et des impuissances du communisme à la fois en Chine et en U. R. S. S. Alors qu'ils avaient l'occasion de montrer de façon éclatante la faillite économique du socialisme marxiste, ils ont contribué à la masquer, c'est-à-dire à éviter une éclatante défaite idéologique à leurs adversaires.

Ces erreurs politiques sont étonnantes. On en trouve facilement l'explication dans le caractère de la ploutocratie libérale. Avant tout, il s'agit d'exporter, de trouver des clients, de s'ouvrir de nouveaux marchés. Cette préoccupation mercantile domine toute la politique américaine. Le gouvernement américain feint de ne pas voir qu'il y a et qu'il y aura constamment une concurrence implacable entre la civilisation marxiste et la civilisation libérale. Cette opposition ne peut avoir un jour ou l'autre qu'une conclusion dramatique. En équipant les régimes marxistes, les Américains équipent en fait leur ennemis de demain. Ils accomplissent ainsi la fameuse prophé-

tie de Lénine : « Les capitalistes nous vendront la corde pour les pendre. »

Aujourd'hui les Etats-Unis trouvent devant eux une Europe désarmée devant la volte-face de leur politique. L'Europe fragile que nous avons construite, le gouvernement américain se demande aujourd'hui à quoi elle sert. Ses spécialistes lui expliquent que le stationnement des troupes américaines en Europe lui coûte très cher et qu'il est inutile, puisque l'U.R.S.S. est devenue, à leurs yeux, une puissance éprise de paix, presque une puissance amie ; que les produits européens inondent les marchés américains ou les marchés que les Américains voudraient conquérir, que l'Europe pratique un protectionnisme sournois, qu'elle n'a pas le courage de revendiquer et qu'elle n'a pas non plus la puissance d'imposer. Les raisons stratégiques et économiques que Truman et ses successeurs avaient de favoriser l'unité européenne n'existent donc plus aujourd'hui.

La « finlandisation » de l'Europe suppose l'existence de l'Europe et cette existence n'est pas certaine. Ce qu'il faut prévoir comme signes extérieurs de la fin de l'après-guerre et de la fin de la guerre froide, c'est bien plutôt une « balkanisation » de l'Europe également souhaitée au fond pour des raisons toutes différentes par l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.

Certainement, si l'on demandait aux hommes d'Etat russes quels sont leurs vœux pour l'Europe de l'avenir ils répondraient en la définissant comme une mosaïque d'Etats impuissants dirigés par des gouvernements démocratiques de front populaire avec participation des partis communistes. Cela réunirait pour eux les avantages de la « finlandisation » et de la « balkanisation ». Quant aux Américains, pourvu qu'ils vendent et qu'ils redressent leur balance commerciale, le reste ne leur paraît qu'une politique de rêveurs. Ils se passeront très bien de méditer sur notre avenir. Et après tout, peut-être leurs généraux et leurs amiraux expliquent-ils aux hommes d'Etat américains que, devant le développement des nouvelles armes stratégiques, la possession de la tête de pont européenne n'a plus l'importance qu'elle avait autrefois.

En somme, on liquide l'après-guerre. Et cette liquidation, elle se fait en faveur de la Russie Soviétique qui a gagné par son obstination : son obstination à maintenir le partage de Yalta, son obstination à garder les pays qu'elle a réduits en servitude, son obstination à ne rien abandonner d'essentiel et à réclamer des traités, des possessions, des certitudes, en

échanges de ses sourires, de sa bonne volonté et de ses apparentes concessions sur des théâtres d'opération secondaires. La Russie Soviétique a gagné la guerre froide, parce que les hommes d'Etat américains ont vécu au jour le jour et se sont laissé entraîner vers des zones périphériques au lieu de s'attacher à l'essentiel.

(2ème Série, n° 111, mai - juin 1973).

Europe réelle et Parlement européen

La première et la plus importante des priorités est donc celle de l'armement militaire de l'Europe. Les Etats ne sont véritablement indépendants, ils ne peuvent avoir une politique, leur avis n'est pris en considération que lorsqu'ils sont appuyés par une force militaire incontestable.

La deuxième priorité de la construction européenne, c'est son réarmement moral. C'est par son refus du communisme, c'est par sa volonté de le combattre que la communauté européenne se donnera une véritable unité spirituelle. Le refus du communisme n'est pas moins important que les fusées et les tanks. Il est un armement d'autant plus indispensable que ce n'est pas nécessairement par une invasion militaire que la dictature soviétique tentera de se rendre maîtresse de l'Europe. La subversion est une arme moderne de conquête qui peut donner le contrôle de pays entiers avec beaucoup moins de risques qu'une opération militaire.

Tout cela est moins long et moins difficile que de jeter les bases juridiques d'un système de supranationalité. Et c'est en même temps infiniment plus important.

Il importe peu qu'il existe ou non une assemblée européenne élue au suffrage universel. Nous sommes trop sûrs qu'elle fera autant de dégâts que les assemblées nationales élues dans les mêmes conditions. Nous retrouverons assurément dans un parlement européen toutes les causes d'impuissance qui existent dans chacune de nos nations, les adversaires de l'Europe y feront autant d'obstruction que dans nos propres parlements et l'impuissance sera simplement représentée à une échelle supérieure avec un agrandissement et des fioritures dont nous pouvons nous passer.

C'est une « Sainte Alliance » anti-bolchevique qui est le meilleur moyen pour l'Europe d'affirmer son existence, de se

protéger contre les entreprises sournoises de la subversion et en même temps de mener une politique qui lui soit propre sans trahir l'esprit des engagements qu'elle a acceptés.

(2ème Série, n° 116, janvier 1974)

Le réarmement moral de l'Europe

En quoi doit consister, à l'heure actuelle, le réarmement moral de l'Europe ? Il doit être avant tout une prise de conscience, il doit être ensuite un état d'esprit.

Cette protection morale, cette médication immunitaire que nous devons travailler nous-mêmes à l'administrer à nos propres pays devrait reposer sur les principes suivants :

— Rendre clair, exposer à tous le danger de la subversion comme arme invisible de conquête, en particulier sur le ventre mou de l'Europe, le flan méditerranéen mal défendu.

— Rendre clair, exposer à tous que les partis communistes, quels que soient leur déguisements, sont des instruments de cette conquête pacifique de l'Europe, qu'il n'existe pas, qu'il ne peut pas exister de communisme national : les communistes, même s'ils étaient sincèrement indignés de certains excès du soviétisme et résolus à n'y pas tomber, ne peuvent être que les agents d'un désarmement moral de l'Europe en face du communisme soviétique et par conséquent des fourriers de la conquête communiste.

— Rendre clair, exposer à tous que l'accès des partis communistes au pouvoir, dans quelque pays que ce soit, a pour effet de placer sous le contrôle des partis communistes des postes-clés qui peuvent paralyser la résistance politique et morale au communisme et par conséquent favoriser la conquête soviétique de l'Europe ; qu'il n'y a pas de danger mineur en cette affaire et que tout contrôle partiel des partis communistes sur le pouvoir est conquête partielle de l'Europe

— Rendre clair, exposer à tous que seule l'interdiction des partis communistes est une arme absolue mais que, dans les pays où l'interdiction des partis communistes est trop tardive et impossible, inopérante en outre si le parti communiste se reconstitue sous d'autres formes ou dans la clandestinité, on doit condamner les partis communistes à l'impuissance par leur mise en quarantaine, par le blocage des voix communistes dans un secteur de l'opposition stérile, séparé par un cordon sanitaire de la politique réelle et isolé de la vie nationale comme le secteur contaminé d'une ville.

— Rendre clair, exposer à tous que nous sommes déjà dans un stade de structuration pré-communiste, montrer que les initiatives récentes du parti communiste dans l'armée, à l'école, dans les entreprises, sont, en réalité, l'installation des premiers Soviets de soldats, d'étudiants et d'ouvriers, que ces Soviets cherchent déjà à se substituer à l'autorité à cause de l'inertie et de la démagogie du gouvernement, qu'un pré-biscite anti-communiste et anti-gauchiste de la nation avait porté au pouvoir.

— Rendre clair, exposer à tous que ce pré-communisme est une forme larvée et invisible de l'invasion, que les nations d'Occident et la nôtre, en particulier, se trouvent dès maintenant en état de péril, et que seule une ligue des anti-communistes peut faire prendre conscience au peuple, comme au Portugal, du danger qu'il court présentement, lui représenter que toute forme, même tactique, de collaboration, même provisoire, avec le parti communiste est un premier pas vers le consentement à l'asservissement de l'Europe : lui faire comprendre qu'il est indispensable, avant tout, de combattre l'esprit de démission qui est une forme insidieuse et sournoise de capitulation, un défaitisme qui ne peut que préparer l'avènement du communisme mondial en admettant qu'il est inévitable. C'est faux. L'avènement du communisme mondial est évitable. Cela dépend de nous. Contre l'idée, l'idée seule prévaut. C'est en renforçant partout et en nous-mêmes d'abord, l'idée de résistance au communisme que nous opposerons d'abord une barrière politique au communisme. C'est en réalisant chez nous la justice sociale et la justice tout court, c'est en faisant de nos pays des Etats sains, vigoureux et propres que nous opposerons finalement une barrière véritable et définitive au communisme.

(2ème Série, n° 133, décembre 1975)

Les défaites du monde libre

La défaite diplomatique la plus grave a été l'accord d'Helsinki. Après quelques semaines de discussions stériles, les démocraties ont échangé la reconnaissance d'annexions territoriales qui jusqu'alors étaient précaires et réversibles et que cette reconnaissance rendait définitives contre une déclaration de bonne volonté qui est aussitôt restée lettre morte. Cet échange d'une concession territoriale contre de bonnes

intentions n'est malheureusement pas sans précédent dans l'histoire politique des vingt dernières années. Il est une application constante du système de la coexistence pacifique inventée par Kroutchev et qui n'est pas autre chose que le désarmement unilatéral des Etats-Unis qui renoncent à l'emploi de l'arme militaire tandis que l'URSS ne renonce pas à l'emploi de l'arme politique. La cause est dans l'esprit de démission des régimes démocratiques, qui n'osent pas diagnostiquer l'impérialisme soviétique et sa volonté de conquête parce qu'ils n'ont pas le courage de s'y opposer.

L'ennemi est dans la démocratie elle-même et dans son fonctionnement. Les démocraties qui combattent pour la défense de la liberté sont paralysées par l'usage abusif qui est fait dans leur propre pays de cette liberté elle-même, leur effort militaire est saboté par les sympathisants du communisme qu'elles laissent agir librement sur leurs territoires. Elles permettent et favorisent une trahison intérieure qui pèse de toutes ses forces aux moments décisifs. Non seulement leurs adversaires peuvent utiliser contre elles sur le terrain une arme idéologique qu'elles ne possèdent pas, mais ils peuvent encore utiliser chez eux un dispositif de sabotage contre lequel les démocraties sont impuissantes par définition.

(2ème Série, n° 135, février 1976)

II

L'HISTOIRE TELLE QU'ELLE EST...

Dix ans après mai 1945

Il n'y a pas de défaite dans l'histoire de la France qui ait été marquée, dix ans après, par des conséquences aussi tragiques, que la prétendue « victoire » du 8 mai 1945. L'anniversaire de la capitulation allemande à Reims n'est pas seulement celui de la défaite allemande, il peut compter aussi à bon droit, parmi les jours les plus sombres de notre histoire. Et je suppose qu'il est peu de vrais Français qui, s'ils avaient le pouvoir de faire revenir en arrière l'horloge de l'histoire, ne souhaitent au fond d'eux-mêmes pour leur pays que nous puissions revenir à l'année 1939 et au rang que nous avons avant la guerre.

Les efforts des hommes d'Etats alliés ont consisté depuis cinq ans à reconstruire ce qu'ils avaient détruit. Chaque année, avec patience, la diplomatie des Alliés roule son rocher de Sisyphe et, dix ans après la fin de la guerre, elle essaie une fois de plus d'aborder l'inextricable problème du traité de paix. Cette situation sans précédent dans l'histoire souligne assez par elle-même l'impéritie, l'imprévoyance et l'entêtement stupide des prétendus « hommes d'Etat » qui ont joué un rôle dans la seconde guerre mondiale. Non seulement ils n'ont pas su prévoir que cette guerre ne pouvait se terminer que par un affaiblissement réel de leurs propres pays au profit de l'Union Soviétique seule, mais encore ils n'ont jamais compris et sont encore aujourd'hui incapables de comprendre qu'ils ne se dégageront sans doute de l'Etat de guerre dans lequel ils se sont mis, des frontières provisoires de guerre qu'ils se sont données que par une troisième guerre mondiale dans laquelle ils joueront leur existence — et la nôtre — sur des cartes ridiculement faibles. Cette guerre a été conduite par des malades chez lesquels la malformation physique a dégénéré en haine morbide et aveugle. La paralysie chez Roosevelt, l'alcoolisme chez Churchill, la tuberculose chez Hopkins.

Il y a une morale à tirer de cette fable. Ce ne sont pas les conditions économiques qui mènent le monde, comme le disent les marxistes, ce sont les idées. Notre imagination a plus de poids dans l'histoire que nos livres de compte. Nos

sentiments, nos haines, nos passions nous font commettre les fautes qui commandent ensuite notre destin. Le monde moderne est surchargé de pensée, il est comme *survolté* par un énorme courant de pensée. Et c'est cette puissance de la pensée qui s'inscrit dans l'histoire, qui modèle le monde comme une terre glaise et, au cours des grandes crises, lui donne sa forme pour un temps. Mais il y a une condition d'efficacité de la pensée moderne qui est l'autre grande leçon de la guerre : c'est que toute pensée doit se transformer en canons. Il faut même dire plus exactement qu'une pensée n'existe en histoire qu'autant qu'elle se traduit en canons.

(1ère Série, n° 24, mai 1955).

Écrire l'histoire

Une des particularités de la dernière guerre est qu'elle fut une guerre politique et idéologique. La lutte contre une *idée* n'y joua pas moins de rôle que la lutte contre la puissance allemande. C'est ce qui explique que, pendant l'avance alliée la capture des documents fut considérée comme une affaire capitale. Des commandos spéciaux marchaient avec les troupes de première ligne pour s'emparer des archives et l'invasion s'accompagna d'une opération méthodique d'*aspiration* des documents et dans un deuxième temps d'une opération de triage et d'exploitation de tout ce qui avait été choisi.

Ce gigantesque tonnage de paperasses confisquées passa en partie sous le contrôle américain et en partie sous le contrôle russe. C'est une première source de difficultés pour l'historien. Tout ce qui, pour une raison ou pour une autre se trouvait entreposé dans la zone occupée par les troupes russes a disparu dans le gouffre sans fond des services de l'armée et de la police soviétique et il est impossible, actuellement, de songer soit à s'en servir, soit même à en connaître l'inventaire.

La seconde partie des archives, celle qui devint la propriété de l'armée américaine, ne fut guère moins cavalièrement traitée. Après un examen rapide, on s'attacha à en extraire tout ce qui pouvait appuyer l'accusation au Tribunal Militaire International de Nuremberg, c'est-à-dire, tout ce qui était de nature à *charger* les accusés ou, d'une façon générale, le peuple allemand. Le reste fut fort proprement

enliassé et dirigé vers les caves de l'immense immeuble du Pentagone à Washington où il semble qu'on n'ait guère plus de chances de le consulter que dans les dépôts d'archives de Kiev ou de Moscou.

Il n'existe à notre connaissance qu'un catalogue intitulé *Guide to captured German documents* dû à Gehrard L. Weinberg, travaillant sous la direction de Fritz I. Epstein. Ce catalogue, publié en 1952, ne contient, semble-t-il, qu'une partie des archives américaines. Il en montre, toutefois la remarquable diversité, car elles concernent l'administration civile et militaire de presque toute l'Europe. Des analyses, nécessairement succinctes, de ce guide, retenons la mention de 200 documents de l'ambassade d'Allemagne à Paris et notamment les papiers de Zeitschel sur la question juive, celle des documents des bureaux de la Gestapo en France, celle du cabinet du Commandant militaire en France. Ces documents semblent peu accessibles au public. Ils ne peuvent être consultés qu'avec des autorisations spéciales des autorités militaires américaines.

Le système employé pour *annihiler* ces archives a été d'autant plus adroit qu'il est en apparence parfaitement inattaquable. Le gouvernement français a tout simplement rassemblé toutes les archives qui étaient à sa disposition, les a utilisés en extrayant les documents qui chargeaient soit les Allemands, soit les personnalités du régime de Vichy, puis, cette opération faite, les a intégralement virées aux Archives Nationales, où, selon une règle ancienne et fondamentale, mais, dans le cas présent, injuste et abusive, *nul ne peut en avoir communication avant cinquante ans révolus*.

Ainsi apparaît dans son ensemble tout le déroulement de l'opération. La calomnie existe, elle a été largement, puissamment diffusée. Mais les documents qui permettraient de rectifier les faits, de les éclairer, de les rendre compréhensibles sont, eux, inaccessibles. L'accusation s'est fait entendre : elle a eu ses archivistes, ses greffiers, ses milliers de taupes, occupés à déterrer et à marquer de rouge tout ce qui favorisait une certaine version des faits. Mais la défense, je veux dire une défense également armée ayant un dossier *intégral* à sa disposition et non celui qu'on a bien voulu *retrouver* ou *communiquer*, cette défense-là aura la parole dans un demi-siècle, si elle l'a...

(1ère Série, n° 45, août-septembre 1957).

Pour le vingtième anniversaire de mai 1945

Nous voici donc arrivés au vingtième anniversaire de ces mois désastreux de 1945 qui furent ceux de l'écroulement non de la puissance allemande, mais de la puissance détenue depuis vingt siècles par les nations d'Europe. Le monde dans lequel nous vivons est né de ces semaines fatales.

Rien n'a été relevé depuis lors des ruines stratégiques et politiques accumulées à cette époque : la logique de l'écroulement n'a fait au contraire que les accentuer. Après vingt ans, l'Europe est toujours coupée en deux, les troupes russes sont encore sur l'Oder à quelques kilomètres de Hanovre, à deux heures des ponts du Rhin. Les nations d'Occident sont accrochées au bord de la presqu'île Europe comme des naufragés sur un radeau : elle n'ont ni reculé pour manœuvrer, ni arrières pour accumuler leurs réserves, l'Europe n'est plus qu'une tête de pont. La France et l'Angleterre ont disparu de la liste des grandes puissances. Les empires qu'elles avaient su maintenir en pleine guerre se sont effondrés après le constat de cette dégradation. Deux Etats mastodontes se sont partagés l'empire du monde, mais l'un des deux ne cesse de reculer devant l'autre. En vingt ans, le camp des puissances occidentales dirigé par les Etats-Unis a perdu l'Asie et la moitié de l'Afrique, son pouvoir est contesté en Amérique du Sud, un coin stratégique est enfoncé avec insolence dans ses murs même, à Cuba : partout le communisme a gagné et les pertes des Etats-Unis dans la guerre froide sont consternantes, elles accusent la vétusté de leurs méthodes et l'incohérence de leur direction politique.

Telle est le bilan de la *capitulation sans conditions* imposée par l'effroyable dément Roosevelt et par Churchill, Goering hilare et borné qui présida au naufrage de l'empire britannique, *capitulation que Staline lui-même ne réclamait pas et dont il hésita à accepter le principe*. Il n'y a pas dans toute l'histoire connue, de politique de suicide comparable à cette décision. Et il n'y a pas non plus dans toute l'histoire de l'Europe, de catastrophe semblable à celle qui fut réalisée cette année là.

Les dégâts moraux ne furent pas moindres. Toutes les forces morales dont la circulation et la vigueur avaient accompagné depuis des siècles la puissance des nations

d'Occident, toutes les qualités *qui étaient cette puissance même*, furent systématiquement écrasées et condamnées par un lavage de cerveau sans précédent. Il existe des opérations de transfusion des idées qui sont dans l'histoire des peuples la même chose que la transfusion du sang chez l'individu. Les principes auxquels l'Occident refusait le droit de cité depuis des siècles par le simple fait de sa santé morale et de son existence furent introduits de force et à dose massive dans les organismes nationaux *manipulés* par les spécialistes de la publicité. La trahison, l'insubordination, la confession du progrès, la reconnaissance du sens de l'histoire, partant, l'alignement sur le sentimentalisme humanitaire et plus généralement sur toute exigence de provenance dite démocratique furent érigés en dogme. Un moralisme hypocrite, un culte religieux du sous-produit humain servirent à accaparer les places, les profits, les sources de prébende, de vol et de simonie.

Cette mascarade ouvrait à l'ennemie les portes de la citadelle. Le monde moral que forme une nation n'est pas moins vulnérable que la terre sur laquelle elle est installée. Cette invasion invisible de l'Europe n'eut pas des résultats moins funestes que son amputation territoriale. Tout servait les entreprises de l'impérialisme communiste, tout désarmait contre lui. Le progrès et le sens de l'histoire menaient nécessairement à quelque empire dirigé par lui, ses tentatives étaient toutes louables puisqu'elles se produisaient dans ce sens et tout ce qui s'y opposait était une réaction condamnable des forces du passé. L'antiracisme imprudemment proclamé comme une loi sacrée de la conscience humaine aboutit à la sécession des pays d'Afrique et d'Asie. Les Américains qui avaient déchaînés ces bataillons d'idées destructives qui se répandaient sur le monde entier comme des gaz paralysants leur opposaient des diplomates et des porte-avions. Autant tirer au canon sur des nuages de sauterelles. Ils perdaient à tous les coups, cela n'étonnait qu'eux. Ils avaient une arme qu'ils croyaient meilleure avec la prospérité. Cette arme avait des avantages, mais elle avait aussi des inconvénients. Le principal était de tout niveler devant le souci unique du bien-être matériel, lequel s'accomode de toute forme d'esclavage qui promet le maintien ou l'amélioration de ces petites satisfactions sordides qu'on appelle *le niveau de vie*. C'était encore, d'une certaine façon, tendre une passerelle à l'adversaire qui ne se privera jamais d'affir-

mer qu'on rasera gratis quand le rasoir sera entre ses mains. Finalement, comme l'Europe actuelle est désarmée sans recours par la défaite de 1945 contre toute attaque militaire soviétique, ainsi le monde moderne est tout entier désarmé contre l'action sur ses centres nerveux de la *parole* communiste, il est ouvert et préparé pour cette invasion invisible, il n'a rien à lui opposer : et cette formidable destruction morale qui a accompagné la catastrophe de 1945 est la cause des continuelles défaites américaines depuis vingt ans.

(2ème Série, n° 48, janvier 1965).

Oraison funèbre d'Adenauer

L'œuvre politique d'Adenauer me paraît grave, elle me paraît accablante, parce qu'il a été le chancelier de la capitulation morale de l'Allemagne. Il a accepté, entériné, officialisé la dégradation de l'Allemagne, il en a fait la position publique de son gouvernement et, pour la première fois dans l'histoire, il a fait du déshonneur de son pays la pierre angulaire de sa vie politique. Ce qu'aucun gouvernement vaincu n'a jamais accepté de signer après une défaite, que son pays était *seul* responsable de la guerre, qu'il avait *seul* commis d'épouvantables atrocités dont il devait garder éternellement le souvenir, que ses soldats les plus illustres et ses ministres les plus énergiques avaient été des criminels de droit commun, que les Allemands qui s'étaient sacrifiés pour leur pays en guerre formaient en réalité une association de malfaiteurs, Adenauer ne l'a pas signé, il l'a proclamé, il l'a écrit sur les drapeaux de son peuple, il s'en est nourri, il en a grandi : et il en a été récompensé ! Que personne ne s'aperçoive que les années du gouvernement Adenauer, c'est cela, d'abord cela et essentiellement cela, c'est une illustration magnifique du pouvoir formidable de la propagande et de l'impuissance totale de l'évidence.

Installé sur cette passerelle du déshonneur, placide sur cet océan de mensonge et d'humiliations, Adenauer s'est laissé porter par cette mousson tiède qui amenait en même temps une pluie bénéfique de dollars et de douces effluves de prestige mondial. Non seulement il n'a pas réagi, non seulement il n'a pas protesté ni tenté de sauver quelque chose, mais il a gouverné avec ce vent favorable, l'aidant et s'en aidant. Les condamnations de Nuremberg, voie de

fait, ne furent pas supportées en silence, portées comme une croix par le chancelier Adenauer, elles ont été hautement approuvées et non seulement approuvées, mais inscrites dans la législation, prolongées par une ignoble jurisprudence allemande qui invite les tribunaux allemands à rechercher, à poursuivre et à condamner, au nom des principes du vainqueur, les patriotes allemands qui ont pu survivre : et qui aboutit en effet à revêtir du vêtement des forçats, des vieillards de soixante-quinze ans qui ont eu le malheur d'être colonels dans des secteurs infestés de partisans. Le retour des Juifs, leur insolence, leur toute puissance, leurs prétentions exorbitantes, autre voie de fait, n'ont pas été non plus acceptés comme une indemnité de guerre d'un genre inconnu, ils ont été bénis, fêtés, regardés comme un bienfait du ciel. Le chancelier n'a pas hésité à agréer les yeux fermés tous les chiffres, toutes les affirmations de la propagande qui cherchait à salir son pays, il a été plus loin, encore, il en a fait une vérité officielle et il en a accepté le rappel permanent et public en nourrissant pendant quinze ans l'Etat israélien qui n'existait pas au moment des faits allégués, d'un formidable tribut qui matérialisait à la face du monde l'étendue de la culpabilité allemande. Le dossier des camps de concentration était plaidable. Le gouvernement allemand avait la possibilité de faire constater d'une façon irréfutable les falsifications et les exagérations. Il pouvait démontrer par des enquêtes qu'il avait seul le moyen de mener complètement le mécanisme de la vie des camps. Il pouvait dénoncer l'audacieux transfert des responsabilités par lequel on avait dénaturé les faits. Il pouvait demander qu'on fit loyalement l'histoire du déclenchement de la guerre, il pouvait exiger qu'on étalât devant l'opinion les offres de paix. Il a laissé volontairement ce dossier de côté. Il en a ignoré l'existence. Il a acheté la bienveillance de ses ennemis par son silence. Par un pacte tacite, Adenauer a payé son succès et son maintien au pouvoir en acceptant d'entériner le déshonneur du peuple allemand.

Moyennant quoi, l'Allemagne *s'est relevée*. C'est le grand argument. Je ne dirai pas que ce qui eût été étonnant, et même impossible, c'est qu'elle ne se revelât pas : nous en parlerons tout à l'heure. Mais je voudrais que ceux qui emploient cet argument se rendent compte de ce qu'ils disent en réalité. Si le relèvement matériel d'un pays doit se faire au prix de sa ruine morale, alors, face au matérialisme capi-

taliste et face au matérialiste marxiste, que défendons-nous ? Ceux qui se gargarisent du « miracle allemand », ceux qui excusent en son nom le reniement et la capitulation, le silence et la soumission, se rendent-ils compte qu'ils sont mûrs pour les « démocraties populaires » ? Qu'est-ce qu'on exige d'eux sinon ce *mea culpa*, ce chemin de Damas, cette conversion qu'on récompense en places et en prébendes ou en échange duquel on a du moins le droit de vivre ? Et qu'est-ce que nous avons imposé aux Allemands après la « victoire » sinon ce reniement massif, en échange duquel on les a copieusement arrosés de dollars ? Reconnaître ce chantage, l'approuver, en admirer les résultats, c'est accepter les principes et le signe de nos adversaires. Celui qui crie aujourd'hui *Saucisses über alles* criera demain *Dollar über alles* et il ira après-demain s'asseoir bien sagement aux cours du soir de rééducation pour que le Parti lui accorde à la fin du mois son certificat de civisme.

(2ème Série, n° 62, avril-mai 1967).

La « Rééducation » de l'Allemagne

Qui l'aurait cru ? Ah oui, nous étions naïfs ! Ce monde dans lequel nous vivons, il est plus terrifiant, bien plus terrifiant que tout ce qu'on nous dit. Car *le lavage de cerveau réussit*. Nous aurons appris que la vérité et la conscience sont vulnérables, et même qu'elles n'existent pas. La conscience d'un peuple, c'est simplement un sous-produit comme le coke et on peut la transformer. Les grandes pluies des années qui passent changent les feuilles mortes en pourriture, elles aident les balayeuses des hommes. Les villes englouties sont oubliées, les morts sont devenus poussière. La souffrance n'est plus qu'une moisissure qu'on brosse et qu'on étrille. Levez-vous, nations neuves, nations sans souvenirs, embrassez les genoux des forts. Les tortures, les viols, les meurtres, les crimes des juges, et le déshonneur qu'on a marqué sur votre face, ô jeunesse allemande, qu'est-ce que cela peut vous faire ? Ne produisez-vous pas beaucoup d'acier ? N'est-ce pas l'essentiel ?

Cette *rééducation de l'Allemagne*, cette victoire morale dont nous nous félicitons, est en réalité une victoire du communisme, un signe étonnant de sa puissance future. Elle nous enseigne qu'aucune armature ne tient, qu'aucun passé n'existe, qu'il n'y a point de souvenir dans les peu-

ples et par conséquent pas de personnalité des nations. A qui ouvrons-nous ainsi les plaines de l'Europe ? Nous légitimons par notre propre exemple cette transfusion sanguine de l'âme nationale dont le communisme a fait l'arme implacable de sa conquête. Sous les dehors de la liberté, l'abus de l'information dirigé aboutit à un nivelage des consciences qui rend illusoire ce respect de la personne humaine que nous revendiquons comme une supériorité. Le triste succès de cette expérience n'a pas de quoi nous rendre fiers. Bien plus qu'une résurrection du nationalisme allemand, il mine dangereusement les valeurs morales que l'Occident prétend représenter.

L'alliance avec l'Allemagne, c'est l'alliance avec la volonté allemande, avec l'énergie allemande ; c'est l'alliance avec la discipline allemande et c'est l'alliance avec l'infanterie allemande. Qu'est-ce qu'elle vaudra, à l'heure du danger, cette armée de techniciens qui interrogeront leur conscience en feuilletant le code militaire ? Qu'est-ce qu'elles vaudront ces « baïonnettes intelligentes », si intelligentes qu'elles resteront peut-être au fourreau ? A peu près ce que vaudra notre fusée enfantine, chassepot dérisoires, canon à grêle par lequel nous croyons écarter les orages terribles. Adenauer et De Gaulle, c'est l'alliance de ce qu'il y a de creux en France avec ce qu'il y a de creux en Allemagne, le fond des buveurs de Pernod et des buveurs de bière, milice bourgeoise de l'Europe bourgeoise, aussi efficace contre les reîtres qu'une armée d'oies ou de pigeons. C'est l'âme du soldat et l'obéissance du soldat qu'il faut d'abord restaurer en Europe : c'est-à-dire le contraire exactement de ce que De Gaulle et Adenauer représentent. C'est là le commencement de la défense de l'Occident : *in cune petrum ecclesiam meam asdificabo*.

Il y a trente ans, Nuremberg

Il y a trente ans, le jugement inique du Tribunal Militaire International de Nuremberg affirmait solennellement le caractère idéologique d'une guerre qui avait été imposée aux peuples d'Europe sans qu'ils aient été consultés et sans qu'une nécessité dramatique les ait contraints à prendre les armes pour leur défense. Verdict sans valeur d'un tribunal de vainqueurs jugeant leurs adversaires vaincus, haut-parleur mondial destiné à établir la thèse des « atrocités. »

allemandes sans que la défense ait le droit d'y opposer les atrocités égales commises par les Alliés, condamnation solennelle d'un type de régime dit « monstrueux » alors que certains des juges représentaient des régimes dans lesquels les « crimes politiques » avaient été, on le sait maintenant, infiniment plus graves et plus nombreux que ceux qu'on reprochait à l'Allemagne, le jugement du tribunal de Nuremberg n'était qu'un formidable appareil de propagande qui, aujourd'hui, ne condamne pas les vaincus d'hier mais dénonce l'hypocrisie, la haine et l'imprudence des vainqueurs. Ce jugement auquel l'histoire a déjà refusé toute autorité a causé en Europe des destructions idéologiques plus grave encore que les destructions matérielles issues de la guerre. Il a condamné non pas des hommes, mais des idées, la discipline, la fidélité, le courage, l'énergie, la loyauté. La décomposition morale dont nos pays meurent aujourd'hui comme d'un poison secret est le résultat du jugement de Nuremberg.

Trente ans plus tard, cette guerre voulue par le parti juif et ce sceau marqué sur nous par la direction juive occidentale unie au communisme soviétique pèsent encore sur nous. L'Europe n'existera, la renaissance ne commencera que le jour où ce jugement inique sera solennellement réprouvé et abrogé. Qu'il nous apprenne que la direction juive de la politique mondiale est pour nous l'ennemi au même titre que le communisme soviétique. L'avenir commencera pour nous le jour où cette domination juive aura été perçue par nos pays comme un danger de mort au même titre que le communisme soviétique. Ce jour-là le jugement de Nuremberg ne sera plus que le souvenir le plus honteux de notre passé d'esclaves.

(2ème Série, n° 140, juillet-août 1976).

lendrier électoral, guidé par des arrières-pensées sournoises et des méfiances inavouables, répugnant de bassesse, d'inélégance, de médiocrité, sans force contre les forts, sans respect envers les justes, sans énergie dans ses décisions, le régime a apporté la preuve éclatante qu'il est incapable de défendre la nation et son empire et que la première chose à faire si nous voulons sauver quelque chose, c'est de nous débarrasser de lui.

La perte de l'empire, avec les immenses conséquences qu'elle comporte, n'est donc plus désormais une crainte lointaine ni une chimère menaçante, elle est, à cause de notre défaite au Maroc, un danger proche et certain. Nous sommes déjà engagés dans un processus de désagrégation et de chantage qui va s'étendre avec rapidité.

(1ère Série, n° 27, sept.-oct. 1955).

*
**

Voici notre position sur la question d'Algérie : l'Algérie ne peut être sauvée que par la chute du régime actuel qui est fondamentalement incapable d'assurer à la France le maintien de son empire.

L'éveil du nationalisme arabe est un phénomène historique contre lequel notre régime actuel n'est pas armé et auquel il a donné au contraire une légitimation par le dogme de la « résistance ». Le nationalisme arabe ayant pour leader l'Egypte, pays de régime et d'idéal national-socialiste, notre régime d'inspiration antifasciste et judéophile est plus mal placé que tout autre régime pour engager avec le nationalisme arabe des négociations qui, en tout état de cause, seront très difficiles.

D'autre part, le régime actuel de la France est incapable d'assurer le maintien de la France en Afrique du Nord par une solution militaire qui exigerait une décision implacable dans le combat, des sacrifices considérables que le régime se refusera à faire, l'emploi des armes les plus efficaces contre le terrorisme, enfin des mesures énergiques dans la métropole contre toutes les forces de trahison et de démoralisation de nos troupes.

Tant que le régime actuel sera au pouvoir, nous perdrons l'une après l'autre toutes nos colonies. Il n'y a qu'une seule solution : changer le régime, changer les hommes, et montrer par une politique d'efficacité que la France s'arrête sur la pente de la décadence.

(1ère Série, n° 32, avril 1956).

*
**

Si nous appliquons les principes, nous posons une question : pour lutter contre les insurgés de l'Aurès et de la Kabylie, le gouvernement général de l'Algérie leva des goums et des harkas, c'est-à-dire des combattants indigènes, pour aller combattre leurs frères musulmans « rebelles pour la liberté du territoire ». Autrement dit, la France reprend l'histoire allemande avec la L. V. F., ou les milices pendant l'occupation. Au nom de quel principe cette fois ? Est-ce qu'un principe est bon à moitié ou seulement acceptable suivant le camp que l'on fréquente ? Est-ce que, sciemment, la France ne risque pas d'offrir aux représailles — plus tard — ces collaborateurs combattant pour l'ordre français ? Les gouvernants prennent une lourde responsabilité et établissent une jurisprudence qu'il ne faudra plus oublier.

(1ère Série, n° 25, juin 1955).

L'Engrenage de l'abdication

Les solutions dites « constructives » qu'on nous présente actuellement ne sont que des **temps d'arrêt**. Ce qui est remarquable dans le déroulement des faits, c'est moins la décision prise finalement, car en politique tout se plaide et c'est l'avenir qui juge, mais la méthode du **couteau sous la gorge** avec laquelle elle nous a été arrachée. Il est trop clair que, cette méthode une fois acceptée, c'est l'étranger qui commande notre politique puisque c'est lui, au fond, qui ordonne et qui paie, et qu'en outre c'est l'extrémisme qui doit l'emporter. Que ferons-nous si les concessions françaises sont jugées insuffisantes et si une nouvelle vague de terrorisme est déchaînée ? Que ferons-nous si la procédure choisie est désavouée par nos « interlocuteurs », ou si une minorité de violents refuse de les suivre, ou simplement s'ils sont incapables (cela s'est déjà vu) de mettre fin à l'anarchie qu'ils ont provoquée ? Une fois qu'on accepte de céder devant le terrorisme en le déclarant « opinion publique », ce terrorisme devient l'arme permanente dont nous menace l'opposition. Il y aura toujours quelque chose d'insuffisant dans nos concessions. L'engrenage nous entraînera implacablement vers l'abandon total : l'indépendance sans condition est inscrite dans l'histoire de ces mois. En outre, la méthode est bonne partout. Elle réussira en Algérie, puis à Madagascar, puis en A. O. F. Nous ne trouverons plus d'amis parce qu'on sait que nous abandonnons nos amis. Nous avons fait une démonstration de faiblesse qu'on retiendra contre nous. On peut accorder toutes les réformes qu'on veut, inventer tous les apaisements, ils n'ont de valeur que s'ils sont **octroyés**, comme disaient nos rois, c'est-à-dire concédés dans l'ordre et en pleine souveraineté. Ballotté entre les intérêts divergents, abruti par son ca-

III

LE DRAME ALGERIEN

Nous comprenons très bien que les Arabes protestent, par solidarité, contre les conditions d'infériorité permanente qui sont faites en Afrique du Nord aux ouvriers arabes, contre la discrimination de fait qui leur est imposée dans tous les domaines, et contre l'exploitation des richesses de l'Afrique du Nord par quelques gangs capitalistes dominées par les Juifs qu'ils considèrent comme leurs ennemis. Sur ce point, des conversations sont toujours possibles. Toute une partie de l'opinion française est certainement prête à considérer que l'administration de la Quatrième république en Afrique du Nord n'est pas un modèle d'équité et de raison et que, sur beaucoup de points, les hommes et les méthodes qui représentent la France pourraient être remplacés sans dommage pour personne, à condition qu'on n'oublie pas cependant les services rendus à l'Afrique du Nord par cinquante ans de présence française. Une partie certainement plus faible de l'opinion en France, mais une partie de l'opposition, tout au moins, est probablement prête à prendre en considération l'antisémitisme arabe qu'il faut bien considérer objectivement comme une des données de la situation. Ce sont là des terrains d'entente possibles entre le nationalisme arabe et l'opinion française, mais ce ne sont pas ceux qu'on explore en ce moment.

(1ère Série, n° 19, décembre 1954)

*
**

Le jour qui verra la Tunisie se détacher complètement de la France (affaire de 2 ou 3 ans au maximum) l'Algérie française pourra sonner son glas. Ce sera le début du 18ème parallèle indochinois.

*
**

Les harkis

Les désordres moraux en Afrique du Nord sont nés de l'épuration. Les revanches fratricides montrèrent nos faiblesses aux indigènes. Les exécutions de partisans d'une politique française amenèrent le doute dans des familles arabes. De même que les troubles indochinois purent se développer par le limogeage de fonctionnaires rompus au pays, de même la disparition de chefs estimés des indigènes leur apprit à ne plus prendre la France au sérieux.

« Plus les renforts arrivent, plus la pagaye grandit partout ! » m'écrit-on d'Algérie. Quand six douzaines de fermes oranaises brûlent en une nuit, quand des enfants sont enlevés à proximité des villes, quand un colonel, puis un commandant sont « kidnappés » en pleine ville, quand une section de Sénégalais est interceptée, que l'on retrouve plusieurs d'entre eux **pendus** et que, sur ordre du gouvernement français, les contre-mesures sont arrêtées, personne ne doit s'étonner de la liquidation de la France.

Au moment où les troubles s'amplifient, M. Guy Mollet annonce un projet de retraite aux vieux travailleurs algériens, une réforme agraire et que sais-je encore ! Encore quelques massacres de Français et les musulmans auront droit aux transports gratuits ! Pourquoi pas ? Les Arabes ne sont pas chez eux, ce sont des envahisseurs de l'Afrique du Nord, au même titre que les Romains, les Espagnols et les Français.

Lorsqu'au début de mai 1956, la radio d'Etat et la presse plat-ventre ont annoncé les chambrs estudiantins d'Alger (à la suite du décret portant à 50 % l'admission des musulmans dans la fonction publique), je pensai et je dis que les Algérois avaient tort. Je demandai quand même des explications en Algérie et j'appris que le décret exécutoire portait bien à 50 % le contingent musulman des fonctionnaires « titulaires » mais **de droit et sans concours** ; par la même occasion les 2/3 des « auxiliaires » seront musulmans. Détails nettement racistes que l'on a oublié de communiquer aux Français. Allons, encore quelques centaines de fermes incendiées, quelques douzaines d'enfants européens kidnappés et retrouvés étranglés et tous les musulmans seront fonctionnaires d'office à leur naissance. Puisque plus les troubles s'aggravent, plus les libéralités pleuvent, avouons que les rebelles auraient mauvaise grâce à s'arrêter en si bon chemin.

(1ère Série, n° 34, juin-juillet 1956).

*
**

L'opinion française, que notre gouvernement antifasciste s'en persuade bien, n'est pas disposée à risquer une guerre pour les prébendiers des fauteuils de Suez et pas davantage pour défendre la « démocratie » contre les soi-disants fascistes du Caire. Nous avons d'autres sujets d'indignation et de colère. Que les Egyptiens et les autres peuples du Moyen-Orient se donnent le gouvernement qui leur plaît, cela ne nous regarde en rien. Nous ne marcherons pas plus dans la croisade anti-fasciste que dans l'excitation à la haine. Ces divers exercices nous ont coûté assez cher. L'intégrité du terri-

toire français, lequel comprend l'Algérie, comme toute autre province française, ne se défend ni au Caire ni à Jérusalem, mais sur place.

(1ère Série, n° 35, août-septembre 1956).

*
**

L'anticommunisme militant nous paraît donc la condition fondamentale de l'existence d'une communauté européenne indépendante, comme, pour d'autres raisons, il doit être le lien qui nous permet de rechercher avec les Etats arabes les conditions d'une collaboration possible à la fois pour l'Europe et pour eux.

(1ère Série, n° 36, octobre 1956).

*
**

Le vide politique algérien, pour reprendre une expression de plus en plus couramment employée, devient chaque jour plus inquiétant et annule pratiquement les succès dont nous venons de parler.

Comme le problème algérien paraît insoluble sur le seul plan militaire et qu'il est évident au surplus, comme le prouve la décision démagogique prise récemment de libérer tous les rappelés, que le gouvernement n'a pas la volonté de poursuivre un effort qui aurait peut-être permis, non pas la destruction de la rébellion, mais son extinction, c'est donc la solution « politique » qui décidera dans un sort prochain de l'avenir de l'Algérie.

On peut être certain que cette solution, en raison du vide politique devant lequel le régime se trouve à cause de sa faiblesse, consacrera la victoire du F. L. N. qui apparaît d'ores et déjà comme le seul « interlocuteur valable » avec lequel le régime se résignera finalement à négocier. Mais cette négociation a toutes les chances de ne pas se faire sur les bases du statut « libéral », dont différentes versions plus ou moins fidèles ont été publiées, élaboré à Alger sous la direction de M. Lucien Paye. Si le gouvernement s'est décidé, ces derniers jours, à ne pas rendre public ce statut aussi rapidement qu'il avait été prévu et que M. Lacoste le souhaitait à cause de la proximité de l'Assemblée générale de l'O. N. U., ce n'est pas tant à cause des réactions qu'il aurait peut-être suscitées au Parlement et dans l'opinion métropolitaine et algérienne, que parce qu'ayant affirmé son souci de mettre en œuvre un statut non pas octroyé mais négocié avec les représentants de la population musulmane, il ne trouve plus en face de lui de négociateurs « modérés », c'est-à-dire acceptant la discussion sur les bases d'un statut qui, si libérales qu'en soient les dispositions, comporterait le maintien de la souveraineté

française. Ceux qu'il espérait pouvoir présenter comme tels se dérobent ou, comme l'ancien président de l'Assemblée algérienne M. Farès qui, il y a quelques mois encore se déclarait partisan de la politique d'intégration, l'invitent à négocier avec le F. L. N., c'est-à-dire qu'ils l'invitent à reconnaître l'indépendance totale de l'Algérie.

(1ère Série, n° 36, octobre 1956).

L'Algérie dans le cadre eurafricain

Nous avons perdu politiquement d'abord, militairement ensuite l'Indochine, politiquement le Fezzan et les comptoirs de l'Inde, politiquement encore le Maroc et la Tunisie. Dans l'hypothèse même d'une victoire militaire, il ne faut donc pas exclure l'éventualité d'une défaite politique dans cette « partie intégrante de la France », car il ne faut pas oublier que M. Pineau est toujours solide au poste et que la S. F. I. O. s'est assuré le contrôle politique non seulement des affaires étrangères, mais de la France d'Outre-Mer, de l'Algérie et du Sahara, cette main-mise n'est pas due au hasard et elle nous a déjà valu les abandons marocain et tunisien (avec M. Savary). Même l'éventualité (toujours douteuse) d'une victoire de nos armes ne nous rassure donc pas. Souvenons-nous des « autonomie interne » et « indépendante dans l'interdépendance » qui ne durèrent pas plus d'une année et qui constituaient, paraît-il, le maximum de ce que nous étions prêts à concéder...

Lorsqu'on parle de l'Algérie c'est dans le cadre eurafricain qu'il convient de considérer les problèmes que pose son avenir et non pas seulement sous l'angle de l'amour-propre national. L'Algérie est le dernier rempart contre un ennemi qui, venant d'Orient, n'a que le détroit de Gibraltar à traverser pour pénétrer en Europe par l'Espagne et constituer aussi la seconde pince d'une tenaille dont la première viendrait de l'Est par la Yougoslavie et l'Albanie. Si l'Algérie ne constituait plus ce rempart et entrait dans une fédération nord-africaine qui peut dire ce qui se produirait demain ?

(1ère Série, n° 52, avril 1958).

La politique de la violence

La collaboration de la police supplétive spécialisée et des willayas F. L. N. reproduit sous nos yeux la collaboration de la milice et des troupes allemandes contre les maquis. Les négations et les **distinguos** ne changent rien à cet état de fait.

Mais les intentions du gouvernement vont plus loin encore. La coopération envisagée entre l'armée française et la **force de maintien de l'ordre** pour installer une autorité provisoire à direction F. L. N. ne peut avoir pour conséquence que de généraliser et de rendre obligatoire pour l'armée la collaboration dont la police supplétive a pris l'initiative. Le régime ne peut imposer sa solution en Algérie qu'en devenant l'allié du F. L. N. contre les Français et les Musulmans qui veulent rester Français. Il est condamné à la guerre contre les Français. Et la question qui se pose pour lui et qui explique les retards de la négociations, c'est seulement qu'il s'agit de faire accepter par l'armée cette situation exorbitante et monstrueuse et notamment d'obtenir des commandants de régiments qu'ils fassent tirer, en cas de désordre, sur les populations européennes et musulmanes qui refuseraient d'accepter l'installation du F. L. N.

Les situations provoquées par la résistance se reproduisent donc traits pour traits et même avec leurs symptômes les plus tragiques. Il est inutile d'en faire plus longuement la démonstration. Chacun peut reconnaître le noyautage des administrations, l'emploi intensif de l'intimidation, l'apparition des polices parallèles, la provocation, la délation, le double-jeu, l'attentisme, etc...

Il y a pourtant une différence. L'action de la résistance était un moyen superfétatoire de la guerre : l'emploi de ce moyen n'était pas **nécessaire** et il ne fut à aucun moment **décisif**. La France fut évacuée par suite du débarquement de l'armée américaine et par suite de la pression militaire de cette armée de débarquement sur l'armée allemande du front ouest. Ce résultat purement stratégique aurait été atteint même s'il n'y avait pas eu d'organisation de la résistance. Au contraire, l'Algérie abandonnée, malgré l'impuissance du F.L.N. à chasser par la force l'armée française, ne peut rester française que par l'action de la résistance. Cette action n'est pas un moyen **auxiliaire** mis en œuvre pour appuyer une opération plus puissante. Elle est **le seul** moyen dont les Français d'Algérie disposent pour conserver leur patrie, leurs biens, et peut-être leur existence qu'un chiffon de papier ne suffira pas à protéger.

Reconnaissons donc où elles sont les racines du mal. La violence est dans notre passé. Elle a pénétré et corrompu toute notre vie politique. La violence prend sa source dans les victoires de la violence. Les morts sans vengeance, les cri-

mes sans châtements, les cadavres défigurés de la Libération, les ouvriers abattus par les chars de Budapest, les massacres d'Ouezzem et de la Toussaint Rouge, les assassinats quotidiens d'Algérie, et non seulement l'impunité, mais les récompenses et les honneurs pour les assassins, voilà la machine qui porte la mort.

Le régime gaulliste a ajouté à cette apothéose de la violence qu'il incarne une provocation supplémentaire à la violence. Imposer par la contrainte à une population une solution qui est rejetée avec passion par 95 % des habitants, c'est appeler la guerre civile et la défier. Si la majorité « nationale » prétendait disposer des Bretons et des Alsaciens comme le régime gaulliste prétend disposer de l'Afrique du Nord, il y aurait assurément un soulèvement armé de la Bretagne et de l'Alsace. Il y a des solutions **locales** que la majorité « nationale » **n'a pas le droit** d'imposer par la force si les intéressés les rejettent unanimement : la nation n'est forte que si elle est tutélaire, elle n'est obéie que si elle a conscience des limites naturelles de son droit. Il n'a pas le droit de se plaindre de la violence celui qui a provoqué la révolte par son mépris des hommes et son inconscience. Une politique de tortionnaire aboutit toujours à une Jacquerie.

Que la gauche arrache donc son masque à la violence et qu'elle ait le courage de dire son nom. A l'origine de la violence, on retrouve partout la responsabilité personnelle du général de Gaulle : dans l'exaltation imprudente de l'insubordination, dans la capitulation devant le terrorisme, dans une politique de contrainte et de haine à l'égard d'une minorité désespérée.

(2ème Série, n° 20, février 1962).

*
**

L'abandon de l'Algérie au F. L. N. avec le concours de l'Armée, alors que loin d'être vaincue par lui, elle en a au contraire pratiquement détruit la force militaire, constituerait une véritable capitulation en rase campagne que rien ne pourrait excuser et qui exposerait les chefs de notre Armée au mépris de tous les Français. C'est pourquoi nous ne croyons pas un seul instant que l'Armée puisse obéir aux ordres de trêve unilatérale qui pourraient lui être donnés et qui ne constitueraient en fait que le prélude à la capitulation que l'on veut lui imposer.

(2ème Série, n° 9, novembre 1960).

IV

DE LA IVÈME A LA VÈME REPUBLIQUE

L'Agonie de la IVème République

Qu'est-ce que l'agonie du régime, sinon son remplacement par quelque chose d'autre ? Or, ce quelque chose d'autre, où le voyons-nous, où peut-on en deviner la forme, les contours même les plus vagues ? Quelle est la syncope qui va terrasser le malade, quel est le croc qu'on accrochera aux pieds de la quatrième république pour la jeter sur le fumier ? On ne voit pas, on ne voit malheureusement pas.

Quand des journalistes emploient cette expression, à quoi pensent-ils donc ? La plupart du temps, à une solution qui n'est qu'une fausse agonie du régime, qui est même tout au contraire conçue par eux comme une sorte de guérison miraculeuse, de résurrection miraculeuse, le retour du Général de Gaulle. Il est clair que le Général de Gaulle, parce qu'il résume en sa personne toutes les conjurations d'intérêts, de privilèges et d'usurpation nées de la situation révolutionnaire de 1944 et dont le maintien à tout prix constitue le Système et cause la ruine de la France, par cela même n'est rien d'autre que le Système lui-même, sa dernière chance, son donjon, son ultime rempart, il est pareil à Saturne qui dévore ses enfants. Lui remettre le pouvoir, ce n'est pas l'ôter aux idées et aux forces qui ont fait notre malheur et le perpétuent chaque jour par l'impuissance, la démagogie, le mensonge, c'est au contraire doubler la mise, renforcer par la dictature l'emprise des privilégiés et des naufrageurs sur l'Etat, c'est s'enfermer plus que jamais sur le vaisseau pourri de la Quatrième République, avec cette variante seulement qu'on geulera la Marseillaise sur le pont tout en s'enfonçant dans l'eau. Le Général de Gaulle a fait avec éclat la preuve de son impuissance à imposer sa volonté aux intérêts et aux combines sordides qui s'abritent sous son nom. Ses idées ont peut-être changé : c'est à voir, ce n'est pas sûr du tout. Mais, en tout cas, ce qui n'a pas changé, c'est son impuissance à gouverner, à tenir compte des réalités, à imposer sa propre ligne, à mesurer les conséquences de ses actes. L'homme qui a déchaîné avec insouciance les massacres et le désordre durable de 1945, ou qui les a déchai-

nés **sans les voir**, chose que plaident aujourd'hui ses amis et qui est pire encore, n'a aucune chance de maîtriser une situation bien plus difficile. L'homme qui n'a pas su voir l'étendue et le développement des mesures qu'il prenait, qui a engendré le Système monstrueux contre lequel il s'élève aujourd'hui, **sans s'en rendre compte**, comme l'expliquent aujourd'hui ses défenseurs, quelle confiance pouvons-nous lui faire pour prendre des mesures qui engageront l'avenir de l'Empire et sur lesquelles reposent notre puissance ou notre effacement ? L'homme qui a gaspillé en quelques mois un capital de prestige et d'autorité tel que personne n'en avait eu avant lui en France, que peut-il faire en revenant au pouvoir, contesté, combattu, haï ? Pour le régime, la solution de Gaulle n'est qu'une manière de sauver les meubles. Mais pour nous, qui nous intéressons précisément à **l'agonie du régime**, c'est-à-dire au cadavre de la Quatrième République, ce n'est pas du tout un nouveau régime.

L'expression **l'agonie du régime** ne correspond donc à rien d'autre dans la presse qu'au vœu que le régime se survive à lui-même au moyen d'une opération renouvelée de celle de l'oiseau phénix. C'est d'ailleurs pourquoi cette expression est employée sans aucun affollement et l'agonie du régime évoquée comme un phénomène qui ne menace nullement les intérêts de personne.

(1ère Série, n° 44, juillet 1957).

La quatrième République au bord de la chute : ni le Système, ni De Gaulle

Comme nous l'avons répété sans cesse depuis 3 ans, c'est le régime seul qui nous fait perdre l'Algérie et l'Algérie ne peut être sauvée que par la chute du régime. Toutes les situations techniques sont possibles pour un régime fort, même celles qui font les plus larges concessions à une évolution qu'il est impossible d'ignorer. Mais toute solution quelle qu'elle soit, et la meilleure et la plus sage de toutes, la plus inespérée même, aboutira à la perte de l'Algérie si elle est mise en œuvre par le régime que nous avons.

*
**

Chacun répète : « Si c'était nous qui avons gouverné seuls... » Et ils ne voient pas que s'ils avaient gouverné seuls, il y aurait quand même à la base de leur régime l'exaltation de la dissidence et la légitimation de la trahison, la suprématie des idéologies sur l'intérêt national, le culte immonde de l'argent et de la publicité, la disparition de toute foi, de toute conscience, de tout sentiment du devoir, enfin chez tous l'avidité, l'égoïsme et l'envie soigneusement arrosée par tous les poisons intellectuels que le monde moderne distille avec amour et que la démocratie verse dans ses tisanes avec l'air important d'un infirmier. Qu'est-ce qu'ils auraient changé à tout cela s'ils avaient gouverné seuls ? Et qu'est-ce qu'ils auraient fait contre l'installation de l'armée politique moscoutaire sur notre sol et sur notre vie, et contre l'abdication de notre souveraineté nationale entre les mains des organismes collectifs qui aujourd'hui nous paralysent et nous menacent des foudres de carton dont notre sottise et notre lâcheté fait toute la puissance ? Quel parti, quel homme parmi eux est sans responsabilité dans ces capitulations essentielles. Et qu'est-ce qu'ils auraient fait pour que nous soyons libres ? Lesquels d'entre eux ont préparé ou seulement songé à préparer les mesures qui nous permettraient aujourd'hui d'être une nation ? Et lesquels d'entre eux ont osé dire que le résistantialisme qui a été au pouvoir depuis 1945 doit aujourd'hui porter le poids de cette faillite ?

Et nous, nationaux, qu'est-ce que nous apportons présentement ? Des principes, assurément. Des idées, peut-être. Mais comme solution ? aucune. Si la manifestation du 15 mars avait abouti à une vacance du pouvoir, ou si toute autre manifestation obtenait ce résultat, qui en serait le bénéficiaire ? Le général de Gaulle. Est-ce la solution que nous voulons ? Assurément non. Le général est un de ceux qui ont fait la cuisine et il est même le premier d'entre eux. Il a méconnu le caractère mortel des principes qu'il proclamait et qu'il incarnait. Il en dénonce les effets aujourd'hui parce qu'ils sont devenus évidents mais il n'a pas su les prévoir. Incapable d'analyser les effets des mesures qu'il prend, il remplacerait le régime actuel dont il est le père, par un régime aussi monstrueux et les effets en seraient bientôt les mêmes. S'étant montré inapte à profiter d'une autorité sans précédent dans notre histoire, il est assuré d'échouer dramatiquement dans une situation infiniment plus difficile. Il n'est pas homme d'État, il n'a pas su l'être. Il n'a plus le prestige qui a pu en imposer autrefois aux esprits abusés. Il ne représente plus que les intérêts qu'il

rassure, une faction qu'il incarne, un déni de justice que son accession au pouvoir ne ferait que proclamer et perpétuer. Son arrivée introduirait enfin un élément de division dans les forces dont dispose encore la nation parce qu'une partie d'entre elles préférerait assurément courir les chances d'une guerre civile ouverte plutôt que de servir sous un homme aussi méprisé que les politiciens qu'il a mis en place.

Une des tâches les plus urgentes de l'opposition est donc de répondre à l'interrogation : « Vous ne voulez plus du Système. Vous ne voulez pas de de Gaulle. Que proposez-vous donc ? »

La réponse n'est pas impossible, mais elle exige que nous fassions subir quelques retouches à des positions traditionnelles beaucoup trop répandues parmi nos camarades. Ce qui importe, ce n'est pas de donner pour modèle la structure du parti national-socialiste ou celle du parti fasciste, trop de gens ont perdu trop de temps à de pareilles tentatives. Ce n'est pas non plus de chercher un homme providentiel : nous avons vu assez d'homme providentiels depuis vingt-cinq ans pour ne pas avoir la curiosité de les voir se multiplier. Ce qui importe dans un régime, ce sont les principes, car ceux-ci commandent tout. La valeur des solutions qu'elles soient européennes, nationales ou africaines dépend des principes qui les animent, elles n'ont pas de valeur en elles-mêmes. Et le temps commence à venir où bien des gens d'origine différente sont prêts à s'accorder sur quelques principes simples et clairs. Ensuite, ce qui importe, ce sont les institutions. Car les mêmes hommes qui pourraient être de sages ministres et de bons administrateurs, s'ils agissaient dans les institutions raisonnables, sont condamnés à l'impuissance ou à la contradiction par les institutions folles que nous avons. Et là aussi beaucoup de gens sont prêts à revenir à des solutions sensées. Enfin viennent les hommes. Nous ne sommes pas si pauvres en hommes qu'on le dit : c'est la peur, la prévention, les phobies injustifiées, les pressions, les intrigues qui nous paralysent. Nous sommes atteints de pusillanimité intellectuelle. Nous sommes prosternés devant des idoles vermoulues que le moindre geste sacrilège mettrait en poudre : mais personne n'ose ce geste.

(1ère Série, n° 52, avril 1958).

Le coup de force gaulliste

Nous n'avons pas cessé pendant ces deux semaines de mettre en garde nos camarades contre toute action dont de Gaulle serait le véritable bénéficiaire. Nous avons dit pourquoi dans notre dernier numéro. De Gaulle ne peut pas abattre le Système, parce que de Gaulle, c'est le Système. Le règne des partis et l'exploitation de la France par une minorité de privilégiés ne sont pas des phénomènes nés du hasard. Ils ont pour origine le partage des dépouilles institué en 1944 : ce qu'on appelle le Système n'est qu'un ensemble de consortiums dont la fonction est de maintenir ce partage. C'est là l'essentiel, c'est là la cause et le moteur secret. Et toute malédiction du Système qui ne consent pas à aller jusqu'à cette cause profonde est pur bavardage qui ne va pas au-delà de la description. Dès lors, il est bien évident que de Gaulle rassure le Système et ne peut que le consolider et lui donner des bases nouvelles, lesquelles ne seront qu'un nouveau déguisement du même problème politique fondamental. Son nom seul garantit que rien d'essentiel ne sera changé.

L'écrasement par des méthodes révolutionnaires et marxistes d'une opposition nationale indispensable au pays mais pouvant un jour menacer la situation des « nantis », la consécration solennelle du civisme du parti communiste dont la pression a rendu finalement impossible le fonctionnement du régime, l'institution d'un mode de scrutin destiné à canaliser la volonté populaire au profit des groupes installés au pouvoir, enfin la reconnaissance de la légitimité de l'insubordination et la proclamation de la suprématie des idéologies sur l'intérêt national, ces quatre piliers du Système ont été les uns et les autres mis en place en 1945 par le général de Gaulle lui-même qui a été incapable de discerner à cette époque qu'il introduisait des causes de mort dans l'organisme politique. Quelle confiance le pays peut-il mettre en lui pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution ?

(1ère Série, n° 53, mai-juin 1958).

En marge du gaullisme : Garder la voiture, congédier le valet

Le problème politique français actuel est un problème **d'hommes** et non un problème de **doctrines**. Les doctrines dont nous souhaitons le triomphe ont en fait triomphé, en partie du

moins, devant le pays : nous souhaitions la stabilité, le pays s'est prononcé pour l'autorité ; nous souhaitions la stabilité, le pays s'est prononcé pour la stabilité ; nous ne voulions plus du Parlement, le pays a rejeté les parlementaires ; nous réclamions une politique d'action européenne et d'entente franco-allemande, le pays n'est pas opposé à cette politique ; en un mot, nous voulions un régime nouveau, et le pays a plébiscité un régime nouveau. Mais les **hommes** auxquels il a remis le soin de réaliser les vœux exprimés par son plébiscite l'ont trahi. Ils sont les mandataires, non pas du pays, mais des intérêts et des groupes qui, depuis trente ans, exploitent notre pays, l'intoxiquent, l'empoisonnent et en ont fait une nation malade, qui ne se soutient plus que par l'ostentation, le bavardage, le mensonge, enfin par tous les fards qu'on met aux joues des vieilles vedettes en ruine pour les produire à la lumière. Chargés d'instaurer un régime nouveau, ils ont fait de ce nouveau régime un masque, un cheval de bois illusoire dans le ventre duquel ils ont fait entrer tous les hommes que le pays entendait chasser. Les principes qui dirigent leur politique sont les mêmes qui ont introduit dans notre pays la sécession, la haine, les attentats et l'impuissance, et qui reproduisent aujourd'hui, moisson semblable et qu'on feint de ne pas reconnaître, dans ce que la France appelait jadis son empire, la même sécession, la même haine, les mêmes attentats et pour finir la même impuissance.

Le pays s'étant prononcé, le problème politique qui reste à régler en France aujourd'hui est uniquement un problème **d'hommes**. Ce problème a sa technique particulière. Il y a des moyens pour combattre les doctrines, il y en a d'autres pour changer les hommes. Il y a des instruments pour combattre les idées, il y en a d'autres pour une mise à l'écart des personnes.

Quelle est l'utilité d'une revue **politique** en ce qui concerne ce problème précis et unique ? Elle est nulle.

Allons même plus loin. Dans cette contradiction entre la **doctrine** et les **hommes**, une revue politique ne peut que s'empêtrer dans des **distinguo** et des byzantinismes qui conduisent au charabia sinon au mensonge. Car enfin, ce régime nouveau que nous avons réclamé et qui nous a apporté certaines satisfactions de principe ne peut pas être entièrement privé des avantages qui découlent de ces modifications elles-mêmes. Quand l'autorité est restaurée, quand le Parlement est **groggy**, quand le ministère ne change pas tous les trois mois, il doit en résulter un certain nombre d'avantages pour la nation, quels

que soient les hommes en place. C'est, du moins, ce que nous avons toujours soutenu jusqu'à présent. Alors, nierons-nous les conséquences de nos propres principes ? Pataugerons-nous dans la mauvaise foi que nous reprochons à nos adversaires ?

Mais, en même temps, parce que les **hommes** au pouvoir sont porteurs des miasmes de la décadence et de la mort, leur politique chargée d'idéologie anéantit tous les bienfaits qu'on pouvait attendre du redressement. Alors que le choix d'un régime stable et fort pouvait nous permettre de redresser une situation compromise, ils nous conduisent au désastre, sans y être acculés par des défaites ou des catastrophes, mais uniquement par entêtement doctrinal. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes au nom duquel notre empire s'abat comme un château de cartes n'a jamais existé que dans l'imagination des doctrinaires. En aucun temps et en aucun lieu du monde, et de notre temps moins que jamais, il n'a été un fait. Les nations se sont construites contre ce droit et la politique du Second Empire qui en avait fait un dogme a été la plus désastreuse de notre histoire. Portés au pouvoir pour réagir contre l'incohérence et l'impuissance, les hommes du régime actuel réussissent à perdre des terres françaises sans avoir enregistré aucune défaite et même ils les perdent sans combat.

Nous ne pouvons ignorer ces résultats : nous n'avons pas le droit de les cacher. Alors, approuvant le changement de régime **en soi** et le combattant dans ses effets, serons-nous comme la mère d'**Hamlet**, « riant d'un œil et pleurant de l'autre », parce que le nouveau régime qui est quand même meilleur que l'ancien à **certains égards**, est aussi détestable que lui à **d'autres points de vue** ? On ne peut pas crier à la fois « Vive le Roi, vive la Ligue ». Nous avons crié « Vive le Roi ». Si le roi n'est pas bon, ce n'est pas le Louvre qu'il faut attaquer : il y a d'autres choses à faire que de coiffer le bonnet des ligueurs. Le « bout de chemin » avec l'adversaire peut être une tactique pour les partis, ce n'est pas une solution qui satisfasse la logique et l'honnêteté. Puisque nous ne pouvons pas être **contre** le régime à cause de ce qu'il contient de notre doctrine et que nous ne voulons pas être **pour** les hommes à cause des intérêts et des principes qu'ils représentent, nous n'avons le choix qu'entre un palmarès nuancé de blâmes et d'éloges dont je ne me sens pas le courage d'entreprendre la rédaction et le refus de nous mêler de la sale cuisine qu'on présente aujourd'hui sous notre pavillon.

Que nous reste-t-il à faire ? Je ne crois pas qu'il soit complètement inutile que notre protestation continue à s'élever. Elle ne s'élève plus dans le désert. Le pays n'a peut-être pas tout-à-fait conscience du choix qu'il a fait : mais ce choix a été fait et il est chargé de conséquences. Nous voulons continuer à montrer même si elles sont inactuelles, les voies selon lesquelles peut se développer notre avenir. Nous croyons que la France doit défendre par la force les possessions sur lesquelles est planté son drapeau. Nous croyons que cette défense est un droit, qu'elle ne concerne que nous, et que nous devons rompre avec tous les organismes internationaux quels qu'ils soient, qui prétendent s'ériger en arbitre de nos affaires personnelles et nous imposer sous le nom de morale internationale des principes qui ne sont que des fantômes et qu'eux-mêmes ne respectent pas quand il s'agit de leur intérêt. Nous croyons que nous devons hâter de toutes nos forces la constitution d'une véritable communauté européenne, principalement en faisant concorder les intérêts de la France et de l'Allemagne et en écartant de la scène politique les hommes liés d'une manière ou de l'autre à des questions du passé. Nous croyons que nos nations trop faibles pour résister aujourd'hui aux pressions qui s'exercent sur elles peuvent retrouver un rôle historique et une indépendance véritable en devenant une seule nation européenne appuyée sur les ressources de l'Afrique. Nous croyons que la destinée naturelle de cette communauté européenne est d'être une **troisième force**, de se constituer comme telle, de se donner les moyens de l'être, et de reconstituer sa puissance par les avantages naturels que doit lui donner cette position. Nous croyons que par l'énergie et la volonté qui sont les principes que le référendum a approuvés et en éliminant les idéologies et les profiteurs de ces idéologies que le référendum a condamnés, nous pouvons sauver encore notre indépendance et notre avenir.

(2ème Série, n° 1, janvier 1960).

Gaullisme et communisme

Ne nous y trompons pas, c'est la fatalité gaulliste. Nous reverrons l'amalgame de 1944, parce qu'il est inscrit d'avance dans toute entreprise qui porte cette signature. « Le général de Gaulle n'est pas le général Franco, c'est le général Miaja ». J'écrivais cette phrase dans l'**ABC** du 15 ou du 18 mai 1958, qui m'avait imprudemment demandé mon avis. Le général

Miaja était, on s'en souvient, le généralissime des « rouges » qu'une fraction du **Frente Popolare** voulait mettre au pouvoir. De Gaulle n'échappera pas à cette fatalité parce que sa maxime actuelle est **rester à n'importe quel prix**, comme en 1944, sa maxime était : **arriver à n'importe quel prix**. On paie toujours le prix fort dans ce cas-là. Il sera le prisonnier de ses défenseurs. Il cèdera tout. Avec la seule précaution habituelle des assurances verbales, des affirmations solennelles aussitôt démenties par les faits, enfin de tout ce **conditionnement** de l'opinion et surtout de l'armée, dont nous avons l'habitude.

(2ème Série, n° 18, décembre 1961).

*

**

Le régime gaulliste a habitué l'opinion à une forme de gouvernement autoritaire et dissipé les préventions générales contre les régimes d'autorité ; il a aidé à discréditer la démocratie, le système parlementaire et les partis et qu'il a fait de la démocratie parlementaire un type de régime dépassé et impopulaire ; il a réagi (bien qu'avec maladresse) contre la condition d'Etat satellite que la politique américaine attribuait trop souvent aux Etats d'Europe occidentale et qu'il a affirmé (au moins verbalement) la nécessité d'une Europe indépendante entre Washington et Moscou ; qu'il a fait de l'entente franco-allemande une politique officielle ; qu'en faisant tout cela le régime gaulliste a appliqué, en partie, une politique que nous proclamons depuis dix ans et qu'en ce sens il a servi au progrès de nos idées.

S'il est juste de rappeler ces faits, il ne faut pas oublier de rappeler **en même temps** que le régime gaulliste représente des principes qui sont exactement le contraire de ceux que nous désirons voir triompher.

1° Le gaullisme représente le triomphe de la dissidence et de la rébellion, les déclare la base de la légitimité politique et se réclame de l'obligation de préférer une idéologie et une faction à la discipline nationale.

2° Le gaullisme s'identifie à la politique d'écrasement des qualités viriles et chevaleresques, l'énergie, la discipline, la loyauté, il s'est constamment associé et il s'associe encore à la campagne systématique de calomnie et de haine menée contre elles.

3° Le gaullisme s'est donné pour ligne de conduite depuis cinq ans un antiracisme systématique qui a eu pour résultat de détruire les positions stratégiques des Européens en Afrique et de permettre aux forces d'infiltration communiste de tenter une manœuvre d'encerclement des positions européennes.

4° Le gaullisme est en France le régime du grand capitalisme international, des banques juives, des affairistes, des coalitions d'intérêts installées en 1945, il est en réalité l'étiquette sous laquelle manœuvre un gang économique et financier qui cherche tout autre chose que de servir des intérêts nationaux.

5° L'expérience nous a appris que les armes habituelles du gaullisme étaient le mensonge, la ruse, la dissimulation ; qu'on ne peut se fier à aucune de ses déclarations officielles ; que la vanité et la suffisance sont les seules inspirations d'une politique qui n'a pas pour objet l'indépendance de l'Europe, mais les rancunes ou les satisfactions personnelles d'un homme désireux d'être compté parmi les hommes d'Etat qui conduisent le monde.

Nous demandons à nos camarades étrangers de ne pas perdre de vues ces considérations lorsqu'ils parlent du régime gaulliste.

(2ème Série, n° 39, février 1964).

*
**

L'événement qui paraît le plus important, en réalité, est la disparition ou, du moins, l'impuissance actuelle de l'OAS. Ce fait nouveau élimine la possibilité de l'incident majeur qui ouvrirait à l'opposition une chance nouvelle. Il ne reste plus que l'hypothèse d'une initiative isolée, qui demeure toujours possible, mais qu'on ne peut pas faire entrer dans des calculs.

La circonstance fortuite sur laquelle la presse d'opposition semble beaucoup compter relève du même coup de roulette. On a eu trop souvent l'impression que des commentaires pessimistes dans le domaine médical servaient à remplacer les opérations qu'on n'a plus les moyens de monter. Ce transfert n'est pas rassurant. L'activisme qui consiste à commenter les bulletins de santé cesse d'être un facteur politique.

Ce constat de carence de l'OAS — qui ne touche ni le courage ni la persévérance de ceux qui combattent, mais qui

enregistre la faiblesse de leurs moyens — prive l'opposition de toute perspective de changement rapide qui ne serait pas un don du ciel.

Cette rupture du dispositif de chances donne plus d'importance à l'élection présidentielle : mais, à la vérité, elle lui en donne peu. Il est clair que, pour tout le monde, l'élection présidentielle n'apparaît comme un tournant capital que si le titulaire de la place ne se représente pas. Là encore, l'opposition s'en tient, en général, à la politique du bulletin de santé.

Il est d'autres modes d'action que l'action électorale. Le transfert de la bataille sur le plan électoral n'est qu'un élément épisodique.

Nous devons prendre garde que l'élection présidentielle ne devienne pas en fait un dérivatif, une abdication accueillie avec un lâche soulagement, qu'elle ne soit pas un prétexte commode pour renoncer au combat sur d'autres modes et sur d'autres fronts. L'élection présidentielle n'est pas un armistice. Beaucoup d'observateurs continuent à penser qu'une solution de collapsus reste encore un élément très important de la situation politique.

(2ème Série, n° 42, juin 1964).

*
**

Etre ou ne pas être

La composition politique de l'opposition nationale est connue dans ses grands traits. Elle comprend des hommes qui, frappés directement ou indirectement par la politique gaulliste depuis 1945, en rejettent les principes, les méthodes, les hommes ; d'autres qui se trouvent en guerre avec le régime depuis 1958 parce qu'il ont découvert, à l'occasion de l'abandon de l'Algérie, les mensonges, la perfidie, l'opportunisme impudent et la bassesse des hommes qu'ils avaient admirés ou acceptés jusqu'à présent ; d'autres enfin qui, ayant résisté au lavage de cerveaux utilisé à l'échelle nationale depuis 1945, refusent de se laisser plumer au nom d'un prestige qui ne leur en impose pas et rejettent le carcan d'une dictature sournoise fondée sur une gigantesque opération publicitaire.

Or, qu'a-t-on dit à ce public ? On lui a vendu le *libéralisme*. C'est au moins une source de confusion. Tixier-Vi-

gnancour est sans doute personnellement libéral, mais le moins qu'on puisse dire c'est que les gens qui ont voté pour lui ne sont certainement pas prêts à se faire tuer sur les barricades pour la république de Jules Grévy. C'était en outre, une erreur tactique. Sous prétexte de *n'effaroucher personne*, on altère le contenu réel de l'opposition, ce qui est toujours une erreur, et on va coucher dans le lit du voisin, le centriste. Naturellement, le centriste se réveille un beau jour, sous le nom de Pinay, de Lecanuet, ou sous *n'importe quel autre nom*, et il vend la même marchandise avec une enseigne qui inspire plus de confiance. A ce moment-là, qui peut empêcher les sympathisants de Tixier-Vignancourt de voter pour Lecanuet ? C'est le même achalandage avec plus de tirant d'eau. Il y avait un « comité Tixier-Vignancourt ». On se demande comment personne dans ce comité n'a pris la parole pour *démontrer* qu'il y aurait *nécessairement* un candidat centriste et qu'on se casserait la figure deux fois, une fois en n'ayant pas un programme spécifique, une autre fois en risquant l'hémorragie des voix, puisqu'on n'offrait rien que la maison d'en face n'offrit aussi.

On voit bien l'explication de cette erreur. Personne n'a eu le courage de répéter à Tixier-Vignancourt qu'il ne *pouvait pas* avoir plus de deux millions de voix. Le succès de la campagne, les applaudissements, l'enthousiasme des partisans ont crevé toutes les digues. Et on a choisi le langage banal et facile qu'il faut parler en effet à cinq ou six millions d'imbéciles sans voir le danger présent et à venir de cette opération.

Or il est bien évident qu'en présence des résultats obtenus, on ne peut choisir pour continuer que l'abandon pur et simple ou le combat avec nos armes et non pas avec la quincaillerie décrochée au bazar d'à côté. On peut jeter l'éponge et constater qu'avec un million de voix et une loi électorale constamment malhonnête, nous n'aurons jamais ni députés ni sénateurs ni maroquins, ni aucune variété de fromage. Pour ceux qui regardent la politique comme le siège de la citadelle appelée garde-manger, tout est dit. Cette conclusion est peut-être une erreur, nous y reviendrons un peu plus loin. Mais enfin on peut la formuler sous le choc et se laisser aller à un mouvement de dégoût. Mais pour ceux qui refusent l'abandon et qui ne sont pas obsédés par l'image des DS ministérielles, il est clair que le moment est venu, non seulement d'aller à la bataille comme l'opposition y est

allée pour la première fois, mais encore d'y aller sans masque, sans Carnaval démocratique et en disant ce que nous sommes et ce que nous voulons. Il est indispensable que l'opposition dise *pourquoi* elle est opposée au régime : car si la bonne volonté n'est pas une position politique, la mauvaise humeur n'est pas non plus une idéologie. Ceux qui repousse le gaullisme par fidélité aux institutions et à l'esprit de la République se rassembleront devant d'autres estrades que les nôtres. Si nous voulons garder un public, il faut lui dire pourquoi nous nous refusons.

Il n'est pas difficile de l'expliquer aux hommes que j'énumérerai plus haut. Il n'est même pas indispensable de se barder le ventre de toute la ferblanterie d'un programme. Il est clair que c'est essentiellement pour des raisons *morales* qu'un certain nombre de Français avec lesquels nous nous sentons d'accord, sont les opposants du régime actuel. La propreté, la loyauté, la discipline sont les vitamines dont la France manque à l'heure actuelle. Il est plus important de les lui injecter que de lui expliquer la carrosserie et le système de chauffage du char de l'Etat pour le prochain Salon. Mais il faut appeler les choses par leur nom et donner nous-mêmes l'exemple de cette loyauté que nous demandons aux autres.

Il est clair que l'imposture et la ruse sont élevées présentement à la hauteur d'une institution d'Etat. Mais ce n'est pas seulement cela que nous devons dire. Le présent régime est dès l'origine imposture, parce qu'il a sa source dans un acte d'insubordination qui est un crime contre la patrie, quelles que soient les circonstances. Il a fondé son pouvoir sur une série d'actions, toutes empreintes de cette imposture, condamnations, spoliations, voies de fait, installation de force et sans droit dans les postes qui contrôlent la puissance de l'Etat, lesquelles lui donnent un caractère fondamental d'illégitimité et qui contenaient en elles le germe de tous ses actes futurs. Si le peuple français a été trompé en 1958, c'est parce qu'il avait été trompé en 1945. Si la ruse, l'hypocrisie, la fraude, la police politique sont aujourd'hui ses principaux instruments, c'est parce qu'ils ont accompagné depuis le commencement son installation au pouvoir. Si la puissance appartient aujourd'hui à une *maffia*, c'est parce que la *maffia* existait déjà au départ, qu'elle est inséparable du régime actuel, qu'elle est ce régime même : et que l'honnêteté, le respect de la discipline, le sens civi-

que ne seront restaurés en France que lorsqu'elle aura disparu.

En outre, il y a des profiteurs du régime au cœur de cette *maffia*. Il y a une catégorie d'hommes au profit de qui se font toutes les opérations fructueuses que nous voyons éclore et se balancer harmonieusement au soleil de la prospérité depuis vingt ans : ce sont les affairistes juifs. Je ne dis pas tous les Juifs, parmi lesquels il y a bon nombre d'êtres inoffensifs ou de spécialistes consciencieux. Il est symptomatique que cette citoyenneté privilégiée qui existe en France et que chacun peut constater ait été entièrement passée sous silence dans la campagne que nous avons vue. L'anti-racisme est aujourd'hui un des périls politiques et moraux qui menacent le monde moderne et particulièrement notre pays. Il repose sur le même système de mensonge, de lavage de cerveau, d'énorme appareil publicitaire par lequel le régime se soutient et s'impose. Il est aujourd'hui un des outils de propagande préférés de l'intoxication communiste et aussi de l'abrutissement démocratique.

Je ne vois pas non plus pourquoi il faudrait montrer dans le domaine social autant de timidité qu'il y en a eu dans les positions généralement adoptées. Les électeurs de Tixier-Vignancourt ne sont liés par leur origine à aucun des groupes de profiteurs. Ils n'ont pas intérêt au maintien des scandaleuses inégalités sociales dont nous voyons le spectacle tous les jours. Il est excellent de dénoncer tous les truquages du budget et la mauvaise répartition des revenus de l'Etat. Il ne serait pas mauvais non plus de dénoncer la mauvaise répartition des revenus de la nation. Rien ne nous empêche d'accepter et de reprendre un certain nombre de revendications syndicales quand elles ne sont pas contraires à l'intérêt national. Ni surtout d'aller plus loin que les professionnels du syndicalisme qui depuis cinq ans font faire des marches de boy-scout à la classe ouvrière en prenant bien soin de ne pas piétiner les plates-bandes. Le radicalisme politique peut s'accompagner d'un radicalisme social parce qu'il n'est lié par définition à aucun système d'intérêts en place. Il peut réclamer des confiscations, des actions autoritaires, des répressions judiciaires énergiques de la fraude et des revenus a-sociaux, des examens rigoureux des fortunes, champignons qui ont pour origine des activités parasites ou suspectes, la surveillance de tous les revenus qui ne proviennent pas d'un travail probe et connu.

Mais nous devons accepter dès maintenant les conditions de cette efficacité tactique. Dans la débâcle de l'UNR, nous devons *choisir*. Quelle que soit l'ampleur de l'acte d'accusation qu'on puisse dresser contre les *inconditionnels*, les partisans d'un régime fort et stable, les hommes qui ne se résignent pas aux dangers et aux perspectives d'un nouveau Front Populaire ne peuvent rien contre eux, ni même sans eux. Nous devons nous pénétrer de cette vérité première. La France boulangiste, antidreyfusarde, nationaliste, maurassienne, autoritaire est aujourd'hui coincée dans un angle de ring et réduite à l'impuissance si elle ne trouve pas moyen de sortir de ce trou ; mais, en même temps que se produisait cette élimination politique de l'opposition antirépublicaine, la France prouvait avec éclat qu'elle est volontiers boulangiste, nationaliste, maurassienne, autoritaire et qu'elle se passe très bien des sacro-saintes institutions républicaines. Il serait paradoxal que, dans l'avenir, nous refusions une savonnette à des hommes qui sont certes, élaboussés par la boue, le sang, le mensonge, l'imposture du régime qu'ils ont servi, mais qui n'en pensent pas moins comme nous sur beaucoup de points.

(2ème Série, n° 55, février-mars 1966).

*
**

La caractéristique de la pensée nationale me paraît être qu'elle se représente la nation elle-même comme une sorte d'organisme vivant. Elle raisonne donc en fonction de la santé de cet organisme. Elle recommande certaines mesures comme une médecine salubre, elle en élimine d'autres parce qu'elle les trouve contraires à la santé nationale. De toute manière, elle croit à une médecine naturelle, on pourrait presque dire à une médecine vétérinaire des nations. Au contraire, la pensée de gauche se détermine en termes idéologiques. Elle légifère par principes, elle applique ou tente d'appliquer, quelles que soient les conséquences, des notions abstraites, dont le *règne* lui paraît indispensable, telles que l'égalité, la justice, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc... Elle est prête à sacrifier l'intérêt national à ces principes. Elle oppose en somme une conception métaphysique et humanitaire de la politique à une conception vétérinaire et tout pratique.

Cette option fondamentale en ce qui concerne la manière de poser les problèmes nationaux me paraît reposer sur une autre opposition plus générale, plus vaste et de nature morale. Il me semble qu'il y a en effet un tempérament de Droite et un tempérament de Gauche.

L'essentiel de la mentalité de Droite consiste à croire, dans la conduite privée aussi bien que dans la conduite nationale, qu'il y a un train naturel des choses que l'homme ne peut falsifier sans péril. Ce sentiment ne préjuge pas de la bonté originelle de l'homme ou du contraire. C'est simplement une attitude de morale pratique. Respecter la nature des choses, c'est croire qu'il y a des lois naturelles et, pour ainsi dire, biologiques des sociétés que l'on ne peut transgresser, c'est croire à la croissance naturelle des choses, à leur organisation naturelle et, pour ainsi dire, animale, par exemple autour de la famille, à la vertu de qualités fondamentales telles que le travail, le courage, l'énergie, la fidélité. En somme, ce qui me semble la tendance naturelle de la Droite, c'est de demander à chacun de faire son métier d'homme et de le faire bien sans s'interroger sur la valeur transcendente des tâches qui lui sont proposées. Bien faire son métier d'homme, comme disait Montaigne, le faire avec bon sens non seulement pour soi-même mais pour les siens, pour son pays, pour l'intérêt général.

Etre de Droite, au fond, n'est donc pas une option politique mais une affaire de structure mentale. C'est ce qui explique la diversité des hommes de Droite je veux dire la diversité des types humains auxquels on aboutit. Le parachutiste est l'homme qui fait bien son métier d'homme. Il le fait bien à la manière du guerrier parce que l'énergie, le courage physique, la discipline lui paraissent des qualités naturelles de l'homme : il le fait bien au sens où l'on employait autrefois cette expression quand on disait avoir « bien fait » à la bataille. Le père de famille qui croit à la vertu de l'économie, de la patience, à la solidité des longues implantations, à la puissance de l'union dans la famille, celui-là aussi croit à des forces naturelles et, pour ainsi dire végétales et il est un homme de Droite aussi profondément que l'autre en faisant porter le poids de sa vie sur des qualités fondamentales différentes. En politique, ce bon sens de la Droite l'amène à un objectif fondamental qui est un objectif de pasteur et de fondateur de peuples, pour ainsi dire, un objectif qui n'est pas différent de celui de Moïse ou

de Brigham Young, maintenir le troupeau fondamental, la race, la *gens*, la nation, c'est-à-dire assurer sa survie au milieu des autres races et des autres nations, et aussi la survie de ses manières de vivre, des traditions auxquelles elle est attachée, de sa culture, en un mot de son indépendance à la fois sur le plan politique et sur le plan spirituel.

Je crois pour ma part qu'un des malheurs de cette Droite consciente dont toutes les réactions profondes reposent sur une vérité accessible à tous et qui devrait lui valoir une large audience, c'est qu'elle a constamment brisé ses chances politiques par un choix incurablement sentimental qui l'amène à prendre constamment des positions historiquement et moralement justes mais régulièrement impopulaires. Nous voyons en effet la Droite consciente se définir en général d'après des événements et par des positions dont on ne peut nier la générosité et la noblesse mais qui ont à chaque fois diminué son audience. Après 1830, cette Droite se définit par son attachement à la monarchie légitime qui lui fait perdre contact avec la masse de la bourgeoisie attachée au style du régime de juillet. Après 1870, elle préfère la monarchie à la république : elle est sur le point de gagner la bataille mais enfin, elle la perd. Sous la troisième république, elle joue l'idée de revanche sans s'apercevoir d'ailleurs que cette idée de revanche est une idée parfaitement jacobine qui est contraire à l'essence même et à la tradition de la Droite.

Les erreurs de la droite, qui viennent soit de ses positions historiques soit de ses choix intellectuels, ont pour résultat qu'elle a donné une idée très fautive d'elle-même. Non seulement chez ses adversaires mais dans une grande partie de l'opinion prévaut une présentation caricaturale de la Droite qui se définit par un certain nombre d'interprétations arbitraires mais auxquelles il est certain qu'elle a prêté le flanc. La Droite est accusée de caporalisme ; il est entendu qu'elle exige l'obéissance des citoyens aux mesures les plus absurdes et une obéissance sans réplique, le doigt sur la couture du pantalon. La Droite est accusée d'une perpétuelle connivence avec les puissances d'argent : beaucoup de gens s'imaginent qu'elle est leur agent et leur instrument sur le plan politique. La Droite est supposée détester toutes les formes de la liberté et s'attacher à réduire la liberté de toutes les manières. La Droite est assimilée au militarisme sous sa forme la plus intransigeante, il est entendu

qu'il n'y a pas de sacrifices qu'elle ne soit prête à cautionner à partir du moment où on les baptise du nom de crédit militaire. Enfin, il est bien connu aussi qu'elle est en toutes circonstances du côté de l'Eglise en vertu de la fameuse alliance du sabre et du goupillon. Il est inutile d'expliquer longuement à nos lecteurs que ce sont là autant de déformations tendancieuses et systématiquement hostiles ou de pures et simples contre-vérités. Le respect de la discipline qui est une qualité fondamentale dans une nation n'aboutit pas nécessairement au caporalisme. Ce sont les partis de Gauche qui sont aujourd'hui l'instrument d'élection de la ploutocratie, au contraire, la Droite ne peut se développer qu'aux dépens de son pouvoir. La liberté et la tolérance si ouvertement bafouées par les régimes démocratiques que nous connaissons peuvent être assurées dans ce qu'elles ont d'essentiel dans des régimes de type tout différent. L'armée n'est pas l'unique incarnation de la force et de l'indépendance, il y en a d'autres tout aussi importantes et l'expérience des dernières années nous a suffisamment convaincus qu'une nation n'est pas représentée par ses généraux. Enfin, le respect du christianisme en tant qu'élément essentiel de la culture d'Occident ne nous empêche pas de voir qu'il peut y avoir une politique de l'Eglise avec laquelle la politique de l'Etat ne coïncide pas nécessairement. Mais, si les adversaires de la Droite ont réussi à vendre cette présentation erronée de celle-ci à un large public, n'est-ce pas en partie la Droite qui en est responsable ? Le monde a changé profondément depuis cinquante ans. La Droite s'est-elle renouvelée en fonction du monde moderne ? C'est ce qu'on peut se demander. Si elle l'a fait, en tout cas, elle ne l'a pas dit assez fort.

(2ème Série, n° 58, janvier 1967)

Ne comptons que sur nous : Les « modérés »

Le slogan du « moins mauvais » est le slogan avec lequel on paralyse depuis dix ans la volonté de redressement national dans ce pays. Le moins mauvais s'appelait M. R. P. en 1946, il était le gaulliste en 1950, il était l'indépendant en 1954. Qu'a-t-il fait ? Rien. Si, il a obtenu un résultat : il a empêché que la volonté d'opposition au régime fût jamais représentée devant d'opinion. Il a obtenu régulièrement, à tout coup, par notre faute, l'abdication des candidats d'opposition nationale. Il y a dix ans que nous votons, malgré nous, pour

les hommes du régime, en vertu de raisonnements auxquels nous nous laissons prendre à tous les coups.

Qu'est-ce que nous avons obtenu de cette abdication ? Rien, exactement rien. La loi d'amnistie est incomplète et inefficace. Elle n'a pas frappé le déni de justice à sa racine même. La condamnation portée contre une partie de la nation reste entière, elle n'est qu'atténuée dans ses effets. L'amnistie administrative a été refusée, le reclassement national des hommes frappés par les jurys communistes de 1945 est encore soumis à l'arbitraire des professionnels de la résistance. L'apaisement national promis par les candidats de 1951 n'a été réalisé par aucune mesure radicale. Il en est de même de la lutte anticommuniste qui avait été leur seconde promesse. Les hommes du régime ont peur du communisme, mais ils n'entreprennent rien contre lui. L'arrestation de Duclos a été sans lendemain. La trahison systématique n'a jamais été sanctionnée. La dissolution du parti communiste n'a même pas été envisagée : les hommes qui ont demandé et obtenu les bulletins de l'opposition nationale supportent sans sourciller qu'une partie de la classe ouvrière française soit transformée en un instrument de la politique soviétique.

(1ère Série, n° 23, avril 1955).

SURVOL DE L'HEMISPHERE CAPITALISTE

Le communisme

A l'occasion de chaque problème important qui se pose dans le monde occidental, par on ne sait quel maléfice, les dirigeants politiques, intellectuels et économiques du monde occidental les plus nettement anti-communistes, prennent des positions telles qu'elles ne sauraient être que favorables à la poursuite de la politique d'expansionnisme soviétique.

On a pu dire que le monde occidental se trouvait en face du Communisme comme l'oiseau en face du serpent.

Il n'est pas nécessaire que le serpent s'agite beaucoup pour vaincre. Il n'est pas nécessaire qu'il attaque. Il suffit au serpent de **savoir ce qu'il veut** et d'avoir en lui-même, l'extériorisant par ses yeux, une puissance telle que l'oiseau soit réduit à l'impuissance : mieux, que, fasciné, il s'avance lui-même et s'engage dans la gueule du serpent qui n'a plus qu'à l'engloutir.

Ainsi le problème de la connaissance du Communisme, de sa force idéologique et matérielle, de ses buts, des moyens qui lui sont familiers pour les atteindre, est-il le problème essentiel du moment.

S'il est des hommes qui considèrent le triomphe éventuel du Communisme comme le plus grave danger qui ait jamais menacé l'humanité, ils doivent prendre conscience de ce danger, de son immense puissance, des formes multiples de cette puissance, et doivent envisager de la combattre.

Pour cela il faut que le monde occidental cesse de jouer le rôle de l'oiseau devant le serpent.

Il faut que les hommes qui ont ou auront la responsabilité de diriger les Nations qui ne sont pas Communistes, sachent qu'on ne peut pas lutter efficacement contre le Communisme en le suivant toujours sur le terrain où il lui plait de se placer, qu'on ne peut pas lutter efficacement contre le Communisme en lui offrant toutes les possibilités de propagande et d'action, à l'intérieur des pays mêmes qu'il veut conquérir.

Il faut avoir une ligne de conduite aussi ferme que celle du Communisme. Ce qui n'empêche pas de parler avec les dirigeants Communistes, de discuter avec eux, et de signer même avec eux des compromis provisoire, mais des compromis qui n'aboutirait pas toujours inévitablement à la victoire du Communisme.

(1ère Série, n° 9, décembre 1953).

L'amitié américaine

L'alliance américaine doit être maintenue parce qu'elle est nécessaire. Mais nous devons savoir qu'elle est à certains égards une alliance contre nature. Les Etats-Unis ne sont pas **dangereux** pour nous comme l'est l'U. R. S. S. Mais leur idéologie n'est pas moins nocive à la longue pour nous et pour l'Europe que le marxisme lui-même, il est nécessaire de le dire, car les bons comptes font les bons amis. L'avenir de l'Europe est dans une voie qui rejette aussi bien l'idéologie mercantile américaine que l'idéologie marxiste. C'est pour cette raison que nous avons besoin d'avoir une politique méditerranéenne et non pas parce que les factures de notre pétrole sont trop lourdes. C'est diminuer la présentation de toute notre politique, c'est la rapetisser aux dimensions d'un marchandage que de l'expliquer par des conditions économiques. Dans l'immediat, la politique méditerranéenne de la France doit consister à maintenir une présence française et par conséquent européenne dans le bassin méditerranéen. Cette politique conjecturale n'est elle-même qu'une conséquence de la politique de l'indépendance de l'Europe entre les deux blocs qui devrait commander toutes nos options. Cette indépendance ne peut être complète que si l'idéologie de l'un et de l'autre bloc sont également récusées. Une alliance militaire est une chose, c'est une chose de fait qui dépend des circonstances et que seules des conséquences nouvelles peuvent modifier. Mais on peut être fidèle à une alliance sans qu'elle devienne un alignement.

(2ème Série, n° 88, mars 1970).

Faiblesse des Démocraties

Parce qu'une escouade de savants russes a lancé un objet rond à trois cents kilomètres trois mois avant qu'une escouade de savants américains ait réussi à le faire, voilà la danse de Saint-Guy qui s'empare de l'espèce humaine. L'affolement ou la joie hystérique s'emparent de chaque moitié de

l'humanité comme une hypnose collective. Quelle puissance que l'imagination, quelle force inconnue et effrayante ! Or, qu'y-a-t-il au fond des faits ? Une avance technique de six mois qui représente douze mois de danger politique.

La faiblesse des démocraties est dans leurs nerfs et dans leur régime. La fausse liberté qu'elles assurent aux peuples, elles la font payer un prix exorbitant. Rien n'est changé en vérité à la puissance industrielle des Etats-Unis: Leur production reste aussi formidable, leur supériorité sur la Russie est aussi éclatante, leurs bases sont aussi proches tandis que celles de la Russie restent lointaines. Mais une fois de plus, les démocraties ont montré dans la guerre des nerfs leur effrayante infériorité. Sur ce plan, elles ne savent ni prévoir ni se défendre. Et cette infériorité est d'autant plus grave que l'apparition des armes monstrueuses des temps modernes prouve chaque jour davantage que les guerres classiques, les guerres de destruction par le feu n'ont plus d'autre fonction, si elles en ont une, que d'être le dénouement brutal et apocalyptique des guerres psychologiques. Et c'est en cela que l'Occident a subi une défaite, et comme d'habitude, non pas l'événement lui-même qui n'est rien, mais par son effroi devant l'événement qui est tout.

La guerre a toujours consisté à occuper le territoire de l'adversaire et les armes, qu'elles soient des arbalètes, des obus ou des bombes à hydrogène, ne sont que des moyens pour briser les murailles que la victime oppose à l'agression. Or, dans le monde moderne, — et c'est là où est la découverte des états-majors communistes — on peut occuper une nation en s'emparant non des villes mais des volontés : on peut se rendre maître d'une nation en paralysant ses volontés, en les stupéfiant et en les décourageant, et en permettant ainsi à une minorité résolue de mettre la main sur des pays tout entiers, par une opération interne qui peut être aussi bien un renversement des alliances qu'un coup de force, ou une manœuvre d'intimidation. Or ces offensives politiques qui sont les victoires et les défaites des guerres modernes sont d'autant plus irrésistibles que les armes qu'on découvre chaque année sont plus meurtrières : car s'il était concevable, il y a dix ans encore, que les Etats-Unis fassent la guerre pour renverser une situation de fait créée quelque part par un putsch communiste ou para-communiste, une telle intervention est désormais impossible en raison des dangers immenses auxquels elle exposerait les Etats-Unis eux-mêmes, elle n'est plus, il faut bien s'en persuader, qu'une menace purement verbale. L'appari-

tion de l'arme absolue donne donc une valeur plus grande qu'elle n'en eut jamais à l'existence des formations communistes ou crypto-communistes, arme exclusivement soviétique à laquelle les démocraties n'ont rien qui corresponde.

(1ère Série, n° 47, Novembre 1957)

Deux mots et la même vie

A mesure que les années passent, les peuples d'Europe prennent conscience de la profondeur de la défaite subie en 1945 par **toutes** les nations d'Europe, vérité que bien des gens avaient discernée, en France du moins, à cette époque. Les distances s'accusent, les retards s'accroissent, les chiffres, les faits, les performances ont soudain une éloquence terrifiante. Ce n'est pas nous qui allons sur la lune, ce n'est pas nous qui lançons au-dessus des Océans des armes terrifiantes, ce n'est pas nous qui détenons les foudres de la mort et le pouvoir terrible d'affronter les secrets. Alors, qu'est-ce que nous sommes, sinon des peuples protégés ? Nous avons l'indifférence des faibles. Nous sommes l'Empire de Chine du XXème siècle et nous écoutons poliment les missionnaires des Christs modernes prêcher l'Évangile de leur civilisation.

A quoi sert notre politique ? A quoi servent les bavardages des esclaves ? Les journaux me tombent des mains. Tout est mensonge. La victoire était un mensonge. La paix était un mensonge. La lutte pour l'humanité était un mensonge. Il n'y avait de vrai que le triomphe des juifs et des manieurs d'argent. Le juif vainqueur était sanguinaire, l'argent vainqueur est bête. Nous écoutons la messe, tous les jours sous le signe d'une sainte Trinité qui est celle du Mensonge, de la Bêtise et de la Férocité : nous avons même la chance qu'elle soit incarnée.

Et pourtant rien n'est plus capital que les tâches dramatiques qui sont imposées à notre génération et rien n'est plus essentiel que de les faire comprendre à l'opinion. Nous sommes les derniers défenseurs de ce qu'il y a de plus précieux au monde, la liberté et une certaine manière humaine de vivre. Autour de nous, deux blocs gigantesques se rapprochent insensiblement dans la nuit et l'un et l'autre sont deux formes, semblables au fond, de l'asservissement et de l'abrutissement.

Que l'exploitation de l'homme se fasse comme aux Etats-Unis au profit du capital, ou qu'elle se fasse comme en Union Soviétique au profit de l'Etat, que l'homme ne soit plus qu'une bille projetée d'un trou à l'autre du billard automatique de la bureaucratie d'un grand trust ou de la bureaucratie d'un office gouvernemental, il n'en est pas moins sûr que la rationalisation de la production et la loi implacable de la concurrence ont créé aux Etats-Unis comme en URSS une effroyable forme d'existence mécanique qui est le contraire même de notre conception européenne de la vie. Les contraintes naissent aux Etats-Unis de la combinaison du besoin effréné de gagner de l'argent avec l'obligation de se conformer à un certain mode de vie auquel nul n'a la force d'échapper : elles naissent de même en Union Soviétique de l'obligation légale de travailler à une certaine place et dans certaines conditions imposées par l'Etat, combinée avec l'obligation de se conformer au mode de penser décrété par le Parti. Mais tout cela, dans un cas comme dans l'autre, revient à être condamné à répéter pendant toute sa vie le même geste mécanique, spécialisé, comme on dit, dans le même milieu conçu pour le **rendement optimum**, et à trouver en rentrant chez soi, à la même heure chaque jour et par le même métro, la même dose de distraction conventionnelle et de refrains préfabriqués. Ces files d'hommes implacablement canalisées dans l'un et l'autre cas comme un fluide, comme une série d'ergs ou de watts dont l'addition constitue le **potentiel de travail** de la nation, dont aucune goutte ne doit être distraite et qui tous contribuent à la **statistique de la production**, cette fourmilière condamnée aux travaux forcés, sans un instant de répit, sans une autre perspective de relâche, car toute relâche signifie crise, défaite, écroulement, cataclysme, cela comporte pour l'humanité un tableau plus effrayant que celui des chapelets d'esclaves que les Pharaons employaient pour construire leurs pyramides et c'est vers cet avenir que nous marchons implacablement.

Les fameux loisirs par lesquels la civilisation américaine comme la civilisation communiste essaient d'excuser la vie inhumaine de leurs peuples, ne sont un enrichissement culturel qu'en apparence. Sous la forme de la publicité et sous la forme de la propagande, ils relèvent en réalité de la technique du **lavage des cerveaux**. Certes l'Américain abruti par la publicité, les informations sportives et l'excitation sexuelle à vide et le Soviétique abruti par le catéchisme marxiste et l'explication marxiste de toute chose depuis la reproduction des

papillons jusqu'à la manière de faire l'amour, il n'y a finalement aucune différence, car les uns et les autres ne sont plus que des cerveaux parfaitement nettoyés dans lesquels on répand une **pensée conditionnée** constituée, comme la nourriture, des poulets à l'engrais, des divers produits chimiques qui dosent le conformisme et la distraction inoffensive. L'humanité, dans les deux cas, est domestiquée, échantillonnée, standardisée. Nettoyée à grande eau, la cervelle de l'Américain n'est plus que celle d'un **consommateur** et la cervelle du soviétique n'est plus que celle d'un **récepteur**. Leur vie, leur précieuse vie, leur vie privée et unique, leur âme leur échappent. Les uns gagnent de l'argent, boivent, dorment, achètent, les autres sont un rouage, boivent, dorment, obéissent : tous ne sont plus qu'une pièce d'un énorme mécanisme, et c'est ce que nous deviendrons insensiblement nous aussi.

Je sais très bien et tout le monde en est parfaitement conscient, qu'il y a une immense différence entre l'urgence des deux menaces. La menace communiste est proche, elle est agissante, elle est méthodique ; elle se propose officiellement la conquête du monde au moyen de la subversion par les partis communistes ; elle entretient en permanence une armée de guerre civile en chacun de nos pays et elle intervient en chaque point du globe qui peut offrir un prétexte de pénétration. La défense contre cette nouvelle forme de guerre et de conquête est, nous l'avons toujours dit, le premier devoir et le plus impérieux de nos nations : nous l'avons toujours dit en vain, puisque le régime actuel, se réfugiant derrière des prétextes et se couvrant du masque de l'habileté, s'est toujours refusé à dissoudre le parti et les organisations communistes, agents de la guerre subversive en France.

Mais nous devons prendre conscience aussi que l'alignement de nos pays sur la vie et l'idéal américain, leur direction télécommandée par les Etats-Unis sous une forme quelconque de **mondialisme**, perspective plus lointaine et moins vivement ressentie, est, au fond, une menace de même ordre contre notre indépendance et notre conception de la vie. L'antiracisme systématique, l'adoration inconditionnelle du métis, du nègre, du juif, l'aplatissement et la soumission devant l'argent, l'admiration béate des vedettes de la scène, de la politique et des arts fabriquées par la publicité sont les signes avant-coureurs de notre domestication, et ils nous annoncent un abrutissement plus perfectionné que celui du régime communiste, mais finalement de même sens et, comme dans le régime com-

muniste, au profit de matières invisibles recrutés par une mystérieuse cooptation. La liberté formelle que nous laisse ce régime — à condition qu'elle soit accompagnée d'impuissance — que sera-t-elle pour des nations peuplées de quarterons et d'ilotes qui porteront dans leurs veines Dieu sait quel sang ? Pour ceux qui auront réussi à se préserver, elle ne sera plus qu'un breuvage, une **drogue** qui leur sera laissée pour endormir leur agonie.

(1ère Série, n° 64, novembre-décembre 1959).

Notre avenir

Le choix des variantes que peut se permettre un chef d'Etat est désormais si faible que les changements ont peu d'importance. Chaque gouvernement trouve son repas tout fait, il ne peut changer que les maîtres d'hôtel. Et ceux qui gesticulent le font en vain.

Le renversement des alliances, qui est probablement la « grande pensée » du régime, ne serait peut-être même qu'un autre **gag** dans la série de nos bouffonneries habituelles : car le régime actuel serait sans doute aussi impuissant à donner un **contenu réel** à l'alliance soviétique qu'il l'a été à en donner un à l'alliance franco-allemande. On retrouve ce qu'Eisenhower disait de la Résistance : **a nuisance**. Ça gêne un peu.

C'est que les vrais événements sont ailleurs. Ils ne s'accompagnent pas de suspense, ils ne sont pas enjolivés par des coups de théâtre. Ils s'avancent lentement, implacablement comme une inondation. Ils s'inscrivent en chiffre, en courbes, en menaces lointaines qu'on feint d'ignorer.

Nous avons aujourd'hui de gentils petits ingénieurs qui nous indiquent à l'avance le progrès de l'étiage des eaux. Dans dix ans, vous ne pourrez plus circuler, vous ne pourrez pas non plus vous loger, vous aurez des lits en matière plastique, vous mangerez moins de féculents et vous boirez deux fois plus de jus de fruits, vous aurez si fois plus d'ingénieurs et la population du « secteur tertiaire » triplera. Pendant ce temps-là qui pavera les rues, qui posera les briques, qui poussera les brouettes ? Combien aurons-nous de millions de nègres et d'arabes ? Nos esclaves nous assiègeront, leurs « tribuns du peuple » auront-ils, comme à Rome, le droit de veto sur nos lois et sur notre vie ? Quel sera le poids de cette Afri-

que mystérieuse, agitée de soubresauts, terre de mages et d'enfants bavards, enchantée et séduisante comme l'île de Cirée, mais aussi pareille à ces marais pestilentiels que les Anciens avaient inventés et sur lesquels l'arbre de la civilisation ne donne pas de fruits ? Et cette fourmilière de la Chine, un milliards d'hommes devenus des insectes et déten.....

Faire apparaître dans les cervelles des principes de conduite contraires à ceux qui nous guident depuis vingt ans, voilà le vrai travail révolutionnaire, car ces impératifs du bon sens, en effet, sont malheureusement **révolutionnaires**. Ce changement des mentalités, auquel la génération qui a actuellement vingt ans est par bonheur plus sensible que les autres, est notre véritable espoir : et, nous devons nous le répéter, il n'est pas non plus une tâche impossible à accomplir. Il est paradoxal même que la démocratie, partout usée et sournoisement abandonnée, se survive par ses principes. Et il est impossible qu'on ne s'aperçoive pas quelque jour qu'il est insuffisant de se débarrasser du mal lui-même, mais qu'il faut se séparer aussi des idées fausses qui en étaient la racine et la cause. L'essentiel est qu'on ne perde pas trop de temps pour le faire.

(2ème Série, n° 44, novembre 1964).

L'Hémisphère capitaliste

Le capitalisme libéral a assurément dans le match de prestige qu'il livre à la Russie soviétique, montré une écrasante supériorité. Nous concevons très bien qu'on se plaise dans la situation confortable qu'il a faite aux hommes. Cette civilisation du confort, de l'efficacité, du bien-être est assurément une incontestable et grande victoire. Mais nous savons aussi de quel prix cette victoire a été payée. Elle a abouti à l'écrasement de toutes les qualités morales et au culte d'un dieu unique, le dollar. Elle a pour couronnement un lavage de cerveau et un abrutissement général comparables à ceux qui triomphent dans les démocraties populaires, ne dédaignant même pas les méthodes sournoises de persécution et de pression. Elle nous a fait accepter en échange du confort une vie mécanique, une existence de rationnaires, rationnaires du bonheur, de la liberté, de la pensée et des biens de consommation. C'est la raison pour laquelle il n'y a en lui ni espoir ni grandeur : il n'offre pas d'autre avenir que la perspective d'une infinité de

rationnaires se partageant de plus en plus mécaniquement des berlingots et des tubes de satisfactions sommaires et d'idées préfabriquées.

Dans l'affrontement final, il n'est même pas sûr que ce colosse sur-alimenté l'emporte sur le colosse affamé. S'il triomphe, le gouvernement mondial dont il rêve ne sera pas sensiblement plus gai que la dictature universelle du prolétariat. Il y aura les prisons en moins, je veux dire les emprisonnements sommaires, arbitraires, décidés par la police seule. Si nous nous battons contre le communisme, ce sera pour ne pas recevoir une balle dans la nuque sans autre forme de procès ou finir nos jours dans un égoût sans qu'on ait donné d'explications à personne. En somme, nous nous battons pour qu'on nous persécute avec des formes. Nous tenons beaucoup à être expédiés dans les règles. Cela vaut la peine en effet de se battre, ce sera le seul objectif véritable de la lutte. Ces lendemains du triomphe de la liberté font hausser les épaules et ne valent guère mieux que les lendemains du triomphe de l'égalité.

Nous devons donc être bien persuadés que le camp du capitalisme libéral, dans lequel nous pouvons être en effet amenés à devenir un jour des combattants, n'est pas le camp qui porte notre avenir et notre espoir. C'est le sens véritable de cette troisième force qui nous paraît seule pouvoir assurer le salut des peuples d'Occident. Nous l'avons dit maintes fois mais il n'est pas inutile de le répéter encore : quand nous souhaitons voir s'établir une troisième force entre les deux grands blocs qui se partagent le monde, entre Washington et Moscou, ce n'est pas simplement une solution politique que nous souhaitons, c'est-à-dire une Europe unie et indépendante, c'est aussi et c'est même essentiellement une troisième conception de la vie, une troisième morale sociale, une troisième hiérarchie des valeurs qui ne soit ni la dictature du communisme ni la toute-puissance sournoise de l'argent. Quant nous parlons d'une troisième force, c'est un univers à nous que nous voulons dire, une partie du monde où nous nous sentirions chez nous, où la vie correspondrait à nos conceptions et non pas à l'**american way of life** ou aux instructions et aux circulaires du Parti, c'est un troisième système social, un troisième style de vie qui prendrait en charge en notre nom la civilisation qui va actuellement à la dérive et au naufrage.

Ceux qui jugent tout du point de vue de la politique américaine jugent donc tout d'un point de vue qui est et qui doit

nous demeurer étranger. Pour reprendre la parole célèbre de Pierre Laval, je dirais volontiers comme lui : « Je souhaite la victoire des Etats-Unis parce que, sans elle, le bolchévisme régnerait sur le monde ». Mais cette parole, dans la bouche de Pierre Laval comme dans la mienne, n'est qu'une parole de désespoir. A la victoire des autres, nous préférons toujours notre victoire. Au monde des autres, nous préférons toujours notre propre monde.

Le capitalisme n'est ni une tare indélébile ni une abomination. Les résultats qu'il a obtenus dans l'organisation des hommes sont assez sensationnels pour qu'on n'ait pas le désir d'entraver la libre entreprise et le libre jeu des initiatives personnelles. Mais, justement le capitalisme libéral en est arrivé à un point de son développement où il étouffe la libre entreprise et rend impossible les initiatives personnelles. Pour qu'il ne développe pas dans tout l'organisme social un poison dont celui-ci périra, pour qu'il n'évolue pas vers une espèce de dictature anonyme et intouchable, il est nécessaire qu'il existe au-dessus de lui une autorité fondée sur autre chose que l'argent et qui ait le pouvoir de briser toute puissance capitaliste comme un simple ballon de verre.

Que le marchand s'enrichisse et qu'il vive comme un boyard parmi les hommes, nous n'y voyons aucun inconvénient, si son énergie, son travail, son habileté, les services qu'il a rendus à la collectivité, lui méritent cette place. Mais au-dessus de lui, comme dans toutes les grandes civilisations, il y a le **soldat** et le **parfait** qui sont au-dessus de tout marchand dans l'Etat, parce que sans l'un il n'y aurait pas d'Etat et sans l'autre il n'y aurait pas de civilisation. Les qualités de l'élite sont les qualités tutélaires de toute nation. Ce sont elles qui sont décisives au moment du danger et de la crise, même dans un Etat industrialisé, même dans une civilisation scientifique. La suprématie de l'élite sur la puissance de l'argent proclame cette hiérarchie naturelle.

(2ème Série, n° 65, septembre-octobre 1967).

VI

LA DISSOLUTION DES DEMOCRATIES

La violence

Les formes bénignes de violence dont notre gouvernement se plaint aujourd'hui ne sont pas autre chose que les conséquences de son laxisme. Puisque certains actes cessent d'être qualifiés crimes à partir du moment où ils sont commis pour servir certaines idées, pourquoi des actes de violence seraient-ils qualifiés violation de propriété, bris de clôture, tentative de séquestration, alors qu'ils ne sont qu'une forme mineure du même système de chantage ?

Mais ces formes diverses de la violence et surtout la faiblesse que montrent à leur égard les divers gouvernements a une cause plus profonde. Cette cause, qui explique à la fois la faiblesse gouvernementale contre les modes mineurs du chantage et de la violence et son esprit de démission devant le banditisme, est la reconnaissance d'un principe peu souvent évoqué, mais qui ne reste pas moins un des principes essentiels du système démocratique : « En certaines circonstances dont le peuple est seul juge, l'insurrection est le premier des devoirs ». C'est à l'application et aux conséquences de ce principe que nous assistons aujourd'hui dans le monde entier.

La violence criminelle était inconnue avant 1940 comme moyen de la politique. C'est l'organisation des groupes de meurtre et de sabotage de la Résistance qui l'a fait naître. A partir de cette date, nous avons pris l'habitude de considérer qu'il y avait deux sortes de meurtres, deux sortes d'actes de banditismes, ceux qui étaient de droit commun et ceux qui étaient excusables en raison du motif **patriotique** qui les provoquait. Nous avons donc accepté la violence non seulement comme une arme normale, mais comme une arme louable dans certaines circonstances et pour certaines raisons. Nous avons approuvé des assassinats, des vols, des chantages, des attaques à main armée, des sabotages. Nos tribunaux ont puni des particuliers et des fonctionnaires qui avaient fait leur devoir en s'y opposant. Nous avons été plus loin encore. Nous avons remis en vigueur le principe que, dans certains cas, l'insurrection est nécessaire et non seulement qu'elle est nécessaire, mais qu'elle est obligatoire. Nous avons ré-

compensé ceux qui avaient participé à ces entreprises insurrectionnelles et qui les avaient dirigées et nous les récompensons encore aujourd'hui.

Puisque toutes les armes sont bonnes lorsqu'il s'agit de défendre la « cause du progrès » et qu'aucune d'entre elles n'est interdite, ne sommes-nous pas en contradiction avec des principes que nous avons nous-mêmes proclamés quand nous nous indignons des formes que prend aujourd'hui la violence ? Quand les gauchistes saccagent, détruisent, sabotent, pour enrayer les mécanismes délicats en effet de la civilisation qu'ils condamnent, que font-ils d'autre sinon des actes de « résistance » ? Quand les partisans guatémaltèques enlèvent, assassinent, rançonnent, quand ils utilisent la terreur, que font-ils d'autre que les « partisans et francs-tireurs » que nous avons salués comme des héros ? Si nous avons pris l'habitude d'appeler les choses par leur nom, de nommer un meurtre un meurtre, un bandit un bandit, la violence ne se serait pas développée comme elle l'a fait aujourd'hui.

Il n'y a que des **actes de droit commun**. C'est le maxime dont nous devons partir. **La loi doit avoir le dernier mot**, c'est la base de tout ordre dans l'Etat. Il n'y a pas de circonstances atténuantes au meurtre, au kidnapping, au pillage, au viol de la propriété privée ou publique, quel que soit le motif dont on les colore. Il n'y a pas de discussion possible avec la loi, elle s'applique à tous : quand elle n'est pas respectée, ce n'est pas un parti, mais nous tous qui sommes menacés. Ce n'est pas en cédant aux formes diverses du chantage et du banditisme que nous arriverons à en triompher, c'est en leur appliquant les lois qui dans tous les Etats ont été appliquées au chantage et au banditisme.

(2ème Série, n° 89, avril 1970).

Le progrès de l'anarchie

Il n'y a pas de différence entre les différents terrorismes qui règnent dans des secteurs apparemment très éloignés les uns des autres. C'est ce qu'il faut voir d'abord. Entre le terrorisme intellectuel qui règne dans les Universités et dans les lycées et le terrorisme criminel qui se manifeste par le kidnapping et les hold-up avec otages, il n'y a qu'une différence de degré et non de nature. C'est dans tous les cas l'action d'un petit groupe d'asociaux qui imposent leur volonté aux autres par l'intimidation et la violence. C'est la peur et la peur seule

qui assure leur succès, mais nous ne voyons pas les noms divers de la peur : nous l'appelons par son nom lorsque les clients d'une banque lèvent les bras le long du mur, nous n'osons pas lui donner ce nom qu'elle mérite aussi bien quand des professeurs capitulent devant leurs élèves, des doyens devant leurs étudiants, quand des juges n'osent pas sévir. Mais dans ces derniers cas nous avons remplacé le mot peur par des synonymes. Les mots de tolérance, d'humanité, de compréhension, de respect de la personne humaine sont malheureusement, dans l'usage que nous en faisons aujourd'hui, cette échelle de synonymes.

C'est cette impunité qui enhardit les exécutants divers de tous les terrorismes. Ils ne risquent rien et ils le savent. Ils échappent aux sanctions sous le camouflage de l'action collective, et ils bénéficient, en outre, de la lâcheté générale, de l'indécision du gouvernement, de soi-disant manifestations d'opinion publique. Ce sont ceux qui s'opposent au terrorisme qui risquent quelque chose. Nous sommes tous des employés de banque et nous nous mettons à quatre pattes derrière le guichet. Alors le sous-préfet arrive et il « entre en pourparler » avec les gens munis de mitraillettes. Lesquels s'en vont bien tranquillement après avoir empoché la recette.

« Entrer en pourparlers » est le mot avec lequel nous faisons face à toutes les situations. C'est la thérapeutique que nous employons avec la poignée de jeunes démolisseurs qui assomment leurs camarades, frappent ou insultent leurs professeurs, lesquels se laissent bien gentiment frapper et insulter, et démolissent le matériel. C'est le même dialogue que nous « ouvrons » avec MM. les conducteurs de poids lourds ou MM. les postiers, lesquels n'hésitent pas plus devant le sabotage que ne le font nos lycéens. A tous ceux qui se présentent révolver ou matraque au poing nous répondons : « Asseyez-vous là et causons gentiment », et nous leur accorderont tout ce qu'ils demandent, y compris la punition de ceux qui n'ont pas applaudi sur leur passage.

Les notions nouvelles d'intimidation, de chantage et de sabotage qui ont fait leur apparition dans notre vie quotidienne doivent faire leur apparition aussi dans notre équipement législatif. La défense de la liberté individuelle et de la sécurité est une bataille qui ne diffère pas des autres. Aux armes nouvelles employées par l'ennemi, il faut répondre par des moyens de défenses nouveaux. Il ne faut pas être en retard d'une guerre. Ces définitions des formes nouvelles du terrorisme avec les-

quelles nous faisons connaissance, terrorisme intellectuel, terrorisme syndical, ou terrorisme criminel exigent donc une mise à jour de la législation. Aucune mesure d'exception n'est nécessaire, mais une simple adaptation. Aucune nation ne peut mener une vie normale si elle n'est pas protégée contre le sabotage. Tant qu'un consentement général à l'ordre fait du sabotage une exception monstrueuse, on peut ignorer des faits individuels d'obstruction ou d'incivisme. Mais quand le sabotage devient un système, la loi doit protéger la nation contre son emploi méthodique.

(2ème Série, n° 95, avril 1971).

La Mafia et la Démocratie

La monnaie est un patrimoine national qui garantit l'équitable rémunération du travail et la progression des salaires. Quiconque attaque ce bien commun à tous et qui garantit le niveau de vie de tous commet un attentat contre un « bien national » qui n'est pas moins criminel qu'un attentat contre les voix ferrées, les banques, les laboratoires, les hôpitaux. Or, la loi protège les « biens nationaux » visibles contre les attentats, mais il n'existe pas de loi qui protège celui qui est le plus précieux de tous et qui permet l'existence de tous les autres, la monnaie. Quand les commandos gauchistes se livrent à des actions de sabotage contre la propriété publique, il est facile de mobiliser contre eux l'indignation du public (et infiniment moins facile d'obtenir l'intervention des pouvoirs publics) ; mais quand les commandos ploutocratiques se livrent à une action de sabotage générale, à une conspiration ouverte contre le « bien national » appelé la monnaie, **bien que ce soit exactement le même acte au fond**, il n'est pas question, non pas même de punir, mais simplement de légiférer ; l'attentat contre la monnaie est considéré comme un usage normal que chacun peut faire de « son argent » et de « sa liberté ». La spéculation, comme la subversion en politique, est un abus de la liberté qu'il est facile de réprimer si on le veut. Mais il faut le vouloir.

Il est aberrant et scandaleux qu'une poignée de spéculateurs juifs, de banquiers et de financiers des trusts qui constituent une **mafia** exactement comparable à celles qui vivent de la drogue ou de la corruption puissent impunément, sans se cacher, en donnant très officiellement des ordres d'« opérations », mettre en péril un rapprochement des peuples qui est la seule voie de notre indépendance et de notre salut. Il est

clair aussi que la conception politique qui est à l'origine de « l'Europe des démocraties » interdit toute forme de combat et même simplement toute forme de défense contre la mafia des milliards.

Si l'on examine les méthodes qui permettent le déploiement de cette nouvelle criminalité, on constate qu'elles reposent sur quatre instruments principaux :

1° L'existence du marché à terme, intervention juive de la seconde moitié du XIXème siècle, et particulièrement la convention boursière qui permet de jouer sur des **différences** au moyen d'un capital minime par rapport aux opérations réalisées, convention technique que rien ne justifie et qui est à l'origine de toutes les opérations spéculatives ;

2° La tolérance qui permet aux trusts et aux banques de « se couvrir » contre les aléas des fluctuations en achetant **d'avance** au cours du jour des devises dont elles auront besoin dans trois, quatre ou six mois : cette tolérance justifiable dans des périodes d'instabilité en faveur d'opérations réelles et de négociants honnêtes, ne peut être maintenue dans une période qui vise à la stabilité des échanges, ni surtout lorsqu'elle couvre des opérations fictives réalisées par des professionnels de la spéculation ;

3° L'existence de capitaux vagabonds qui ne correspondent ni à des investissements réels, ni à des placements de longue durée, mais qui ne sont que des masses de manœuvre destinées par leur déplacement à créer des déséquilibres, dont les spéculateurs profitent ensuite en massant toutes leurs forces sur le point où une zone de rupture a été provoquée ;

4° La complicité de certaines banques qui, sous des dehors profondément honorables, sont au fond les exécutants de cette mafia, assurent le secret individuel des opérations, le repli après les raids, l'impunité, l'appui, véritables arsenaux qui fournissent les armes et le refuge à ces commandos du crime économique.

Il est clair que « l'Europe démocratique » par la conception qu'elle a de la liberté individuelle aussi bien que du libéralisme économique qui est son corollaire ne peut agir contre aucun des instruments de la piraterie financière.

Une « Europe des peuples », dirigée par des éléments sains et autoritaires, aurait seule le pouvoir d'appliquer sans défaillance des mesures de protection du patrimoine national et du travail. Les Etats démocratiques ne le peuvent pas.

Tremblants devant les étudiants, tremblants devant les syndicats, ils tremblent encore plus devant le mécanisme sacrosaint de la liberté économique qui n'a jamais eu d'autre résultat que de permettre des fortunes imméritées et scandaleuses et d'élever au-dessus des lois les grands pirates de l'océan financier dont les gouvernements démocratiques ne sont que les gendarmes et les gardes du corps.

Il est dérisoire de voir que pour toute sanction contre les spéculateurs, la Banque Fédérale allemande envisage que ces capitaux vagabonds qui se promènent par milliards entre les différentes places financières du monde cessent de porter intérêt. C'est bouffon, alors que les manipulateurs de ces capitaux et les banquiers leurs complices devraient être invités à creuser des galeries à quelques centaines de mètres sous terre. Mais c'est évidemment tout ce que peut faire un Etat démocratique, alors que dans une Europe saine, fondée sur le travail et l'honnêteté, la chasse aux spéculateurs devrait être organisée exactement comme la chasse aux criminels et aux trafiquants de drogue.

(2ème Série, n° 96, mai 1971).

La décomposition morale des Démocraties

Le consentement à une certaine discipline commune disparaît. Les gauchistes ne sont en ce domaine qu'une cavalerie légère plus audacieuse que le gros des troupes. En réalité, les autres refusent ce qu'ils peuvent, sabotent ce qu'ils peuvent et même volent ce qu'ils peuvent, et leur timidité ou leur impuissance seules les retiennent. Car les grèves sauvages et les obstructions diverses ne sont que des formes bénignes et virginales de ce que les grévistes et les obstrueteurs reprochent avec indignation aux gauchistes. Mais ce qui est encore plus grave, c'est que, dans une opinion endormie et pour ainsi dire droguée, par la presse, par la télévision, par sa propre inconscience, la qualification même des actes s'estompent. Ce qui est plus grave que les sabotages et les attentats, c'est qu'il n'y ait pas de juges pour les réprimer : et surtout qu'une partie de l'opinion ne les ressente pas comme des crimes, les accepte avec fatalisme comme le prix inévitable du progrès et affecte de condamner également la répression et la criminalité. Dans cette dissolution générale de la démocratie, la seule conclusion que le peuple tire de ce papillotement de thèses contradictoires par lequel on l'éblouit est, en somme, cette idée

simpliste : « La démocratie, c'est quand le peuple fait tout ce qu'il veut ».

L'autre cause de paralysie est simplement la transposition dans le milieu des gens en place de la même ataxie intellectuelle. Les gens en place ne croient pas, eux, bien entendu, à la démocratie : ils jouent seulement la comédie de la démocratie. Mais cette comédie a ses règles ou, du moins, ce qu'on croit être ses règles. Le moi de **liberté** est l'autel devant lequel il faut dire la messe tous les matins. Ce veau à cinq pattes installé dans le Saint des Saints inspire aux desservants une grande terreur. Il ne faut jamais rien faire qui soit désagréable au dieu. D'où le culte aveugle de la tolérance qui transcrit sur le plan gouvernemental l'indifférentisme populaire. Dans la contradiction pouvoir du peuple ou liberté du peuple, le gouvernement Pompidou-Chaban a choisi la liberté, la liberté indéfinie, instructive, maladive, qui finira par être le contraire de la liberté. Ce choix est inspiré par la volonté démagogique d'être populaire, c'est-à-dire **libéral**. Il est inspiré aussi par la volonté politique de se situer à **gauche**, ce gouvernement ne se consolant pas d'être un gouvernement de droite, élu par des électeurs qui lui ont demandé avant tout d'être le garant de l'ordre. Mais ce choix est inspiré surtout par **la peur**. Le gouvernement est conscient de son impuissance et il redoute par-dessus tout d'être pris dans l'engrenage des mesures autoritaires. Car, réagir contre les attentats et le vandalisme, prendre des mesures contre les gauchistes ou la poignée d'étudiants contestataires, il s'imagine que c'est se heurter du même coup aux organisations et aux syndicats de la subversion, s'exposer à une offensive de grèves politiques qui l'obligeront à capituler ou à vaincre, et par conséquent, déclencher un processus d'affirmation de l'autorité qui ne peut se terminer que par une restructuration de l'autorité. C'est devant cette tâche capitale qui commande la santé politique, l'économie, les finances, l'efficacité de la politique étrangère que le gouvernement se dérobe. Il est conscient de la dissolution de la démocratie, mais il se met un bandeau sur les yeux pour ne pas la voir, car il faudrait imaginer des remèdes. Il se laisse glisser doucement vers l'anarchie et par conséquent vers la guerre civile parce qu'il n'a pas le courage de prendre les mesures préventives qui sont aujourd'hui indispensables. Il existe actuellement une catégorie d'asociaux qui ont déclaré la guerre, non pas à une forme de société qu'ils déclarent injuste, mais à toute forme de société. Leur action ne relève pas

de la politique, elle est une variété moderne de la piraterie. Ces « insoumis » se constituent de plus en plus en Etat dans l'Etat : ils prétendent avoir leurs tribunaux et ils ont des hommes de main pour exécuter leurs sentences ou leurs vengeances. Ils forment un « milieu » comme la pègre et ils prétendent vivre comme elle en marge de la société bourgeoise, dont ils rejettent comme elle la morale et les règles. On laisse agir ces deux pègres au nom de la liberté, par peur d'apporter une limitation à la liberté.

(2ème Série, n° 97, juin - juillet 1971).

L'occupation et le pillage de l'après-guerre

Depuis vingt-cinq ans notre pays est **occupé** et nous vivons, sans le savoir, sous les mécanismes qui sont ceux de toute les **puissances occupantes**, mais que nous ne reconnaissons pas sous leur travestissements, la propagande, la Gestapo, les réquisitions, la rafle. Et le résultat est celui que produisent automatiquement toutes les **occupations**, elles sont faites pour cela : c'est le pillage.

L'imposture originelle de la soi-disant « résistance » et de la soi-disante « libération » a installé au pouvoir un **gang** dont beaucoup de membres n'avaient à leur actif, il faut le reconnaître, ni aucun fait de « résistance », ni aucune participation à la comédie de la « libération » ils se présentèrent au bon moment, voilà tout, et créèrent plus fort que les autres. Ils massacrèrent d'abord tous leurs adversaires avec des procédés qui égalent ou dépassent en atrocité tout ce qui a été inventé ailleurs ou en d'autres temps. Puis ils s'emparèrent de tous les moyens de communication avec l'opinion, presse et radio, les utilisèrent pour la falsification de l'histoire, l'installation de l'imposture et le règne de mensonge. Toute notre presse actuelle, en dépit de ses apparentes divergences d'opinion est issue de ce mensonge, comme les Muses étaient toutes les filles de mémoire : et toute notre presse lui est restée fidèle. Telle est la **Propaganda Staffel**, bassin artificiel qui irrigue cinquante millions de cerveaux.

Les policiers et les tribunaux d'exception vinrent ensuite. Mais ils ne sont pas, comme on le croit trop souvent, la seule incarnation nouvelle de la **Gestapo**. Celle-ci a été reconstituée sous la forme plus subtile de la technocratie. Les Etats modernes sont, paraît-il, des machines trop délicates pour que nous en comprenions, à plus forte raison pour que nous puissions en contrôler le fonctionnement. Les scribes ont donc tout pouvoir pour nous diriger et nous contraindre. Ils ne viennent pas nous réveiller le matin à l'heure du laitier, il est vrai. Mais ils nous dépouillent, nous oppriment, nous poursuivent,

nous persécutent de telle façon que notre liberté et nos biens sont une possession aussi illusoires que si nous risquions d'entendre un claquement de bottes sur notre palier. Car nous sommes dépouillés de tout, ligotés partout, corvéables à merci et tout aussi désarmés devant les représentants de la puissance occupante que si nous étions convoqués au Majestic ou rue Lauriston.

Quant aux **réquisitions** et aux rafles, leur forme nouvelle est la dépossession systématique des classes moyennes et des entreprises moyennes au profit des entreprises moyennes au profit des entreprises colossales qui se partagent les « vecteurs » de la production. Et c'est aussi la disparition de toutes les formes de la fortune moyenne, de toute les structures qui permettent une vie indépendante et par conséquent insoumise. Des pans entiers de notre structure économique s'écroulent sous prétexte de « modernisation ». La paupérisation systématique va de pair avec la dépendance systématique. Quand les médecins ou les avocats sont transformés en fonctionnaires, c'est une partie de notre indépendance intellectuelle et politique qui disparaît. Quand des entreprises petites ou moyennes sont absorbées par des trusts, c'est une partie de notre fortune, ce sont les fruits de notre travail qui servent à enrichir les gérants invisibles d'une économie anonyme. Dans les deux cas, ce sont des convois d'hommes et des convois de richesses qui partent vers des destinations inconnues.

Car le **pillage** est le but de cette **occupation**. Pendant vingt-cinq ans, cette vérité a pu être cachée. Et nous étions seuls ou à peu près seuls à dénoncer ce mécanisme. Aujourd'hui, les façades craquent. Et les repaires des pirates apparaissent : cavernes d'Ali-Baba regorgeant de richesses, non de perles et de sacs de poudre d'or, mais des instruments nouveaux des pêcheurs de milliard, la drogue, la prévarication, les permis de construire, les bénéfices de l'immobilier, les arrérages de l'usure, la spéculation, les dépouilles des épargnants niais et avides, à peu près aussi sympathiques que ceux qui les ont volés. Ils y sont tous et ce n'est que le début.

(2ème Série, n° 100, décembre 1971).

La Justice sociale : la démocratie impuissante devant les fortunes sans cause

Les régimes autoritaires sont seuls capables d'assurer ce que notre société peut supporter de justice sociale sans la payer par la vie de caserne que nous promettent depuis cent ans les apôtres et théoriciens du socialisme.

Car la fortune, finalement, est **physique**. Le dernier et le plus subtil des camouflages des plouto-démocraties, beaucoup plus subtil que tous les camouflages inventés par le communisme, a été de la présenter comme métamorphosée par quelque baguette magique et devenue insaisissable, anonyme, impalpable. Et c'est vrai qu'elle l'est par sa définition juridique qui la met ainsi à l'abri des tentatives rudimentaires. Mais en même temps elle est palpable, elle est individuelle : **car il y a des riches**. Tout système politique qui s'en prend à la cause et accepte d'échouer devant l'objectif impossible à atteindre qu'il se propose au lieu de s'en prendre aux effets qu'il est facile d'appréhender et de sanctionner, commet **objectivement**, comme disent les marxistes, une trahison à l'égard de tous ceux qui par leur travail font la prospérité et la puissance d'une nation. Ce qu'il importe donc de rechercher, ce n'est pas quelque solution utopique qui empêcherait à l'avenir la réalisation de profits illicites au moyen de l'esclavage de tous, mais la punition des profits illicites qui ont été réalisés par le parasitisme, l'exploitation et l'usure.

(2ème Série, n° 102, février 1972).

Etendue et signification de la crise

Des secteurs de notre industrie seront touchés, leur activité sera ralentie, le chômage s'accroîtra. Nous devons reconnaître la vanité de la gageure prétentieuse d'exporter à tout prix au milieu de vingt pays qui ont retrouvé dans la crise toute la vigueur de l'égoïsme et qui ont inscrit à leur programme « l'exportation ou la mort ». La dévaluation que nous nous flattons d'éviter est inscrite dans nos livres de compte. Les revendications, les grèves, le désordre paralyseront toutes les mesures de redressement. Ce qui sera insupportable, ce ne sera pas la hausse du prix de l'énergie, nous pouvons y faire face, c'est la combinaison de cette hausse avec celles qui seront **exigées** par les syndicats, **aggravés** et **orchestrés** par des grèves politiques destinées à provoquer une crise de régime, c'est-à-dire la combinaison de l'égoïsme et de l'imprévoyance de la ploutocratie avec le laxisme de la démocratie. Il n'y a pas plus de miracle à attendre du pseudo-libéralisme politique des démocraties que du pseudo-libéralisme économique des ploutocraties. L'un et l'autre sont incapables de faire face aux drames qui naissent d'une transformation mondiale qui rejette les structures vieillies sur lesquelles nous avons vécu jusqu'ici.

Le monde nouveau dira « Non » à la croissance indéfinie,

à la concurrence sauvage, au capitalisme destructeur, à l'usure scandaleuse, à la liberté sans barrières qui n'aboutit qu'à l'exploitation des faibles et des démunis. Mais il ne peut opposer ce refus aux forces destructives de la ploutocratie qu'en restaurant l'autorité dans chaque nation. Les difficultés qui nous attendent sont si graves, les tensions sont si dramatiques, les sacrifices nécessaires seront si ressentis que l'immobilisme et la pusillanimité des démocraties sont incapables d'y faire face. Nous allons inévitablement vers des régimes d'autorité qui feront appel à la discipline, qui essaieront d'abord qu'elle soit consentie, mais qui peuvent être contraints à l'imposer. Là encore, nous aurons un choix décisif à faire entre la démagogie et même l'aggravation de la démagogie qui sera la fuite en avant des démocraties, et des régimes de réalisme et de gestion nationale qui nous aident à accepter cette conversion inévitable de nos habitudes.

Ce qui chancelle aujourd'hui c'est le pouvoir juif établi sur le monde dit libre par la toute-puissance de l'argent et le mensonge de la démocratie. Il chancelle à cause de son injustice, de ses excès, de son imposture, de son aveuglement. Ne tremblons pas de le voir s'abattre sous prétexte qu'il est aussi de monde de notre confort. Nous n'avons rien à perdre à la déconfiture des gérants abusifs de la prospérité.

(2ème Série, n° 117, février 1974)

La violence et le contrat social

Notre part dans le contrat social, c'est la **sécurité** parce qu'il n'y a pas de liberté là où il n'y a pas de sécurité.

Si Rousseau vivait parmi nous, dans la « société » qui a été conçue selon ses principes, il constaterait que le contrat social sur lequel nous vivons est illusoire et qu'il nous a dépouillés de tous nos droits naturels sans rien nous assurer de **réel** en **échange de notre association**.

Car le propre de notre « société » actuelle, c'est que la sécurité individuelle n'y est plus assurée, mais de plus et **en conséquence** que les libertés fondamentales qui devaient nous être garanties nous sont refusées.

Le contrat social n'est pas honoré par la personne morale appelée « société » lorsque nous ne pouvons pas monter dans un avion sans avoir la crainte que cet avion ne soit détourné, quand on ne peut pas rentrer chez soi à trois heures du matin sans risquer d'être

attaqué, envoyer ses enfants à l'école sans être sûrs qu'ils ne seront pas pris comme otages, ni entrer dans une banque sans lorgner la porte avec une certaine inquiétude. L'inaction de la police contre la pègre, la sentimentalité naïve des juges, l'euphorie béate de l'administration pénitentiaire, les lacunes du Code et par dessus tout, l'esprit timoré de notre Droit, sont des primes au terrorisme.

La thèse qui sert de trompe-l'œil à cette société **permissive**, tout le monde la connaît et la répète, la répand, la légalise, avec une hypocrite vénération : « On ne saurait payer trop cher les bienfaits de la liberté ». Or, justement, ces pratiques de la société permissive, systématisées et étendues à tous les domaines, ont abouti à la disparition des libertés fondamentales et vidé de toute signification le mot de « liberté » dont nos contemporains font un usage publicitaire aussi menteur que les affirmations de toute publicité.

Les trois libertés essentielles qui découlent du contrat social, la liberté individuelle, la liberté d'expression et la liberté du travail nous sont aujourd'hui refusées dans les régimes qui se disent démocratiques — ou sont si gravement obérées qu'elles nous sont refusées en fait, tout en nous étant accordées en principe.

Il n'y a pas d'autre police efficace contre le banditisme que celle qui suit l'adage de Fouché : « Arrêtez d'abord ». Contre le banditisme, le terrorisme, les bandes internationales, le proxénétisme, dont les filières sont en partie dépistées et connues, la seule arme efficace est la prévention. La pègre est une maladie qui se traite par l'ablation et non par les bons conseils. La jouissance de la liberté individuelle pour chaque citoyen exige que ceux qui font un usage malsain et délictueux de la liberté soient mis hors d'état de brimer les autres, dès qu'ils sont repérés comme malfaiteurs habituels. Cette opération devrait être de simple police sans qu'aucune décision judiciaire soit nécessaire. Dans son combat contre la pègre, la police doit avoir les mains libres, c'est elle qui doit pouvoir prendre l'initiative. Il appartient à elle seule de savoir jusqu'à quel point elle peut faire des exceptions à ce nettoyage pour conserver les indicateurs dont elle a malheureusement besoin.

En revanche, les promoteurs immobiliers, les hommes d'affaires trop heureux, les avocats multimillionnaires sans cause apparente, les hauts fonctionnaires qui se retirent avec des magots somptueux, les intermédiaires de tout poil et, d'une façon générale, tout millionnaire détenteur d'une fortune inexplicquée, devraient figurer parmi les membres de ce club justiciable de tribunaux musclés. Je ne partage pas souvent les « idées » du Syndicat de la magistrature, mais je me sens tout à fait d'accord avec ses déclarations sur la délin-

quance en col blanc qui me paraît être une de ces formes modernes du vol contre lesquelles nous sommes peu défendus.

*
**

De toutes les formes du **viol des consciences**, la publicité est la plus dangereuse et la plus complète. Car des deux autres l'entêtement ou la colère peuvent triompher. Mais celle-ci attaque les failles, les mineurs, les vulnérables, la femme, l'enfant le badaud, l'homme de bonne volonté, tous les sous-produits humains sans défense issus de la civilisation de la sensiblerie. Elle hypnotise ces oiseaux peu sagaces : elle fait tournoyer devant eux le miroir aux alouettes et leur vole leurs pauvres petites âmes incolores et insipides qu'elle remplace par un risque sur lequel sont gravés les slogans qui font vendre. C'est l'Aliénation nourrissant le Vol : allégorie qui devrait séduire quelque Proud'hon.

La violence et la loi

Les garanties que nous offre le régime représentatif sous lequel nous prétendons vivre ne sont plus que des trompe-l'œil. Il n'est pas vrai que les représentants élus par le peuple et incarnant **la volonté du peuple** dirigent notre destin. Il n'est pas vrai que le **pouvoir exécutif** soit capable d'exécuter les ordres qui émanent du **pouvoir législatif**. Rien ne se passe ainsi. Les manifestations organisées par des partis minoritaires, les chantages et les obstructions des groupes professionnelles, les grèves organisées par les syndicats pèsent à tout moment sur les décisions du pouvoir, les entravent et prétendent les réformer par la force, alors que ces décisions devraient être du ressort de la représentation populaire toute entière. Ainsi des **pouvoirs** illégaux existent et s'exercent en marge du pouvoir conféré par la loi. Le pouvoir légal accepte son impuissance à l'égard de ces pouvoirs marginaux. Il les reconnaît et compose avec eux. Ils sont plus importants pour lui que le **pouvoir législatif** qui est devenu un figurant dans le ballet du pouvoir. Par **réalisme politique**, le pouvoir légal évite le combat, ruse avec la vigilance : athlète frotté d'huile, il se dérobe et s'échappe avec adresse et nous assistons chaque semaine à une sorte de **jiujitsu** de la violence et de l'intimidation, dont le public fait les frais et que l'opinion finit pas accepter comme une fatalité organique des démocraties modernes, alors qu'il s'agit d'une sorte **d'empirisme organisateur** de l'anarchie.

La violence, en notre temps, est devenue **institutionnelle**. Et il suffit de la décrire et de la définir pour constater combien sont vaines les justifications qu'on prétend en donner. Il s'agit de faiblesse et d'impuissance, de peur d'entreprendre la lutte, car il faudrait dé-

truire ou gravement endommager un certain nombre de mythes de notre vie politique, imposer des limites à la liberté, faire des discriminations, pratiquer un racisme anti-pègre, anti-voyous, anti-mercantis, toutes choses que notre opinion, paraît-il, ne peut supporter. Le capitalisme en soi n'est pas la cause de cette violence, comme on le prétend : mais le fait que l'argent règne seul, qu'aucune puissance n'existe au-dessus de lui, que l'Etat ait démissionné devant lui, et que la « loi d'airain » du capitalisme sauvage devienne une loi contre laquelle rien ne protège l'individu. Si la violence naît et se développe en même temps qu'une sorte de boulimie et de frénésie de la production et de la consommation, c'est parce que l'Etat n'a pas su devenir le protecteur de la vie privée, parce qu'il a laissé tomber la main de justice qui représentait sa souveraineté et qu'il a laissé se développer une civilisation contre-nature qui engendre inévitablement des formes aberrantes et monstrueuses de l'inégalité.

Il n'est pas douteux en particulier qu'une des motivations profondes de toutes les formes de violence est le désir **hystérique** de posséder tout de suite toutes les jouissances que la civilisation moderne produit. Or, à l'origine de cette **hystérie**, qui est le germe maladif de **toutes** les formes de la violence (avoir sa part du gâteau) se trouve le bacille monstrueux de la civilisation moderne, celui que personne **nulle part** n'ose attaquer parce qu'il est aussi la manne nourricière, celui de la **publicité**. La route infernale qui présente avec une fréquence hallucinatoire la liste de ce qu'on **doit** avoir, de ce qu'il **faut avoir**, sous peine d'être des parias, des frustrés, des « aliénés » qui ne peuvent pas jouir de leur propre vie, provoque et entretient un œdème monstrueux de l'imagination, une vague formidable d'incitation et de fureur, une exaspération qui anime toutes les luttes et légitime tous les coups de main, tous les raids pour se procurer par la force ces belles choses qu'on peu **voir**, qu'on peut **convoiter**, qui sont là, tout près, séparées seulement par une vitre de verre et qu'on a pas le **droit** de posséder. Supplice de Tantale inventée par des marchands sadiques, tolérée par des administrateurs aveugles.

Il est faux que les formes diverses de la violence s'exercent au nom de la justice. Elles naissent en réalité de l'envie, de l'égoïsme, de la cupidité. Elles n'existent que par la pusillanimité et la démission de l'Etat. Et c'est seulement l'autorité de l'Etat qui permet le règne de la justice, ou tout au moins l'espoir d'une société plus juste. Car il n'y a pas de contradiction entre l'autorité et la justice. C'est même l'autorité seule qui peut établir la justice, car il faut pour cela contrarier des intérêts et froisser des habitudes. Et l'autorité est même, par essence, si inséparable de la justice qu'elle ne trouve un

appui auprès de l'opinion et pour ainsi dire une sorte de légitimité que si elle rend manifeste et impressionnant son engagement pour la justice.

C'est pourquoi dans les régimes qu'on appelle « fascistes », il n'y a en réalité que deux questions qui soient importantes. La première est l'intégrité, non seulement de l'homme ou du groupe qui détient l'autorité, mais de tous ceux à qui cette autorité est déléguée. Et par intégrité, je n'entends pas seulement la probité et le désintéressement, mais un désir profond de justice et de propreté. Ce n'est pas la démocratie, comme le voyait Montesquieu, qui est fondée sur la vertu, c'est le fascisme. Mais peut-être est-ce la même chose. Le fascisme, c'est peut-être la véritable démocratie : le pouvoir de peuple délégué aux meilleurs. Et le second point capital dans tout régime fasciste est celui-ci : jusqu'où ira la justice ? Quelles structures faudra-t-il impitoyablement abattre et quelles sont celles qu'il est important de conserver ? Le fascisme repose inévitablement sur une discrimination entre les personnes : mais il ne peut être que cela. Il doit détruire les forces qui s'opposent à l'autorité de l'Etat et aussi celles qui sont le germe de l'injustice entre tous ceux qui participent honnêtement et loyalement à la vie de la nation.

(2ème Série, n° 127, mars - avril 1975).

Ouverture à gauche et prolétarisation des classes moyennes

L'actuel gouvernement, non pas volontairement mais plutôt légèreté, démagogie ou pusillanimité, se conduit comme si la persécution systématique des classes moyennes était un de ses modes d'action privilégiés et comme s'il en faisait son image de marque et, ce qui est pire encore, comme s'il se donnait pour objectif la **prolétarisation des classes moyennes**.

Le brillant entourage technique du Président de la République a adopté l'objectif que Larroque, l'inventeur du mécanisme de la Sécurité Sociale, avait donné à l'origine à ce système de prélèvements : établir un syphonage systématique des revenus au profit des défavorisés. Cette belle utopie repose sur une analyse sociale sectaire : elle oublie que le défavorisé l'est parce qu'il est incapable et que le favorisé l'est parce qu'il est compétent.

En rognant par des mesures discriminatoires et des ponctions invisibles les revenus des cadres et des membres des classes moyennes, en leur faisant payer d'un prix exorbitant leur maintien parmi les unités d'élite de la nation, on redonne automatiquement à la notion de salariat un pouvoir de rassemblement qu'elle avait perdu.

Que les classes moyennes participent pour leur part à la défense de la monnaie et à la lutte contre l'inflation, tout le monde en est bien d'accord. Et on peut même penser qu'elles ont encore plus d'intérêt que les autres à ce que ces objectifs soient atteints. Mais les membres des classes moyennes, les responsables des petites et moyennes entreprises ont l'impression d'être matraqués. On concentre les pressions sur eux par des moyens divers, on cherche à les éliminer sous prétexte qu'ils sont des « individuels » et des « marginaux » dans une société que les technocrates veulent « rationaliser ». On cède à la fois en faisant cette politique à une intention de structuration rigide de la société qui est le contraire même de la société « libérale » dont on se réclame, et en même temps à une vision « ouvriériste » de la société qui représente « l'ouvrier d'usine » comme le prototype social des sociétés modernes et par conséquent comme la catégorie sociale sur laquelle on doit aligner toutes les autres. C'est une vision communiste de la société. Et il n'est pas étonnant qu'une telle erreur d'optique du pouvoir ne profite en définitive qu'au bloc du Front populaire. Admettre ce privilège ouvriériste qui n'est qu'une étape vers l'hégémonie puis la dictature de la soi-disant classe ouvrière », c'est déjà capituler devant le communisme.

La prolétarianisation des classes moyennes est un projet communiste et ne peut favoriser que le Parti communiste. Elle est une étape vers la constitution d'une nation de salariés dont les syndicats politisés prendront le contrôle. Ce salariat uniformisé sera endoctriné par les syndicats : il formera une masse sans âme qui ne pourra se manifester et s'exprimer que par les délégués syndicaux qui lui auront été imposés.

(2ème Série, n° 134, janvier 1976).

La toute-puissance des Syndicats

La caractéristique de tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 1968 est la peur d'envisager un affrontement quelconque avec le pouvoir syndical. Le résultat de cette lâcheté qui a été la politique constante à la fois des différents chefs de l'Etat et des différents chefs de gouvernement a été la consolidation d'un pouvoir illégal, qui n'est prévu ni par la Constitution ni par la loi, puissance de fait qui n'est limitée que par les forces qu'on peut lui opposer. Cette situation anormale, monstrueuse, est d'autant plus grave que les représentants de ce pouvoir syndical ne sont pas élus démocratiquement et suivant les procédures qui sont de règle pour les autres

magistratures des pays démocratiques, et qu'ils ne représentent que l'emprise d'une minorité qui s'arroge le droit d'incarner la classe ouvrière toute entière.

Cette veulerie laisse intégralement entre les mains de la bureaucratie syndicale l'instrument le plus puissant de notre vie politique sans pouvoir y opposer quoi que ce soit. Les bureaucraties syndicales étant recrutées parmi les forces de gauche qui se proposent le renversement du régime, les syndicats ont ainsi le pouvoir de menacer à tout instant le gouvernement, de s'opposer aux mesures de redressement qu'il souhaiterait prendre et par conséquent de mener pas à pas la nation toute entière, malgré sa volonté, vers un renversement des pouvoirs imposé par la force.

C'est finalement la nation toute entière qui souffre de la tyrannie syndicale. Elle n'en souffre pas seulement parce que sa volonté est bafouée et que les institutions parlementaires qui fonctionnent tant bien ou mal, mais qui prétendent représenter légalement la volonté de la nation, sont supplantées par un pouvoir anonyme qui ne s'appuie que sur une minorité de la masse des travailleurs salariés qui n'est elle-même qu'une partie de la nation. Elle est en outre menacée et ruinée par les résultats désastreux de ce que les états-majors syndicaux appellent les « avantages acquis » et qui ne sont en fait qu'un leurre qui masque la dégradation continue du pouvoir d'achat des classes laborieuses et dont les syndicats sont les principaux responsables. Pour se convaincre de cette vérité il suffit de comparer la situation des pays dans lesquels, le parti communiste n'existant pas, un accord a pu s'établir entre les organisations syndicales et les gouvernements. Le plus frappant de ces exemples est celui de l'Allemagne Fédérale. La prospérité actuelle de l'Allemagne Fédérale vient de ce que les syndicats allemands ont compris qu'il était plus avantageux pour leurs commettants d'accepter une politique de revenus assurée par la prospérité générale et par le pouvoir d'achat du mark plutôt que de s'accrocher à des augmentations nominales que la dégradation de la monnaie annulait presque aussitôt. La collaboration des syndicats allemands avec le pouvoir a montré la voie, elle indique la place que peut tenir dans un État moderne une représentation syndicale honnête et véritable. Elle a montré également les résultats qu'on en pouvait attendre dans l'intérêt de tout le monde et des ouvriers en premier lieu.

(2ème Série, n° 141, sept.-oct. 1976).

REFLEXIONS SUR LE FASCISME

Si l'on va à l'essentiel et si l'on essaie de se demander quel fut le *rêve* de chacun et non *pour qui* ou *contre qui* il s'exprimait, on s'aperçoit que beaucoup de résistants et surtout les plus intéressés, les plus purs étaient aussi peu républicains que leurs adversaires et même qu'ils étaient sans doute aussi « fascistes » que les fascistes d'en face, les malentendus provenant de la présence des Allemands, bien sûr, du paternalisme réactionnaire de Vichy, et des diverses chemises bleues, noires, brunes sur lesquelles les uns et les autres s'hypnotisaient. La défaite du fascisme en Europe, elle n'est pas seulement la défaite des militants nationaux-socialistes de tous les pays, elle est tout autant dans l'explicable défaite des jeunes vainqueurs de la 2^{ème} D. B., dans le soudain escamotage de ces légionnaires du triomphe par le mouchoir de M. Homais et la toque de Bridoisson. Que cette génération de la victoire et de la victoire politique autant que militaire ne soit représentée que par des Teitgen, des Coste-Floret, des Menthon, qu'elle ne soit éclairée que par le fantôme de Malraux, leur pâlisante qui décroît derrière les forêts khmers, comme cela est étrange au fond. Les soldats de l'An II avaient Hoche, Lassalle, ils avaient Desaix, ils eurent Moreau, puis Bonaparte. Eux, les soldats de Leclerc, pas un nom reste, pas une statue. Aucune épée ne flamboie dans leur ciel. Leur idéal a été trahi comme le nôtre a été piétiné. Quel mystérieux vent de stérilité a donc passé sur tous ceux qui rêvaient d'un monde propre ? Il ne reste que leurs prophètes. Dans les constellations de la guerre civile, Saint-Exupéry et Bernanos brillent dans un coin de leur ciel, face à face dans la nuit à Brasillach et à Drieu. Mais pas de lendemain. Y a-t-il donc dans le fascisme un germe de mort pour que ces épis ne germent point ?

Où est donc le malentendu ? Il est d'abord sur ce que le fascisme n'est pas. Il faudrait tout de même le dire clairement si l'on veut comprendre quelque chose. Le fascisme, ce n'est pas Pétain, ce n'est pas Vichy et son inspection des finances, c'est même tout le contraire de Vichy, ce fut même la bagarre, froide, mais continuelle, acharnée, sournoise, contre Vichy. Pour la même raison, le fascisme, ce n'est pas Franco, ce n'est pas les processions au pas de parade derrière le Saint-Sacrement, ce n'est pas l'obéissance à Mgr

l'Archevêque et au directeur du grand séminaire, c'est même le contraire de tout cela c'est même présentement la bagarre, cette fois ouverte, décidée, officielle contre tout cela. Le fascisme, ce n'est pas les hiérarques, le bras tendu, le jarret avantageux, le bonnet à glands avec la poitrine bombée et la trahison au bon moment, ce fut même le contraire de tout cela dans cette petite république au bord d'un lac où Mussolini tenta de revenir, mais trop tard, à l'esprit de la marche sur Rome et de retrouver le premier fascisme au milieu de ses premiers compagnons. Le fascisme, c'est presque en tous points le contraire de ce que les antifascistes appellent le fascisme.

Il y a certes un danger à opposer le fascisme *selon notre rêve* à ce que le fascisme fut en réalité ou passe pour avoir été. C'est pourtant par cette comparaison que nous avons le plus de chances de comprendre l'échec actuel des mouvements fascistes et des malentendus sur le fascisme.

Il y a trois choses essentielles au fascisme : c'est un régime socialiste, c'est un régime hiérarchique, c'est un régime national. Par le socialisme, il s'oppose à la puissance de l'argent dans les démocraties modernes, prend à charge la protection du travailleur et la justice sociale, établit un pouvoir contre lequel l'argent échoue parce qu'il ne repose ni sur les élections ni sur la pluralité des partis, ni sur aucun des mécanismes par lesquels les démocraties modernes se trouvent à la merci de l'argent. Un régime autoritaire est en effet le seul régime qui puisse briser la toute-puissance des intérêts privés, forger une économie complète et invulnérable même au détriment de puissants groupes financiers, briser l'autorité bureaucratique, imposer des salaires justes et en même temps briser l'action des professionnels de l'agitation et de la revendication. Ce socialisme va nécessairement jusqu'à la nationalisation ou au contrôle de tranches entières de l'industrie nationale. Il a pour but de subordonner la production à la force et à la prospérité de la nation et d'assurer la distribution du revenu national aux seuls hommes qui participent effectivement au travail commun.

C'est un régime hiérarchique parce qu'il repose sur l'idée que seule une minorité consciente de l'intérêt national peut diriger la nation. Cette minorité a le privilège de décider sur les grands intérêts politiques. Mais en revanche, elle a le devoir d'être au service du peuple tout entier, de donner par sa vie privée et sa vie civique un exemple conti-

nuel, d'être au premier rang parmi les travailleurs et au premier rang également lorsqu'il s'agit des risques, des sacrifices. La société fasciste repose en principe sur le plus vieux et le plus solide des contrats qui aient existé parmi les hommes, le contrat féodal. Ce contrat, qui a régi les hommes pendant des siècles constate l'inégalité des races, des individus, des âmes. Mais il ne la constate pas pour établir la loi du plus fort. Il oblige solennellement celui qu'il classe dans la minorité dirigeante à la protection de tous les autres et à leur service. Il délègue le pouvoir pour ce qu'il comporte de dangers et de peine et non pour la jouissance de satisfactions matérielles et de privilèges sociaux. La minorité dirigeante est alors dans l'Etat un « ordre » qui est soumis aux servitudes fondamentales et aux devoirs qui se sont imposés dans le passé les ordres militaires ou religieux.

Enfin le fascisme est un régime national qui se donne pour but la force de la nation parce que cette force est la seule garantie de son indépendance. Les événements récents ont fait apparaître toutefois comme une évidence qu'aucun des anciens Etats d'Europe n'était plus assez fort pour assurer seul son indépendance et que cette situation n'était pas réversible. L'indépendance de chacun des Etats européens ne peut être assurée aujourd'hui que par la constitution d'une communauté européenne. Seule cette communauté peut disposer d'une puissance économique et d'un potentiel humain qui lui permette de ne pas subir dans l'avenir la volonté des puissants blocs voisins. La vocation nationale du fascisme est donc devenue nécessairement une vocation européenne parce que seule la communauté européenne donne un sens à notre désir d'indépendance nationale.

Si nous sommes exigeants pour le fascisme, c'est parce que nous aurions voulu opposer aux démocraties non seulement un idéal, mais une expérience. Mais quand nous nous demandons si les Etats fascistes ont rempli les conditions de ce contrat féodal sur lequel ils étaient fondés, notre réponse ne peut être ni complète ni péremptoire. Ce dévouement monastique à leur pays, à sa puissance, à sa victoire, il n'est pas douteux que des hommes comme Hitler, Goebbels, Speer, et bien d'autres sous leurs ordres ne l'aient eu et leur fureur même dans les luttes, leurs mesures implacables sont explicables par leur don total d'eux-mêmes à leur pays. Mais le contrat féodal est-il seulement cela, est-il seu-

lement d'ordre militaire ? Il est aussi d'amour, de fraternité, de justice. Or cet amour, ce sentiment fraternel, ce besoin de justice, ils n'ont pas fait défaut aux nations fascistes au combat. Qui autant que Hitler a aimé précisément « son peuple allemand », tous les hommes et les femmes et les enfants de la terre allemande et même des forêts, ses villages, ses animaux, quel féodal, quel chevalier, quel baron de légende a aimé plus qu'eux tout ce qui respirait dans un comté d'Allemagne et presque comme un enfant, comme un frère. Salazy, à l'instant de sa mort, entre les mains de ses bourreaux, a le calme et la beauté d'un saint. Alors pourquoi ce lendemain sans village, pourquoi le silence des peuples recouvre-t-il comme une mer ces régimes engloutis ?

La puissance de la propagande, l'écrasement du malheur et de la destruction, est-ce que cela explique tout ? S'il avait manqué quelque chose à ces régimes, peut-être un secret très humble... Ont-ils péri comme les grands rois par l'orgueil, le besoin de prestige dont leurs adversaires savent si bien se servir, par l'amour du soleil, l'ivresse de la puissance ? Je voudrais trouver chez eux cet éclair de bonté, ce sourire plein de grâce qui accompagne un amour détendu, confiant, maternel. Je voudrais de temps en temps pouvoir contempler d'eux une petite action, une toute petite action douce et touchante, un peu ridicule, comme un oiseau qu'on tient dans sa main. Il leur a manqué une sorte de grâce. Pourquoi est-ce de cela, d'une toute petite chose, que les peuples se souviennent quand la grandeur a disparu. Comment dire cela ? Avec d'immenses et belles qualités, il leur a manqué une certaine qualité d'amour.

(1ère Série, n° 46, octobre 1957).

Fascisme et pseudo-fascisme

Au début de l'histoire du franquisme, il y a un double drame, et de ce double drame découle tout le reste. Le premier drame est l'accession à la souveraineté, pour des raisons d'opportunité, du chef militaire qui avait dirigé les forces nationalistes et que rien dans sa carrière ne préparait à être un chef politique, tandis que le jeune chef politique dans lequel se reconnaissait toute une partie de la jeunesse espagnole, la figure fasciste de cette révolution, José Antonio Primo de Rivera, disparaissait tragiquement. La conséquence en fut l'implantation d'une dictature technique alors que le chef poli-

tique qui pouvait être associé à cette direction, l'animer ou lui fournir un utile contrepoids n'existait plus. Ainsi naissait un régime sans doctrine dont la mission allait d'être essentiellement de gouvernement, de réorganisation, de réparation, d'arbitrage, et dont l'activité essentielle allait être absorbée presque immédiatement par un problème capital, **faire vivre l'Espagne**. Car le deuxième drame fut le déclenchement de la guerre mondiale. L'Espagne s'éveillait à peine du cauchemar de la guerre civile quand la tourmente s'abattit sur elle comme sur toute l'Europe. Franco eut l'habileté de tenir son pays à l'écart, mais il ne pouvait empêcher qu'il fût affamé et comme assiégé, privé de matières premières, condamné à refaire seul ses forces, immobilisé dans une longue et étouffante convalescence. De cet état anormal, prolongé par la quarantaine imposée par les vainqueurs, le pays finit par sortir grâce à l'adroite et souple diplomatie de Franco : mais cette paralysie avait duré plus de dix ans. Pendant ces dix ou douze ans, la Phalange avait pu imposer peu de choses de son programme, parce que la nécessité était plus forte que la Phalange. Lorsque le pays put remuer enfin et se reconstruire, en 1950, la nécessité de vivre à petit feu avait déjà façonné l'Espagne franquiste et il était trop tard pour réaliser cette Espagne nationale-syndicaliste qu'avait rêvée José-Antonio : l'Espagne était comme une lave que le temps avait figée dans la position où elle se trouvait à la sortie de l'éruption. Les réformes sociales qu'avait obtenues la Phalange et elles ne sont pas sans importance (il manque sur ce point un chapitre essentiel au livre de Jean Créach) n'étaient que des réalisations fragmentaires. Les fatalités externes qui avaient pesé sur l'installation du franquisme avaient rendu la révolution fasciste impossible. Les tâches urgentes de rééquipement qui s'imposaient ensuite à l'Espagne absorbèrent toute l'attention. Il était trop tard. Les circonstances beaucoup plus que la volonté du **Caudillo** avaient forgé en Espagne un régime qui ne correspondait nullement à ce qu'avait rêvé José-Antoni et ses compagnons et sans doute pas davantage à ce qu'aurait souhaité Franco auquel son « devoir d'Etat » de souverain et ses responsabilités immédiates avaient dicté sa conduite.

Il s'est donc développé en Espagne, sous la pression des circonstances, un **franquisme** qui n'a à peu près aucun rapport avec ce que nous appelons le **fascisme**. Et notre pensée n'est pas ici de faire des réserves et encore moins de porter une condamnation sur un des meilleurs hommes d'Etat qu'ait eu

l'Espagne et dont le mérite éminent aura été de conduire son pays à travers les écueils d'une période difficile et de le maintenir à l'abri des aventures et des malheurs. Après avoir traversé ces vingt années dramatiques, l'Espagne peut dire comme Siéyès : « J'ai vécu ». Ce n'est pas une tâche si facile. Mais il est permis à ceux qui ont gardé quelque fidélité au fascisme de prendre leurs distances vis-à-vis de ce déroulement historique né des circonstances, de refuser à l'Espagne actuelle la dénomination de régime **fasciste** et d'en donner loyalement les raisons. Principalement à une époque où avec un homme très inférieur au général Franco, en habileté, en fermeté et en vues politiques, une partie de l'opinion française s' imagine qu'on se dirige vers le **fascisme** parce que nous avons posé un képi sur le buste de la République.

Le principe essentiel du fascisme est le suivant : le fascisme a pour but de donner à la nation le contrôle de toutes les forces nationales pour leur emploi le plus efficace et le plus juste et d'éliminer ou de neutraliser les coalitions matérielles ou idéologiques qui détournent au service d'intérêts privés ou étrangers les forces et les richesses de la nation. Cette mobilisation permanente de la nation pour son indépendance exige une direction stable de l'Etat, mais, contrairement à ce qu'on croit généralement, elle n'implique par conséquence ni la suppression systématique des libertés ni surtout la protection d'intérêts privés, de privilèges, ou même d'un **statu quo** social injustifié dont le maintien s'exprime par le conservatisme. Au contraire, le fascisme véritable est l'ennemi essentiel et capital de tout conservatisme en vertu même du principe qui l'inspire.

(1ère Série, n° 53, mai-juin 1958).

Vocation du soldat

Sous la croix de l'ordre de Malte, sous le casque des chevaliers teutoniques, sous la chape des Croisés, nous avons eu, nous aussi, nos samourais. Et il nous ont appris ce que c'était que l'honneur du soldat. Car le soldat n'est pas plus qu'un prêtre un citoyen comme un autre. Sa carrière est une vocation, il est marqué d'un signe, il appartient à un ordre. Son métier est le plus grave, le plus effrayant de tous : il est l'homme qui a appris à tuer pour la protection des autres, il a la permission de tuer, il est le seul homme pour qui le meurtre n'est pas un crime, mais un acte qu'on lui apprend et qu'on

exige de lui. Et en revanche, il est lié au peuple par le serment de protection qui est son obligation, son vœu, en échange duquel il a le droit de mort. Cet échange de la nourriture pour la protection est le contrat militaire proprement dit. Par là tout soldat est mercenaire ou missionnaire selon son choix.

C'est par là, sans doute, que, mercenaire ou missionnaire, le soldat est un corps étranger pour la société actuelle : c'est par là aussi qu'il peut être un exemple et un espoir de salut. Mercenaire, il est cette force prétorienne, monstrueuse, casquée, aveugle, endoctrinée, instrument des gigantesques pharaonismes modernes, poing d'acier qui sert à écraser les hommes : Budapest, l'armée **qui obéit**. Car, au bout de toute obéissance **passive**, il y a Budapest, inexorablement. Il y a aussi les fiches. **L'officier républicain** ne se conçoit pas sans le triage, la sélection, c'est indispensable aux Etats modernes. Et pour se défendre, **l'esprit républicain** accouche, en somme, de ce qu'il y a de plus contraire à **l'esprit de liberté**, une armée politisée — toujours suspecte, toujours surveillée — corps de police aveugle qui sert à garantir une certaine notion de l'honneur et de la liberté, en exigeant de ses officiers qu'ils détruisent en eux leur propre honneur et leur propre liberté. Quel officier peut supporter l'idée qu'il est entré à Saint-Cyr pour aboutir à Budapest ?

Mais en le faisant missionnaire, l'officier retrouve l'origine même et le sens profond du contrat militaire. Les missions d'éducation de protection, de fraternité qu'accomplit l'armée en Algérie ne sont pas seulement nées des circonstances, elles sont la mission même du samouraï. Chaque jour, nos officiers inventent et assument ce que les civilisations les plus anciennes et les plus nobles avaient prescrit aux meilleurs de leurs fils : et dans l'esprit de désintéressement qui en était l'inspiration même. L'armée inattendue inventée par notre temps est un phénomène d'auto-défense de l'Occident dont l'importance est encore méconnue. Avec les tâches multiples qui lui sont imposées, avec l'esprit missionnaire qu'elle s'est donnée, elle est devenue l'équivalent moderne des ordres militaires qui sont nés à la fin du Moyen-Age pour la défense des marches de l'Europe. Comme eux, elle doit à la fois se battre, bâtir, convertir. Comme eux, elle s'aperçoit que de ces trois tâches, c'est la dernière qui est la tâche capitale que les deux autres ne font que préparer. Et comme eux aussi elle confond son devoir de **servir** et son devoir de **préparer** : car le lien qui la lie aux populations qui ont accepté son aide est le même que celui qui unit le village et les samouraïs, il est une parole

d'homme, la plus sainte de toutes, celle qui est donnée aux faibles et aux plus défavorisés et qui est leur seule, leur suprême protection. Là est l'honneur du soldat : dans cette mission acceptée, dans cette parole donnée. **Et finalement, il n'y en a pas d'autre.** « Cedant arma togæ », c'est un mot de 1907 pour l'armée de 1907. L'obéissance au chapeau melon, c'est un vœu qui n'a jamais été prononcé dans la veillée que passaient au pied de l'autel et devant leur conscience les garçons de vingt ans qui attendaient qu'on leur remettre l'épée, symbole de leur honneur et de leur loyauté.

Dans la société d'aujourd'hui, la naissance spontanée de cette nouvelle race d'hommes est un scandale et un espoir. Elle est un scandale parce qu'elle est vouée au désintéressement dans un monde qui n'a pour culte que la richesse, parce qu'elle combat dans une société qui n'aspire qu'à l'abandon et à la capitulation, qui n'a plus le courage, ni la pensée même du combat, parce qu'elle refuse le poison dans un organisme nourri de poisons, même quand il croit en faire des antidotes. On ne le voit pas assez, mais l'armée actuelle, dans la mesure où elle accepte la mission des samourais, est de plus en plus un corps étranger dans le monde contemporain. Non seulement elle n'est pas à l'unisson, comme on a pu le constater publiquement, mais elle n'est pas assimilable. Des hommes qui ont senti aussi fortement, dans l'expérience du combat, les conditions de la défense de l'Occident, et qui les ont rattachées à une conception traditionnelle, de l'honneur et du métier des armes, ces hommes-là ne constituent pas un corps discipliné ou inquiet qu'on peut rassurer par des tournées de popotes : ils sont nécessairement amenés à voir en tout les réactions les plus contraires à celles d'un régime fondé sur l'argent, la capitulation et les sophismes des idéologies. L'armée, consciente de sa mission et de son honneur, deviendra nécessairement consciente de tout ce qui l'oppose, de tout ce qui la rend étrangère au régime actuel. Elle est une autre race qui naît parmi nous. Sans qu'elle le veuille, sans qu'elle veuille faire de politique, simplement en prenant conscience de ce qu'elle est, elle est nécessairement amenée à être **un Etat dans l'Etat**. Et il n'en peut être autrement. Quiconque fonde sa vie sur le sacrifice, prêtre ou soldat, se sépare de ceux qui fondent leur vie sur les jouissances et sur la facilité. Il a beau les servir, avoir la volonté de les servir, il est autre. **Tu es sacerdos in eternum** est écrit sur le front du prêtre et sur l'épée du samourai. Il n'y a pas de discours, il n'y a pas de déclaration qui puisse prévaloir contre cela.

(2ème Série, n° 3, mars 1960).

Le racisme, cet inconnu

Dans quarante ans, le pullulement des espèces humaines ressuscitera les Grandes Invasions. Déjà, elles ont commencé. Nos continents qui bougent, c'est l'ombre de Gengis-Khan qui se dresse lentement dans le ciel. Demain, la politique mondiale se définira en termes entièrement nouveaux. La race blanche ne luttera plus pour sa prédominance économique ou politique, elle luttera pour sa survie biologique. La bataille pour l'Afrique, déjà commencée, est la bataille pour la réserve de territoire et de ressources qui permettront de survivre. Demain, ce ne sont plus les prolétaires et les capitalistes qui se disputeront les richesses du monde, ce sont les Blancs, prolétaires et capitalistes unis, qui auront à se défendre, eux, race minoritaire, contre l'invasion planétaire. Le débordement des Jaunes sur l'Afrique annonce l'effroyable pesée de l'Asie et de l'Afrique réunies sur notre minuscule presque île européenne. Nous entendons déjà les craquements de l'Histoire. Les enfants dont nous caressons la tête, combien de temps s'accrocheront-ils à la frêle île d'Europe ? Je vois le temps où les terres de Christophe Colomb seront le seul refuge de la race blanche, la portion du monde qui leur sera solennellement assignée : récompense immorale mais naturelle du seul acte de politique animale accomplie par la race blanche dans toute son histoire, l'effroyable extermination d'une race entière, d'une des quatre races de la création, qui crée aujourd'hui ce continent de refuge, une citerne où pourront se déverser nos migrations. La mort, déesse tutélaire, remercie toujours des holocaustes qu'on lui fait.

L'implacable lutte des races dominera si bien l'histoire du monde dans les années qui vont venir que des conflits qui nous paraissent aujourd'hui fondamentaux peuvent être oubliés dans quelques années. Que fera l'U. R. S. S. à la jointure du monde blanc et du monde jaune ? Sera-t-elle le boulevard de la race blanche, la citadelle avancée de la défense, ou le balai qui précédera sur l'Europe le déferlement asiatique ? Passerons-nous des diatribes antisoviétiques à une politique de collaboration, comme nous sommes passés de la crainte de l'Allemagne à la collaboration lui assignait en Europe ? Ou nos communistes découvriront-ils tragiquement que le communisme n'est qu'un prélude à l'installation d'un *gauleiter* chinois ? Le communisme, qui n'est qu'une interprétation de l'histoire, cédera-t-il, mur trop fragile, sous la poussée de l'évidence qui est la différence des espèces ? Ou sera-t-il l'instrument, dans

l'histoire biologique qui est la seule histoire, de l'absorption de la race blanche par la fourmilière jaune, mutation de l'espèce humaine qui sera aussi profondément oubliée, dans quelques milliers d'années, que les drames qui ont dû accompagner la disparition du Neanderthal ? Nous lisons l'histoire sur des temps trop courts. C'est ce qui coupe les ailes à notre imagination.

C'est pourtant au milieu de ces perspectives démographiques dont les spécialistes situent l'échéance à quarante ou cinquante ans, que nous secouons stupidement la marotte de l'antiracisme : comme si ce refus de se défendre de la race blanche pouvait arranger quoi que ce soit. Devant l'évidence la plus aveuglante, la peur des mots est la plus forte. Accrochés sur notre île minuscule, nous nions la tempête, nous nions l'invasion, nous nions les menaces les plus prochaines pour ne pas prononcer le mot défendu par nos grands-prêtres. **Pour sauver la race**, le mot de passe des colons, le signe de détresse dans le désert et dans la férocité même, à cet appel de détresse, nous nous voilons la face. Et notre génération qui accepte tout, qui ne veut plus avoir de préjugés sur rien, qui sourit avec indulgence de n'importe quelle aberration, n'a plus qu'un seul entêtement : elle ne veut pas savoir ce qu'il y a derrière cette porte intouchable, derrière ce nom maudit, le **racisme**.

Le principe de l'égalité des races est un principe mortel pour nous. En son nom nous permettons aux peuples d'Afrique de disposer d'eux-mêmes. **Or, ce droit équivaut au pouvoir d'ébranler la politique mondiale en ouvrant l'Afrique au communisme.** La souveraineté, remise en des mains à la fois irresponsables et impuissantes, est un présent tragique et effrayant. Il est concevable, il est peut-être même souhaitable qu'on accorde aux peuples d'Afrique tous les attributs de l'autonomie. Mais il est aberrant et criminel qu'on ait songé seulement à leur conférer la souveraineté, laquelle comporte pour un Etat le droit de suicide, au risque de naufrage mondial. Nous avons non seulement le droit, mais nous avons le devoir le plus strict de protéger les peuples d'Afrique contre leur impuissance économique et militaire et contre leur infantilisme politique. Nous n'avons pas le droit de les larguer comme un bateau ivre. Parce que, précisément, les races, égales devant Dieu et pour le droit de vivre, ne sont pas égales par les moyens d'action et la maturité.

Avec autant d'autonomie qu'on voudra, avec les droits les plus étendus à se gouverner eux-mêmes, que les peuples d'Afrique ne soient jamais dépourvus de notre protection militaire et de notre présence technique, toutefois c'est pour l'avenir de la race blanche une question de vie ou de mort. Cette présence des Blancs en Afrique n'implique ni le mélange des races, ni le colonialisme aujourd'hui périmé, ni aucune forme de sujétion violente ou abusive.

L'homme blanc, avec ses tares, sa cruauté, son passé de roi maudit, représente avec force la forme biologique sous laquelle l'homme de toutes les races a traversé l'histoire. Sa morale était celle d'un loup, mais sa vie aussi était celle du loup et il vivait comme lui à travers les forêts d'après le déluge suivi de ses petits. Cruel comme un animal, courageux comme un animal, patient comme un animal : carnassier au milieu des autres carnassiers, déchiré sous la griffe des autres ou les déchirant, mais libre dans sa tanière avec sa femelle et ses petits. Les guerres de race de demain sont, en réalité, le prélude à une mutation de l'espèce. L'Islam nouveau né sur les plateaux d'Asie nous apporte ses colonnes de fourmis, ses taupinières géantes où travaillent les bestioles aveugles nourries du miel de la ruche. L'homme blanc défend aujourd'hui l'homme de toutes les races contre la puissance de ce polypier géant. Si nous ne voulons pas devenir quelque espèce monstrueuse d'insectes, c'est maintenant que nous devons nous défendre. Et à cause de cela, il ne faut pas avoir peur de certains mots. Quoi qu'aient fait les Blancs dans le passé, la puissance de l'homme blanc est nécessaire aux Noirs autant qu'à nous.

(2ème Série, n° 7, septembre 1950).

Discussion sur le Fascisme

(Article écrit à propos d'un entretien sur le fascisme dans un numéro de *Défense de l'Occident*)

La première question, le grand reproche, l'exclamation discrètement indignée, c'est celle qui porte sur le mot lui-même. Ce n'est pas le fascisme, ça n'a aucun rapport avec le fascisme. C'est un rêve, c'est un « autoportrait », disait très bien Jean-Louis Bory, mais ce n'est pas une description du fascisme.

Là-dessus, voici ma réponse. Je ne reviens pas sur la discussion historique, d'ailleurs justifiée, ouverte par Pierre Dominique dans *Rivarol*. Michel Mourre admet très clairement : « Il faut prendre le mot *fascisme* dans son sens global, essayer de définir ce que l'adversaire dénonce lorsqu'il se proclame *antifasciste* ». Et Jean-Louis Bory lui fait écho : « Je suis anti quoi ? ». Mais en prenant ce mot de *fascisme* « au sens global », nous ramassons un mot *polarisé* par l'adversaire. Pour lui, le fascisme, c'est l'oppression, le refus de toute liberté, le caporalisme, appuyé par l'imagerie habituelle, les camps de concentration, les fours crématoires et les chambres à gaz, dont une enquête sérieuse a enfin prouvé après quinze ans qu'elles n'avaient jamais existé au moins dans la partie de l'Allemagne où l'on a pu enquêter. « Nous ne voulons pas revoir cela, disent les antifascistes, et nous nous y opposerons de toutes nos forces ». Imaginent-ils vraiment qu'il existe des gens qui disent : « Nous voulons revoir cela, vivent les camps de concentration, nous construirons de beaux fours crématoires et mêmes des chambres à gaz, puisque vous nous y faites penser » ? En d'autres termes, est-il inimaginable que les fascistes, s'il en existe encore, aient évolué et est-il interdit au fascisme de sortir de sa gaine historique, comme cela est parfaitement permis aux monarchistes et aux démocrates ?

On rencontre ici plusieurs objections préalables. La première est celle de Paul Sérant. Elle est assez curieuse. « Un défenseur du communisme peut toujours faire appel des imperfections du passé ou du présent au nom des espoirs de l'avenir. Un fasciste ne le peut pas ». Et il ajoute : « Le fascisme est figé pour toujours ». Il me semble que c'est là une pétition de principe tout à fait gratuite. Cela consiste à déclarer péremptoirement que le fascisme ne reparaitra jamais, qu'il est forclos pour toujours et qu'aucune chance historique ne peut amener son retour. Cette proposition me paraît hasardée à l'époque où nous sommes. Philippe de Combes se demande dans *La Nation Française* si nous n'aurons pas, nous aussi, nos bataillons de Baltikum. Mitterrand exprimait la même crainte dans une interview de la radio belge. Si nous prenons le mot fascisme « au sens global », comme dit Michel Mourre, il ne manque pas de gens qui pensent comme eux et s'interrogent aujourd'hui sur la réapparition du danger fasciste, *sous une forme ou sous une autre*, pour que nous ayons le droit de leur dire : « Voici comment

les fascistes, ou ceux qui se disent tels, se représentent le fascisme. »

A ce moment-là vient la deuxième objection préalable. « Tout cela serait très intéressant s'il y avait des organisations fascistes. Mais c'est un rêve qui ne repose sur rien, qui n'est que le rêve d'un intellectuel, puisqu'il n'y a pas de fascistes pour le contresigner ». Cette objection n'est pas présentée sous cette forme dans l'entretien, mais c'est à quoi fait allusion Paul Sérant, je suppose, lorsqu'il déplore l'absence « d'un appareil de textes, de citations ». Comme on reconnaît généralement l'existence d'un « péril fasciste », cette objection consiste, en somme, à contester la *représentativité* de mes idées. On admet qu'il y a *des fascistes*, puisqu'il y a un *péril fasciste*, on ne sait pas très bien où ils sont, puisqu'ils ne sont pas *organisés*, mais on doute que ma représentation idyllique du fascisme corresponde bien à leurs idées et à leur tempérament.

Je pourrais répondre que les fascistes, ou ceux qui revendiquent ce nom, *se reconnaissant* dans mes livres depuis quinze ans et m'ayant regardé pendant tout ce temps, excusez-moi de ce terme un peu fort, comme un de leurs *docteurs*, il est vraisemblable que ce que j'écris sur ce sujet correspond aux idées et au tempérament d'une assez bonne partie d'entre eux. Je pourrais répondre aussi que j'ai été assez souvent dénoncé dans la presse, par la radio, comme un des doctrinaires du néo-nazisme, que les groupements avec lesquels je suis en relations sont assez publiquement représentés comme les laboratoires du fascisme, qu'ils ont publié assez de textes que j'aurais pu citer et qui s'accordent avec mes affirmations, pour que cela me confère une certaine autorité, au moins sur le plan doctrinal. Je ne répondrai rien de tout cela, parce qu'on me dirait que ce ne sont pas ces fascistes qui sont dangereux, mais une *virtualité fasciste*, qui est tout autre chose. Mais alors je répondrai par un document récent, qui a précisément la signification qu'on peut souhaiter, puisqu'il émane de ces fascistes qui sont au combat et qui s'identifient parfaitement avec le fameux *péril fasciste*. C'est un article de Dominique Venner, un des dirigeants du mouvement *Jeune Nation*, que l'on pourra lire d'autre part dans le prochain numéro de *Défense de l'Occident* et qui est écrit à l'occasion du livre qui faisait l'objet de cet examen. On y verra que Dominique Venner, tout en posant les problèmes en d'autres termes

que moi, en termes *d'action politique* essentiellement, tout en utilisant un autre vocabulaire que le mien, toujours en raison de la même préoccupation, ne répudie rien de mes propositions et n'en retranche rien. Il ne me dit pas : « Jusqu'à présent, nous nous reconnaissons en vous, mais votre dernier livre est un chant, un rêve qui nous est étranger ». Non, il le place dans le contexte de la situation politique présente, se distançant comme je l'ai fait des formes historiques du fascisme et s'en distançant même plus que moi, puisqu'il recommande au réalisme de renoncer au mot lui-même « chargé d'une redoutable dynamique négative ».

Rassurons donc Jean-Louis Bory. Je ne suis pas le seul à être un *idéaliste* parmi les fascistes. Il y en a d'autres. Ils pensent à peu de choses près ce que je pense. Qu'il le leur demande s'il en connaît. Ils ne récusent pas et je ne récusé pas *tout* ce que fut le national-socialisme allemand ni le fascisme mussolinien. J'ai essayé de dégager ce que Stendhal eût appelé le *beau idéal* du fascisme, en éliminant des éléments qui sont, les uns, des variantes nationales, les autres, des circuits qu'une conception doctrinale du fascisme ne retient pas comme indispensables. Jean-Louis Bory me répond qu'il y a aussi un *beau idéal* de la démocratie. J'en conviens. Les fautes de la IV^{ème} République, celles des Etats-unis ou de l'Angleterre ne sont que des arguments contre le fonctionnement habituel de la démocratie et je conçois très bien qu'on soit partisan d'une démocratie idéale qui n'aurait pas ces inconvénients. Mais peut-elle exister ? On me fera la même question pour le fascisme idéal. Nous étalons tous le cadastre de nos Utopies. C'est déjà quelque chose de le constater. Et si nous nous entendons sur le plan, il n'est pas défendu d'espérer que nous nous entendrons peut-être un jour sur la mécanique.

Reste le nom. J'ai déjà dit que je n'y étais pas attaché avec obstination. Et c'est là une réponse qui s'adresse à Dominique Venner autant qu'à Jean-Louis Bory. Mais c'est ce mot qui vient en moi quand je pense à toutes ces choses. Alors pourquoi mentir ? Pour de simples raisons tactiques, pourquoi *me mentir* ? Toute une part de moi est attachée à ce mot.

Quand l'idéologie triomphante proclame qu'il n'y a rien d'autre que des problèmes de production et de répartition, il est naturel, il est inévitable que la nation devienne une termitière qui ne connaît plus que la production et la

consommation et que, par conséquent, la vie des particuliers ne soit plus qu'une vie grégaire qu'une autorité suprême prend en charge pour le plus grand bien de la production collective et de la consommation collective. La technocratie, c'est cela. Mais si l'idéologie qui triomphe — et c'est cela le propre du fascisme — frappe de condamnation toute forme de pensée mercantile, si elle met au premier rang les vertus de l'animal humain, c'est-à-dire les vertus viriles, alors le règne des technocrates cesse parce qu'il n'est plus protégé et rendu sacro-saint par l'idéologie régnante. Au contraire, les technocrates ne sont plus que ce qu'ils sont et ce qu'ils doivent être : des ingénieurs au service de la nation.

En dehors de tout fascisme proprement dit, il y a une modernisation du matériel politique à effectuer, en incorporant le syndicalisme à la machine politique, en fixant la place des classes moyennes, des cadres, des spécialistes économiques dans le travail gouvernemental, en inventant des modes nouveaux de transmission entre le pouvoir et le peuple, des types nouveaux de consultation et inversement d'information, en somme en inventant une nouvelle locomotive politique pour remplacer celle qui a vieilli, comme nous avons mis la traction Diesel à la place de la traction à vapeur. Il y a une révolution purement technique à faire dans nos institutions qui est de même ordre que celle qui a été réalisée par la Convention.

Mais, en même temps, il y a tout un système défensif à construire contre les pressions économiques en provenance de l'étranger, ou contre les distorsions idéologiques qui ont la même origine. Le libéralisme, en économie comme en politique, est un transporteur de miasmes. Notre économie est si bien liée à l'organisme de l'économie mondiale qu'une crise aux Etats-Unis nous oblige à fermer nos usines et à renvoyer nos ouvriers. Notre santé morale est si dépendante de celle de notre voisin qu'une maladie idéologique qui s'abat sur lui passe aussitôt nos frontières et devient celle de notre peuple. Nous avons donc aussi à réformer nos institutions, et aussi nos mœurs et nos réactions même, de manière à organiser autour de notre peuple ou plutôt de nos peuples (je pense à tous ceux qui partagent nécessairement le même destin) un cordon sanitaire qui leur permette de ne pas être atteints par les épidémies qui viennent de l'autre bout du monde.

Dans cette révolution technique que je souhaite, il y a donc des changements à faire qui peuvent être réalisés par n'importe quel régime, y compris un régime démocratique. Mais il y a des mesures de défense essentielles qui ne peuvent être prises que par un régime autoritaire mettant la santé et l'avenir de la nation au-dessus de toute autre considération.

Ce que j'appelle le fascisme et qu'on appellera, si l'on veut de n'importe quel autre nom, c'est donc le contraire même du libéralisme, et non seulement le contraire des institutions du libéralisme, mais le contraire de l'esprit du libéralisme. C'est le contraire, c'est l'antidote de toute la pensée du XVIIIème et du XIXème siècle. C'est en cela que sa réalisation me paraît la tâche du XXème siècle, et c'est en cela que, tout en étant très différent de la pensée de Maurras, il est la suite et le développement au XXème siècle de l'opposition menée par Maurras, dans l'esprit du XIXème siècle, contre la pensée du XIXème siècle. Je suis donc très loin d'admettre cette autre proposition de Michel Mourre que l'idéal est une *vie dépolitisée*, dans laquelle l'homme n'aura plus que des problèmes de sa vie privée. Cet idéal avait un sens dans une société chrétienne dans laquelle toute vie privée avait une signification et une destination. Mais où la foi chrétienne n'est plus inscrite dans les âmes, quand une vie n'est plus qu'une somme d'heures de travail coupée de vacances payées, qu'est-ce qu'une vie privée ? C'est là où nous touchons à un problème infiniment plus grave que les problèmes proprement politiques. Nous assistons au déclin du christianisme. Nous nous adressons à des hommes qui pensent qu'ils n'ont qu'une seule vie humaine et rien d'autre. Ils ne veulent pas perdre cette vie brève et unique. Et quoi que nous pensions personnellement, nous sommes obligés de tenir compte de cette disposition. Nous devons donc donner un sens à leur vie. Nous ne pouvons que leur dire : « Vous n'avez pas voulu entendre la voix de Celui qui vous montrait le royaume de Dieu. Vous êtes du royaume des hommes. Alors *soyez des hommes* ». Et nous avons à leur montrer que la grandeur de l'animal humain est dans sa fierté, dans son courage et dans cette liberté qu'il a d'être au-dessus du malheur en méprisant le malheur.

D'où l'importance de la *mystique fasciste* dont je ne « dépouille » pas le fascisme, comme le craint Jean-Louis Bory, mais que je vois autrement qu'on ne l'a fait dans le passé. C'est à une mystique de l'homme que je ramène tout

le fascisme et par là j'entends l'exaltation de certaines vertus animales de l'homme que j'ai dites, mais aussi, au fond, une sorte de stoïcisme. La *mystique fasciste*, comme le fascisme lui-même, a eu des variantes régionales : j'essaie de les ramener à un dénominateur commun. Et ce que je cherche sous ce nom, ce n'est pas seulement une fonction de l'homme que nous puissions exalter dans un problématique triomphe, c'est une définition de l'homme qui puisse nous servir en tout temps, y compris dans la persécution. Car il y a deux versants du stoïcisme. Le versant de l'action nous montre l'animal humain au combat, l'imagerie des Thermopyles. Le versant de la passion nous rappelle qu'il est quelque chose d'inviolable en nous que les chrétiens appellent le « for intérieur ». Nous sommes les plus forts à l'abri de cette forteresse et nous pouvons y braver le triomphe de la Bête. Epictète disait qu'il n'est pas d'autre liberté. Je le crois.

(2ème Série, n° 22, mai 1962).

Le Tiers Monde

Pour la plus grande partie de l'opinion, et tout particulièrement pour la plus grande partie des intellectuels, **racisme** signifie uniquement, ou, en tous cas, signifie d'abord **antisémitisme**. Cette conception erronée, systématique maintenue pour les facilités de la polémique ne correspond pas à l'évolution de la politique mondiale et elle ne correspond pas également ou ne correspond plus aux conceptions des « racistes ».

L'antisémitisme n'est nullement une conséquence nécessaire du racisme, parce que le problème des races se trouve posé sur une échelle mondiale, dans laquelle le problème de la minorité ethnique juive n'est qu'un détail dans un ensemble : il dépend des Juifs eux-mêmes que le problème juif devienne même une question tout à fait mineure parmi d'autres plus graves.

Le problème racial du vingtième siècle a pour origine la prise de conscience brutale du fait racial par des peuples jusqu'à présent **sourds-muets** qui n'avaient jamais été mêlés en tant que **puissances** à la politique mondiale.

Ces peuples existaient dans le passé, mais ils vivaient en marge de l'histoire, ils n'en entendaient pas le bruit et nul n'entendait leur voix. Les grandes inventions modernes les

ont fait sortir de leur caverne. Les nappes dévorantes de la pensée ont fini par atteindre ces sourds accroupis autour de leur tam-tam ou assis sur leurs nattes paisibles. Et notre voix stupide, notre voix criminelle les a tirés du silence dans lequel les siècles les avaient ensevelis. Des millions de volontés ont été électrisées, aimantées par cette onde que nous avons dispersée aveuglément. Et maintenant, debout, nouvelle humanité née avec le siècle, leur poids fait basculer l'énorme balance de l'histoire. Cette terrible charge humaine donne un nouvel équilibre aux continents. Et pour la première fois, le prix et la faiblesse de l'homme blanc apparaissent avec une dramatique évidence.

L'écroulement des grands empires blancs a été la première conséquence de ce réveil des **sourds-muets**. Mais ce n'est qu'un prologue, c'est ce qu'on ne voit pas assez. La digue par laquelle les peuples blancs se protégeaient a sauté. Ils ont abdiqué la royauté par laquelle ils verrouillaient les continents. Avec la disparition des empires commence une ère nouvelle : le siècle où les continents blancs vont se trouver face à face avec d'autres continents sur lesquels le blanc est d'abord un étranger, et ensuite, la plupart du temps, un ennemi.

On peut se demander s'il est fatal que ces nouveaux ensembles raciaux soient hostiles aux Blancs. C'est la justification que se donne la politique d'assistance aux peuples sous-développés. En fait, cette hostilité n'est nullement inévitable. Elle n'est pas nécessairement dans la nature des choses. Les Etats autrefois soumis au contrôle des Blancs, auront certainement tendance à être méfiants pendant plus ou moins longtemps à l'égard de l'ancien conquérant : ils pourront même être franchement hostiles pendant quelque temps. Mais ce n'est là qu'une séquelle historique. La réalité raciale, **lorsqu'elle est regardée en face et prise en considération**, ne conduit nullement à l'hostilité des races. C'est, au contraire, le mélange inconsidéré des races qui est à l'origine des racismes agressifs. La disparition des empires blancs, en restituant à chaque race son aire géographique naturelle, peut, au contraire, être un facteur de paix entre les races. Mais à condition qu'on daigne voir que la nouvelle répartition raciale ainsi créée repose sur une **ségrégation** dictée par la géographie et par l'histoire, principe de santé que nient précisément avec horreur les gribouilles antiracistes.

L'existence d'un bloc arabe sur la Méditerranée est un fait, qu'on peut trouver regrettable, et même dans un certain

sens dramatique pour notre défense, etc..., mais enfin c'est un fait dont nous devons tenir compte. Quoi que nous pensions des événements, le monde arabe est désormais **notre voisin**, au sens où l'Allemagne, la Belgique, la Suisse étaient nos voisins avant 1940. Et, quelque amertume que nous laisse à juste titre la défaite injuste et honteuse qui nous a été infligée non par les Arabes mais par la trahison de Paris, ces voisins de l'Europe peuvent être un jour des alliés de l'Europe, car l'Islam est aussi hétérogène au communisme qu'au monde jaune. Une politique fondée sur le fait racial constate les différences de races, délimite les airs géographiques raciales ou prend acte des limites qui ont été fixées par les événements, et ensuite, rien ne s'oppose avec le temps à ce qu'elle reconnaisse que des intérêts communs existent entre des groupes raciaux différents.

En somme, une politique fondée sur le fait racial regarde, enregistre et conclut : elle n'aborde pas la politique avec des idées toutes faites et des solutions idéologiques. Or, l'hystérie antiraciste empoisonne avec un soin jaloux l'avenir des relations qui pourraient s'établir entre l'Europe et le bloc arabe. Car il y a l'Etat d'Israël. En l'honneur de cette invention de l'antiracisme militant dont rien ne justifie le maintien dans l'aire géographique raciale des Arabes, nous nous constituons stupidement en adversaires du bloc arabe, nous prenons d'avance parti pour les ennemis et nous rejetons le monde arabe vers le communisme ou vers le bloc asiatique auxquels il est naturellement étranger .

La biologie a ses lois implacables qui échappent à notre morale. Mais la sagesse consiste, chaque fois qu'on le peut, à respecter l'ordre de la nature. Les races ont leur place naturelle dans le monde, qui est leur domaine et leur propre terre. Et puisque cette image initiale de la création se reconstitue sous nos yeux, le plus sage n'est-il pas d'en respecter la loi fondamentale qui est la **ségrégation** ? Des peuples différents peuvent vivre côte à côte : il suffit qu'ils reconnaissent loyalement leurs devoirs et leurs droits. Le respect traditionnel de l'étranger naît de l'acceptation mutuelle de ces frontières morales qui protègent à la fois l'hôte et le voyageur. Mais les idéologies qui prétendent **imposer** la présence et l'intervention de l'étranger, qui mélangent tout, confondent le maître et le passant, intronisent le parasite et le proxénète, proclament une égalité hypocrite et irréaliste, contiennent en réalité les germes de la haine, de la xénophobie et de la rancœur.

(2ème Série, n° 32, mai 1963).

La question juive

Commençons par un aveu qui fera sursauter mes lecteurs, je leur en demande pardon : comme beaucoup de gens qui passent pour antisémites, j'ai une sorte de curiosité objective, parfois même teintée de sympathie, pour les juifs, à la condition toutefois qu'ils soient jeunes, qu'ils soient profondément juifs, et enfin qu'ils vivent dans une communauté ou un quartier spécifiquement juif. Je ne m'attends pas à ce que cette déclaration sentimentale fasse beaucoup de plaisir aux juifs eux-mêmes. Mais enfin, continuons. Les juifs qui me sont antipathiques sont les juifs évolués, baptisés, installés dans la bourgeoisie et le patriotisme, qui me répètent qu'ils sont plus français que moi qui suis berrichon, qui ne portent pas de chapeau ni de barbe, car j'ai oublié de dire que j'ai aussi une certaine tendresse pour le patriarche qui a conservé la longue barbe et le chapeau rond recommandés par la tradition. Je n'ai pas seulement ces sentiments pour les juifs, mon cas est plus grave : j'aime les quartiers juifs, les maisons juives, les horribles pâtisseries juives, les cartes et découpages mordorés qu'on s'envoie aux jours de fête, les fruits étranges que portent les jeunes filles quand elles sortent de la synagogue, les annonces qui paraissent dans **La terre retrouvée** ou peut-être même dans **Droit et Liberté** pour faire savoir que le petit Moïse Skira, âgé de quatorze ans, a fêté solennellement sa première communion juive en présence de ses grands-parents, j'aime les mariages à la synagogue et ce magnifique chant de la joie, chant barbare, chant arabe par lequel on salue la jeune épouse, j'aime les synagogues et les petits juifs pieux qui portent une calotte bleu ciel ou jaune brodée par leur sœur, j'aime les jeunes filles qui attendent modestement, dans le porche d'entrée, que les jeunes gens leur adressent la parole, comme dans une fête de village, celles qui ont des yeux de gazelle comme dans le **Cantique des Cantiques** et aussi ces douces petites juives laides aux figures larges piquées de taches de rousseur, si tendres et si confiantes.

Je sens bien que tout cela ne fera aucun plaisir aux juifs qui m'accuseront d'avoir un goût sadique pour le ghetto. Ce n'est pas si simple : mais il est vrai que j'aime, que j'aimais (hélas !) les ghettos à la folie, au point de pouvoir m'en arracher, j'y aurais passé des semaines avec ravissement, et il est vrai aussi qu'un de mes plus grands regrets est de n'avoir pu voir Varsovie, Lamberg, Cracovie, métropoles de la diaspora

dont les noms me font rêver comme les enfants rêvent des longs courriers qui partent pour Java. Ajoutons, puisque je suis résigné à choquer tout le monde, que j'ai été triste de voir la répression allemande pendant la guerre s'abattre de préférence sur de petites gens, d'inoffensifs tailleurs, des brocanteurs et des fourreurs miteux, et sur d'humbles familles ahuries, bien incapables d'aider les Alliés autrement que par leurs prières, tandis que les juifs riches et puissants s'en tiraient par la corruption, les grimaces, la collaboration économique et bien entendu la protection de leurs « amis collaborateurs » qui en furent remerciés comme on sait.

Cela dit, je sens que je dois expliquer à mes lecteurs pourquoi je ne suis pas un membres les plus actifs de la LICA ni un abonné fidèle du **Droit de Vivre**.

C'est précisément à cause des autres catégories de juifs que nous distinguerons pour la commodité de l'exposé en juifs grands-ducs, juifs bourgeois, juifs intellectuels, et juifs patriotes.

Je voudrais essayer d'expliquer — et c'est par là que je suis un véritable ami des juifs et non par une sympathie à fleur de peau — tout le mal que fait et que feront à la communauté juive tout entière, à la race juive tout entière certaines catégories bien précises de juifs, et si je réussissais à faire comprendre cela, assurément j'aurais fait quelque chose pour éclaircir un malaise grave qui, malgré le silence que les lois imposent, ne cesse de grandir et de s'envenimer.

La victoire juive de 1945 qui a paru totale, est en réalité récaire, l'antisémitisme existe, il croît, il se développe même et surtout **ailleurs** qu'on aurait pu le penser, il risque d'être à nouveau un problème et, quelles que soient les mesures qu'on prenne, il risque d'être à nouveau un péril pour tous les juifs dans le monde.

La violence des campagnes menées en faveur de Dreyfus et les divisions profondes qu'elles firent naître furent, **du point de vue de la sécurité des juifs**, une véritable catastrophe. Le problème juif fut dès lors posé et il fut posé par les juifs eux-mêmes. Les juifs, minorité puissante, mais minorité tout de même, eurent l'imprudence de faire naître la haine, de l'attiser, de désigner leurs ennemis, de demander leurs têtes. Ainsi à cause d'eux et par suite d'un acharnement, louable peut-être dans son principe, mais insensé dans ses développements, **l'antisémitisme** et le **racisme** qui n'étaient que des sentiments,

se chargèrent d'intérêts, de références, d'arguments, ils devinrent des systèmes ; au lieu d'être dilués, impalpables, pareils à la brume qui glace mais ne frappe pas, ils devinrent de puissants fleuves politiques, des forces capables de porter la destruction et la mort.

En même temps, une sorte **d'esprit impérial** juif naissait, s'affirmait avec passion et formait une sorte de front d'airain du monde nouveau. En se réclamant du « droit de vivre », les juifs répercutaient, bien au-delà de l'affaire Dreyfus, l'erreur essentielle de l'affaire Dreyfus. Ils enflaient l'antisémitisme, ils lui prêtaient leurs énormes haut-parleurs, ils le faisaient participer, en somme, à leur propre ascension et à leur propre puissance : simplement en le poursuivant avec rage, en le dénonçant avec passion, en désignant comme les ennemis de l'humanité entière ceux qui leur semblaient ne pas être les amis du peuple juif. On ne comptait plus les ministres juifs, on n'en était plus là. On laissait dire et on laissait croire — ce qui n'est probablement pas vrai — qu'il y avait une politique juive. On ne voyait pas d'imprudences à ce que, dans des circonstances politiques difficiles pour le monde entier, des chefs de gouvernement fussent juifs. Politiquement et socialement, grâce à la puissance de l'argent, les juifs prenaient en charge la conduite du monde moderne. Il y avait à Berlin en 1934, 42 % des médecins qui étaient juifs, 48 % des avocats, 56 % des notaires, 72% des agents de change : on avait l'impression qu'un énorme pharaonisme était en train de naître dans lequel les juifs prenaient la direction du travail de ceux qui ne l'étaient pas.

(2ème Série, n° 37, décembre 1963).

*
**

Je ne suis pas du tout hostile au Congrès Mondial Juif : je voudrais, au contraire, que le Congrès Mondial Juif délibère avec mesure et prévoyance sous de grands chandeliers à sept branches. Je voudrais qu'il gouverne avec prudence les juifs dispersés dans le monde, avec le concours de rabbins vénérables et barbus : cela vaudrait infiniment mieux que de laisser se déchaîner ces crises d'hystérie parties on ne sait d'où et qui se terminent trop souvent par des catastrophes pour les juifs — et pour les autres.

Ce transfert de l'instinct racial à l'idéologie est sans doute prémédité chez quelques-uns, c'est un réflexe plus ou moins

conscient chez beaucoup. Cela devient un **penchant** chez la plupart. Et c'est justement un autre **penchant** du tempérament juif qui me paraît être la cause de tant de menaces qui s'accumulent sur les juifs : ils n'ont pas de **mesure**, ils ne savent pas **s'arrêter**. Je me défie, comme je l'ai déjà dit, de ceux qui se fabriquent une idée toute gratuite de **l'esprit juif**, et, par conséquent, du tempérament juif. Mais, là, j'ai une autorité pour moi. C'est celle de l'Eternel qui s'est plaint à maintes reprises de la même chose que moi : « Vous êtes le peuple au cou raide », dit-il dans un beau langage imagé. Oui, le peuple indocile, furieux, opiniâtre, le peuple qui a des crises d'entêtement et d'hystérie, qui ne veut pas se plier à l'obéissance que demande l'Eternel et à la mesure qui est Sa règle comme elle a été celle des dieux inventés par les hommes. Les Grecs avaient un mot pour dire cela, un mot intraduisible dans nos langues modernes, tellement cette idée est ancienne parmi les hommes et étrangères à nos cœurs dénaturés. Ils appelaient cela **l'Ubris**, mot qui signifie à la fois l'excès dans la vengeance, l'excès dans le fanatisme, l'excès dans la raison même et c'est cet excès que les dieux punissaient par les catastrophes incompréhensibles de leurs tragédies. Cette modération si nécessaire, cette mesure et cette courtoisie dues aux dieux et aux autres hommes, c'est précisément ce qui manque aux juifs pris en tant que peuple.

(2ème Série, n° 38, janvier 1964).

*
**

La faute la plus grave des juifs est de vouloir couvrir leur protection raciale non seulement par l'idéologie, mais par des faits et par des lois ? Maîtres de la presse dans une société qu'on conduit par la presse, maître de l'argent dans une société qui ne croit qu'à l'argent, maîtres des régimes chez des peuples fatigués qui ne rêvent plus que d'obéir, cela ne leur suffit pas. Il leur faut encore que la législation consacre dans la paix **le viol des consciences** obtenu par l'état de guerre et que toute idée qui ne porte pas le visa de la communauté raciale juive soit une idée interdite par la loi, que tout groupe qui n'accepte pas **l'imperium juif** devienne un groupe mis hors-la-loi et regardé comme ennemi public.

Je retrouve, hélas, dans ce transfert aberrant le même aveuglement et la même passion qui ont causé tant de malheurs au peuple juif dans un passé récent. La même passion,

la même démesure qui perd le sens des proportions, blesse, mord, envenime au hasard, dans une sorte d'accès, sans nécessité — quelle peut bien être la portée et l'urgence d'une législation antiraciste en France ? Mais surtout le même aveuglement. Car enfin, supposons que l'antiracisme triomphe, qu'il passe dans les lois, dans les faits, partout. Est-ce vraiment le vœu des antiracistes que la défense du monde occidental soit confiée à un général nègre, assisté d'un Etat-Major de techniciens nègres et que le pouvoir discrétionnaire de déclencher la guerre atomique soit remis à un président nègre mâchonnant son béthel devant le téléphone sacré ? Comment ne sont-ils pas aussi effrayés que moi de voir se profiler à l'horizon ces corollaires effarants de l'antiracisme. Et comment ne voit-il pas que l'effort frénétique des juifs pour promouvoir une **législation** antiraciste qui ne sera pas autre chose qu'une contrainte et un viol des consciences et des foyers ne peut qu'engendrer une séquelle de haines dont il faudra bien un jour payer la note ?

On voit par là que les dangers que fait courrir à tous les juifs un certain nombre de juifs, qui est peut-être finalement un petit nombre de juifs, sont immenses. Ces rectifications que je fais par souci de la vérité, beaucoup de gens ne les font pas. Ces interpolations grâce auxquelles je peux me dire que tous les juifs ne sont pas responsables de ce que font certains furieux, beaucoup de gens les ignorent, car elles ne sont ni dans leur caractère ni dans leurs habitudes de pensée. Ils concluent comme on le fait généralement de ce qu'on voit à ce qu'on ne voit pas. Cette **intelligentsia** indiscrete et sans mesure leur donne l'impression qu'elle cherche à imposer un **ordre juif**, dans lequel le juif, qui ne participe pas à la production, prélève tous les profits, jouit de privilèges, dirige les pensées, transfuse et change le sang national lorsqu'il ne lui convient pas et persécute avec rage tous ceux qui s'opposent à ce pouvoir absolu d'une minorité. L'antisémitisme naît de la colère que provoque cet investissement et de la volonté d'y échapper. En d'autres termes, l'antisémitisme et surtout l'antisémitisme passionnel est une conséquence de la maladresse et du fanatisme des juifs dont l'action est publique sous une forme ou sous une autre. L'antisémite n'est peut-être pas autre chose qu'un homme qui généralise trop vite, oublie que toute une partie de la population juive ne demande qu'à gagner de l'argent en revendant le soir ce qu'elle a acheté le matin et n'a pas d'autre idée en politique que d'obtenir le **droit de vivre comme tout le**

monde. Ce sont les représentants de ce que j'appelle l'**intelligentsia juive** qui, à partir de cette idée, **refusent à leurs adversaires le droit de vivre** : et par là contribuent à créer une situation explosive qui mettra en danger une fois de plus tous les juifs quels qu'ils soient.

Comment les juifs peuvent-ils se défendre contre les **parvenus juifs** et les juifs **évolués** qui attirent sur eux tant de dangers ? Il leur appartient assurément de trouver les moyens divers pour qu'on rencontre moins de juifs dans des professions qui mettent fatalement en vue et qui vont depuis la politique jusqu'aux chaînes de boîtes de nuit en passant par le barreau, le journalisme, le spectacle, le cinéma, l'édition, etc. Ce sont les communautés juives elles-mêmes qui devraient prendre à cet égard des mesures de prudence. Mais avant tout, le remède me paraît être dans une renaissance du judaïsme. C'est par là seulement que les juifs peuvent s'imposer une discipline et opposer une barrière morale solide au développement anarchique qui les précipite vers les secteurs les plus exposés. C'est par là aussi que le peuple juif peut faire un apport culturel véritable qui donnera de lui une idée plus juste et plus complète que celle qu'on peut prendre lorsqu'on voit tant de juif se faire les camelots des idéologies les plus fumeuses et les plus détestables. Enfin, c'est par là encore que le peuple juif peut obtenir des mesures qui le protégeront comme communauté et lui assureront le libre exercice de sa religion, le respect de ses mœurs propres et de ses institutions, la sécurité de ses zones d'habitat ou de ses intérêts professionnels. Plutôt que d'être accusée le jour de la catastrophe par un peuple tout entier qui lui impute la responsabilité de ses malheurs, ne vaut-il pas mieux, pour une minorité ethnique, vivre d'une vie modeste et retirée, ne pas prendre part aux affaires graves et offrir son secours et sa collaboration selon ses moyens, le jour où le pays qui lui a donné l'hospitalité se trouve en danger ? Si les juifs avaient agi ainsi depuis cent ans, pensez-vous qu'il existerait un antisémitisme ?

(2ème Série, n° 39, février 1964).

*
**

Il y a, à côté de l'esprit juif tourné vers le lucre et l'avidité, un type d'esprit juif épris de justice, qu'il est injuste de méconnaître quand on prétend poser le problème juif dans sa totalité.

Nous avons toujours pris garde à cette nuance lorsque, dans **Défense de l'Occident**, nous prenions position sur le problème juif. Ces considérations ne font que nous confirmer dans la conviction que les Juifs sont périodiquement mis en péril comme peuple par l'insolence d'une minorité turbulente qui tient trop de place et ne se fait connaître que par son esprit de haine et de vengeance, par une sorte d'incapacité congénitale à se maintenir sur une ligne de sagesse et de modération. Si le malheur s'abat encore une fois sur le peuple juif, c'est à une telle minorité qu'il en sera redevable : les têtes brûlées qui se précipitent sans réflexion dans une guerre d'impérialisme et de brigandage au Moyen-Orient ont dans nos propres pays leurs équivalents parmi les Juifs de presse, du barreau, de la radio, des affaires, qu'on voit trop, qu'on entend trop et qui finalement contribueront à déchaîner une catastrophe sur la tête de ceux-là même qu'ils veulent protéger.

Le vacarme de la retraite aux flambeaux menée en l'honneur de la politique juive, de la puissance juive, des intellectuels juifs, n'a cessé de grossir depuis vingt ans, mais il est arrivé avec la guerre d'Israël à une espèce de paroxysme. Pendant vingt ans, la propagande juive fut une hagiographie, pour ainsi dire, négative. Ce qu'on s'attachait à mettre en valeur (par une falsification des chiffres), c'était les souffrances subies par le peuple juif (légende des six millions de Juifs morts dans les camps, alors qu'en réalité les travaux les plus sérieux, comme on peut s'en assurer par les livres de Paul Rassinier, limitent à 900.000 environ le chiffre des victimes juives de la guerre, chiffre très inférieur à celui des pertes subies par les Allemands ou les Russes). On s'appliquait à faire naître de ces souffrances un énorme crédit moral et financier dont le peuple juif tout entier, dans ses différentes parties et sous ses différentes formes, devait être le bénéficiaire. L'accompagnement de ce film « historique » continuellement repassé à dates régulières dans tous les cerveaux, était un album édité par la même firme et consacré à la vie édifiante des intellectuels juifs et des grands savants juifs, laquelle avait pour résultat de porter au pinacle et de présenter comme des phares rayonnants de l'Humanité un esprit faux comme Freud, ou un faux savant comme Einstein, qui n'a fait que profiter des découvertes des mathématiciens qui l'avaient précédé : opération plus généralement étendue à l'ensemble de la vie intellectuelle par l'affirmation d'une hiérarchie des écrivains et des « penseurs » qui avait pour objet d'attribuer l'exclusivité de la sensibilité, du cœur, du génie, à tous les écrivains ou artistes juifs, ou à ceux qui s'étaient fait les serviteurs du lobby juif.

Que les Juifs comprennent, avant qu'il ne soit trop tard, que

les cris de haine et de triomphe que certains d'entre eux poussent en ce moment se retourneront un jour contre eux tous ; que l'impudence avec laquelle ceux qui affectent de parler en leur nom applaudissent aux crimes, aux massacres, aux atrocités, aux actes les plus contraires aux lois de la guerre leur sera les plus contraires aux lois de la guerre leur sera un jour rappelée ; et que si des applaudissements unanimes saluent un jour la défaite d'Israël, c'est aux amis indiscrets et hystériques d'Israël qu'ils seront dus principalement.

L'hystérie antiraciste sera aussi funeste aux Juifs que la danse du scalp qu'ils mènent autour de la guerre israélo-arabe. Comment ne s'aperçoivent-ils pas que cette position doctrinale est directement en contradiction avec les hourras, dont leurs porte-parole abusifs saluent chacune des victoires d'Israël, car ils poussent à l'antiracisme chaque fois qu'il s'agit de détruire, mais quand il s'agit d'eux, ils sont plus racistes que personne ? Mais ce n'est pas seulement la contradiction provisoire qu'il y a entre cette doctrine et les actes que les Juifs de presse approuvent qui est lourde de conséquences ; c'est la position elle-même qu'ils ont choisie. L'antiracisme est une maladie d'intellectuel, une hystérie de « têtes d'œufs », condamnée à brève échéance beaucoup plus sûrement que la société de consommation sur laquelle elle se greffe. Condamnée à un double titre : d'abord, parce qu'elle méconnaît une évidence accessible à tous, une différence de peau, de manière de vivre, de mentalité que personne ne peut nier, et que l'opinion, surtout l'opinion populaire ressent avec force ; et d'autre part, parce que le redressement moral sans lequel il n'y a pas d'avenir pour notre civilisation ne peut se faire qu'en réaction contre les maladies morales que l'antiracisme entraîne avec lui, la drogue, la perversion, la criminalité.

Des deux côtés les Juifs perdront parce qu'ils laissent quelques croupiers fanatiques et aveugles les prendre comme mise et risquer l'avenir de la population juive sur les chevaux dopés de l'écurie antiraciste et de l'écurie sioniste. Des deux côtés ils perdront après une période de faux triomphe plus ou moins courte dont ils n'auront pas su éviter les dangers. Jupiter rend fous ceux qu'ils veut perdre, mais il perd tout aussi bien en se bornant à frapper de folie quelques moutons enragés qui entraînent par-dessus le bord le troupeau des moutons paisibles. L'insolence juive conduira les Juifs où elle les a toujours conduits dans le passé, mais on aura dit tant de sottises en leur nom qu'il n'est pas sûr qu'ils arriveront éternellement à nous apâtoyer sur leurs malheurs.

D. O.

(2ème Série, n° 87, janvier-février 1970).

LA CAPTIVITE DE BABYLONE

Les Rêveurs de la politique : les exilés

« Ce que nous faisons là, c'est un peu de la poésie pure », soupirait un jour, avec une ironie toute italienne, le sympathique Ernesto Massi, nous voyant construire notre Europe dans les nuages. Je ne sais pourquoi cette parole me revient en mémoire devant cette roche escarpée, ce bloc obtus et carré de l'imposture que nous avons découvert au lendemain du 13 mai, barrant notre route comme un récif surgi de la brume devant les marins qui arrivent au port. Cette falaise est là, devant nous qui avons crié : Terre ! Elle s'étend partout, et une mer étale, désespérément calme, une mer des Sargasses, sans brise et sans courant, clapote tout autour. Le siècle passe devant nous comme un bateau fantôme. Les pavillons qu'il met à son mât n'ont pas de langage pour nous, les paroles que lancent ses portevoix n'ont pas de sens. Rien de ce qui se passe à son bord ne nous intéresse. Qu'il s'échoue, qu'il sombre, qu'il réapparaisse encore debout, que son gouvernail gémissse, que ses vergues plient ou se rabattent, qu'est-ce que cela peut nous faire ? Qu'il crève, qu'il ne crève pas, que m'importe ? Mais n'est-ce pas nous qui sommes sur le vaisseau des morts, croisant, pirates fantômes, sur nos mers d'Utopie ?

A la vérité, le vaisseau des morts n'est pas le nôtre : le vaisseau des morts est celui qui ne porte ni enthousiasme ni solutions. Il est ce vaisseau de vieillards, immobile dans la brume, vaisseau ballotté, vaisseau aveugle qui lance lugubrement de minute en minute l'appel essoufflé de sa corne antique. C'est sur lui qu'est hissé le drapeau de la peste et il ne sait où aller parce que tout lui est écueil. Sa corne emplit la nuit lugubre et elle n'indique aucun chemin. Mais nous savons aussi que c'est le vaisseau des morts qu'il nous faudra prendre à l'abordage et que nous trouverons en y montant des cordages pourris et le banc de brume dans lequel il s'est volontairement placé.

La poésie pure a ses miracles. On aurait bien étonné Massi et on m'aurait bien étonné aussi, si l'on nous avait annoncé, il y a quatre ans, que cette démocratie qui semblait une vieille baraque impossible à ébranler allait soudain s'abattre sous un seul coup de vent. Ce qui en reste est assurément moins solide que la vieille baraque d'autrefois.

Qu'est-ce qu'un régime qui ne repose que sur un seul homme ? L'âge, la maladie, les infirmités, les hasards de toutes sortes, tout ce que la fragilité humaine ajoute à la fragilité politique, est péril pour lui. Les airs que nous jouions tout seuls hier sur notre flûte sont repris aujourd'hui par les fifres des bataillons. Seront-ils demain à nouveau les airs maudits qu'il faut oublier ou les chants de route d'une nation ?

Mais alors notre poésie pure, je ne suis plus aussi sûr d'elle ; il m'arrive de me demander si elle n'est pas un chant des fées. Le malheur de l'opposition théorique en politique c'est qu'elle est condamnée à être un calcul algébrique que les faits ne corrigent pas. Les principes, je n'ai point de doute quant à eux, ils sont sains. Encore faut-il qu'ils soient correctement appliqués. Mais les solutions ? Que valent ces épures qui n'ont pas subi l'épreuve de la soufflerie ? Et combien supposent-elles de *données* que les erreurs de la politique actuelle compromettent ou qu'elles font même disparaître ? Et, enfin, de plus en plus, certains problèmes sont *bouchés* parce que le temps gaspillé, les fautes commises les ont rendus tels : nos solutions *radicales* sont-elles encore propres à les résoudre, et à supposer qu'elles le soient, ne sont-elles pas un leurre si nous ne parvenons pas à les faire accepter de partenaires plus puissants que nous ?

C'est très beau de dire qu'une communauté européenne ou une nation européenne forte, armée, indépendante des deux grands blocs, amènerait tout naturellement des solutions à tous nos problèmes actuels, y compris celui d'Afrique du Nord. Mais cette Europe n'existe pas en ce moment, et même, depuis cinq ans, en dépit des apparences, l'idée européenne a perdu dans l'opinion beaucoup de terrain. C'est très beau d'affirmer que cette Europe sera socialiste, qu'elle imposera sa volonté aux intérêts privés, qu'elle mettra le travail et la fraternité au-dessus de l'argent et de l'égoïsme, qu'elle résoudra par l'autorité les contradictions du capitalisme ; mais l'Europe dans laquelle nous vivons n'est pas celle-là, et même si une crise amenait au pouvoir en

France des hommes qui comprennent nos idées, ils se trouveraient en présence des difficultés qu'a toujours rencontrées « la révolution dans un seul pays », et cette situation classique paralyserait d'abord une bonne partie de leurs initiatives. Enfin, des solutions qui étaient possibles en 1951 ou en 1954 ne le sont plus en 1959. Lorsque nous approuvions les propositions russes de 1951 pour mettre fin à la division de l'Allemagne, ces propositions prouvaient que notre « poésie pure » était alors plus réaliste que la politique menée par les grandes puissances et qu'elles débouchaient sur des solutions concrètes : mais les Russes sont très loin aujourd'hui de leur propositions de 1951 et ce règlement d'ensemble qu'on pouvait entrevoir à cette date n'aurait plus leur agrément aujourd'hui. De même, on pouvait rechercher en 1954 un accord avec le monde arabe sur des bases que le déroulement du conflit algérien a fait disparaître. Le temps a travaillé contre les perspectives qui pouvaient découler de cette *troisième force* que nous envisagions alors. La constitution même d'une *troisième force* européenne est aujourd'hui problématique, car cette troisième force ne peut être indépendante qu'en possédant ses propres moyens de défense et en cessant de se placer sous la protection des Etats-Unis : or, quel est l'homme d'Etat responsable qui accepterait aujourd'hui de proposer le départ des troupes américaines,

Nos idées sont-elles donc des chimères ? Raisonnons-nous sur des rêves qui n'ont aucun rapport avec les problèmes actuels et qui n'ont aucune chance de les rejoindre un jour ?

La figure du monde est faite de ces rêves. Car si elles germent et portent leur moisson, il n'y a pas de plus grande force peut-être que les idées : pareilles aux racines, aux plants acharnés à atteindre le jour, elles peuvent soulever les colonnes des temples.

Même si les rêves de la terre promise nous semblent lointains, il y a trop longtemps que tout ce qui est propre en France est tenu soigneusement à l'écart du pouvoir pour que nous n'ayions pas une bonne envie de jeter par dessus bord les usurpateurs. Même si nous ne devons pas faire mieux. Même si nous devons nous cogner à la même vitre et bourdonner, comme eux, à la manière des mouches. Nous en avons assez d'être en exil depuis un demi-siècle et d'assister impuissants aux jeux des professionnels de la poli-

tique. Nous en avons assez du passeport radical ou maçonnique ou de la carte de résistant qu'il faut montrer pour avoir sa place à bord. Nous en avons assez des coupe-files pour les faveurs, pour les places, ou simplement pour le droit de vivre. Est-ce que les sans-culottes qui montaient sur les Tuileries le 10 août 1792 pensaient vraiment que le règne du peuple serait pour le 11 et que la Marseillaise allait retentir à partir du lendemain devant tous les palais d'Europe ? Non, ils voulaient tout simplement *mettre en l'air* la boutique. Eh bien, nous sommes les sans-culottes de 1959 et nous pensons comme eux.

(1ère Série, n° 62, juillet 1959).

*TABLES DECENNALES DE
« DEFENSE DE L'OCCIDENT »*

Pour les années 1952 - 1962 :

Dans nos numéros 27, 28, 31 et 33 de la 2ème série (décembre 1962 à juin 1963).

Pour les années 1962 - 1972 :

Dans nos numéros 110 et 11 de la 2ème série (mai - juillet 1973).

Le Gérant : Maurice BARDECHE

N° Commission Paritaire : 26501

Imprimerie Nouvelle — 79100 THOUARS

Dépôt Légal : Décembre 1977 - Janvier 1978

Enquêtes et documents de « Défense de l'Occident »

1ère Série

- Sur la Sécurité Sociale : J. Poillot, n° 23.
- Le Pétrole et l'Afrique du Nord : Pierre Fontaine, n° 28.
- Vers une catastrophe en Afrique du Nord : Pierre Fontaine, n° 32. ;
- La France perdra-t-elle l'Afrique du Nord : Pierre Fontaine, n° 34.
- Les écrivains de droite et le communisme : Albert Paraz, n° 37.
- L'Europe et le Marché Commun : Jacques Poillot, n° 44.
- La mort d'Otto Ahetz : n° 50.
- Les trusts contre les détaillants : Henry Coston, n° 55.
- Le Malaise Paysan : Pierre Fontaine, n° 61.
- Qui gouverne les U. S. A. : Pierre Hofstetter, n° 61.
- Sur la Sécurité Sociale : Dr Bonnet, n° 63.
- L'affaire des cinquante otages de Châteaubriand : Jean Setze, n° 63.
- Le ghetto de Jaffa, le sort des Arabes en Israël : n° 64.

2ème Série

- Les Soviétiques et l'Afrique Noire : Faillant de Villemarest, n° 4.
- La Main Rouge : Faillant de Villemarest, n° 5 et 6.
- Le Congo : n° 8.
- L'affaire du « Laconia » : Jean Setze, n° 13.
- J'ai vu enfin l'Algérie : Bernard George, n° 19, 20.
- Petite histoire du parti communiste algérien : J.-P. Bonnafous, n° 19.
- Islam et Chrétienté : Paul Sérant, n° 21.
- Entretien sur le fascisme avec J.-L. Bory, Michel Mourre et Paul Sérant : n° 21.
- Leçons d'une guerre : Colonel Trinquier, n° 23 (juin 1962).
- Entretien avec des rapatriés : n° 24 (juillet-août 1962).
- L'œuvre de Roger Nimier : Bernard George, n° 26 (novembre 1962).
- Réflexions sur la droite : Pierre Ardreu, Paul Sérant, Thomas Molnar, n° 26 (novembre 1962).
- Les Rothschild de Londres : Henry Coston, n° 27 (décembre 1962).
- Rudolf Hess, victime de la bataille des pétroles du Caucase : Pierre Fontaine, n° 27 (décembre 1962).
- L'assassinat de l'amiral Darlan : Yves-Frédéric Jaffré, n° 28 (janvier 1963).
- Les tribunaux d'exception « miliciens politiques et fonctionnaires » : n° 29, (février 1963).
- Le panarabisme pétrolier en marche : Pierre Fontaine, n° 30 (mars 1963).
- Les solutions du groupe de Malmo : Per Engdahl, n° 31 (avril 1963).
- Le communard Eugène Protot, précurseur du fascisme : n° 32 (mai 1963).
- Lettre sur la Commune de Paris : J.-N. Barbier, n° 35 sept. - oct. 1963).
- La France perd la bataille du pétrole : Pierre Fontaine, n° 38 (janv.-fév. 1964).
- Codréanu et la Garde de Fer : Paul Guiraud, n° 42, 44 (juin - juillet 1964).
- Les Chinois à l'assaut de l'Afrique : Robert Anders, n° 48 (avril 1965).
- La question palestinienne, atrocités juives en Palestine : n° 48 (avril 1965).
- Torture ultra-moderne et extermination en Russie soviétique : n° 52 (oct. 1965).
- Le cas du Docteur Schweizer : Pierre Fontaine, n° 52 (octobre 1965).
- Les cliniques-prisons soviétiques : n° 55, 56 (février - mai 1965).
- Le Fascisme à travers Brasillach et Drieu : Léo Joannon, n° 62 (avril - mai 1967).
- Le mystère des chambres à gaz : François Duprat, n° 63 (juin 1967).
- Les populations russes et les allemands en 1941 : François Duprat, n° 66 (novembre 1967).
- François Mauriac et le recours en grâce de Robert Brasillach : Louis Guitard, n° 67 (décembre 1967).
- Une nouvelle Guépéou, le NST police secrète soviétique : François Duprat, n° 69 (février 1968).
- L'erreur judiciaire de Marzabotto : n° 70 (mars 1968).
- Echapper à l'univers technocratique : Per Engdahl, n° 75, 76 (novembre - décembre 1968).
- Ulick Varange et sa conception du pouvoir politique : n° 75 (septembre - octobre 1968).
- L'Université à la croisée des chemins : Michel Rimet, n° 80, 82 (mars - juin 1964).

- Drieu La Rochelle et la guerre : J.-M. de Boissard, n° 83, 84 juillet - octobre 1969).
- Le Mémoire Sakarov et l'affaire Grigorenko, n° 84 (octobre 1969).
- L'Occident et la bataille de Lépante : Bernardini - Sjoestedt, n° 85 (novembre 1969).
- Le naufrage du droit international : J. Cheldon, n° 87 (janvier - février 1970).
- Robert Brasillach vingt-cinq ans après : n° 87 (janvier - février 1970).
- Dégradation et communisation des Facultés de Lettres : Thierry Moncellereux, n° 88 (mars 1970).
- Drieu La Rochelle ou la fatalité du suicide : Guy Rens, n° 88, 90, 93 (avril - décembre 1970).
- Les mouvements politiques dans l'Université : François Duprat, n° 89 (avril 1970).
- Gauchisme et néo-fascisme : un groupe d'étudiants, n° 91, 92 (octobre - novembre 1970).
- Mort de la liturgie : F.-H. Lem, n° 87 et 94 (février 1970, février 1971).
- Les idées de la Garde de Fer : Carlo Sbrullatti, n° 95 (avril 1971).
- Présentation de Julius Evola : Gianfranco de Turris, n° 98 (août - sept. 1971).
- L'Eglise malade : Willy-Paul Romain, n° 98, 107 (septembre - octobre 1972).
- L'Eglise Catholique Hollandaise en 1971 : Dr H.-J. Van Vijk, n° 98 (août - septembre 1971).
- Comment Bucard créa le « Francisme » : Arnaud Jacomet, n° 100, 106 (décembre 1971, septembre 1972).
- Toussenel, socialiste autoritaire : Thierry Becker, n° 102 (février 1972).
- Giovanni Gentile, philosophe du fascisme : Pascal Yague, n° 104 (mai 1972).
- Milan Sufflay, idéologue croate et philosophe Européen : M. Rendulic, n° 105 (juillet 1972).
- L'affaire Freda : n° 106 (août - septembre 1972).
- Bilan du surréalisme : F.-H. Lem, n° 108, 109, 116 (janvier - février 1973, janvier 1974).
- Souvenirs sur l'Action Française : la fondation de **La Revue Universelle** : n° 111 (juin 1973).
- Actualité des groupes de pression : Faust Bradesco, n° 112 (août 1973).
- Le lobby sioniste aux Etats-Unis : P. Hofstetter, n° 115 (décembre 1973).
- Futurisme et fascisme : Luc Tirenne, n° 115 (décembre 1973).
- Voies nouvelles pour l'Amérique latine : Thierry Becker, n° 115, 116 (décembre 1973, janvier 1974).
- Dossier sur les forces nationales en Espagne : n° 117, février 1974).
- Donoso Cortes, une philosophie contre révolutionnaire de l'histoire : Luc Tirenne, n° 117 (février 1974).
- Dossier sur la fonction politique de mythe : n° 118 (mars 1974).
- Naissance et violation de l'idée de nation : Yves Van Ghele, n° 117, 118.
- Dossier sur le syndicalisme : n° 121 (juin 1974).
- Dossier sur l'Eglise : n° 124 (novembre - décembre 1974).
- Hugues Redell, traducteur et interprète de Nietzsche : Luc Tirenne, n° 125 (janvier 1975).
- Le lobby israélien : Robert Umphlett, n° 127 (mars - avril 1975).
- Alternatives ibéro-américaines : Luis Cors Otalora, n° 128, 129 (mai - juin 1975).
- L'œuvre d'Evola : Philippe Baillet, n° 129, 130 (juin - juillet 1975).
- Demain l'Espagne : Jehan Bouyal, n° 130, 131, 132 (juillet - novembre 1975).
- Le Marquis de Morès : Luc Tirenne, n° 131 (octobre 1975).
- Les responsabilités de la guerre : Heinz Roth, n° 133, 134, 135, 136.
- Le souvenir de René Binet n° 135 (février 1976, décembre 1975, mars 1976).
- Enquête sur l'Europe : Georges Gondinet, n° 132, 136, 138 (novembre 1975, mai 1976).
- Le mythe du 8 mai et le mythe des six millions : n° 130 (juillet 1975).
- La LVF en Tunisie : René Pellegrin, n° 138 (mai 1976).
- Gabriele d'Annunzio : Guillaume de Ferette, n° 138, 139 (juin 1976).
- La vérité sur les camps de concentration allemands : Richard E. Harwood, n° 142 (novembre 1976).
- La Faillite de l'Union Générale et ses conséquences : Eugène Rouvellou, n° 142, 143 (novembre - décembre 1976).

Voir en page 4 de la couverture la liste de nos Nos spéciaux

NUMEROS SPECIAUX DE
« DEFENSE DE L'OCCIDENT »

- Le Souvenir de Robert Brasillach (1955, réed. 1975)
- Le Poujadisme (1956)
- L'Épuration (1957)
- Drieu la Rochelle (1958)
- L'Armée française (1958)
- Le Drame algérien commence seulement (1961)
- L'Heure des paysans (1963)
- La Jeunesse (1964)
- La Question noire aux USA (1965)
- Drames et problèmes de l'Afrique (1965)
- Où mène le gaullisme (1967)
- L'Aggression israélienne et les conséquences (1967)
- Les Nouveaux Communistes (1968)
- Le Rideau de fer bouge (1968)
- La Comédie de la révolution (1968)
- Les Fascismes inconnus (1969)
- Le Fascisme dans le monde (1970)
- La croisade antibolchévique, I (1973)
- La croisade antibolchévique, II (1973)
- La croisade antibolchévique, III (1973)
- La Droite vue d'en face (1974)

Au sommaire du No 22 des
CAHIERS DES AMIS DE ROBERT BRASILLACH

- *Jacques Isorni* répond à Halimi
- *Céline et Brasillach*, par Philippe Alméras
- Tous les articles écrits par *Robert Brasillach* sur l'œuvre de *Céline*
- *Brasillach et Malraux*, par Gérard Sthème du Jubécourt
- Tous les articles de *Robert Brasillach* sur l'œuvre d'*André Malraux*
- *La Fontaine vu par Robert Brasillach* et Auguste Bailly
- *Les apprentissages de Robert Brasillach*, par Roger Duhamel
- Textes de Maurice Bardèche, Pierre Dudan, Inès Donado, J.-P. Hamblenne, Madou Pacora, Louis Le Bastard, Pierre Favre.

*
**

L'Association des Amis de Robert Brasillach, case postale 2755, 1002 Lausanne (Suisse), présidée par Pierre Favre, édite chaque année un CAHIER et plusieurs *Bulletins* de liaison (77 numéros à ce jour).

*
**

Le président fait un pressant appel à tous ceux qui aiment l'œuvre de Robert Brasillach et entendent contribuer à sa diffusion.